

entre-deux · résistance · enseignement · empowerment · communication
· accessibilité · éloquence · expérimentation · négociation · paradigme ·
comportement · humilité · adjuvant · relation · médiateur · consensus ·
perspective · appropriation · partage · collectif · communauté
· social · auto-construction · populaire · bottom
up · installation · friche · squat · engagement · transition · coopération
activisme · coopérative · visibilité · responsabilité · association · réseaux · contexte
· pluri-disciplinarité · dialogue · habitant · accompagnement · hybridation
· survivance · atelier · participatif · apprentissage
· unlearn · adaptabilité · contexte · écoute · équité
· indépendance · intégration · lutte · valorisation
· renouvellement · horizontalité · transformation · abris
· mouvement · éducation · déconstruction · désapprentissage · conception · solidarité
regroupement · infrastructures · initiatives · droits · compromis · flexibilité · modularité · implication
· interaction · mobilisation · projection · programmation · observation · curiosité · animation · émancipation · reconnaissance · légitimité · sub-
version · résilience · stimulation · diversité · dynamique · innovation · épanouissement · confrontation · échange · porosité · seuil · durabilité ·
articulation · identité · quotidien · proximité · confiance · alternatives · besoins · inclusion · habiter · consciencieux · marge · invasion · expres-
sion · restes · réversibilité · intégrité · hétérotopie · mutation · questionnement · disponibilité · interstice · détournement · fragilité · sociologie
· consolidation · multiplication · capacitation · processus · autonomisation
· architecture · transparence · occupation · intermédiaire · egostrength · personnalisation · rencontre · hypothèse · interaction · préservation · im-
plantations · détachement · responsabilité · vitalité · partage · variabilité
· autres

Pratiques · de · résistance

De la recherche à l'appropriation de l'entre-deux

*Nous souhaiterions remercier toutes les personnes qui
ont permis l'aboutissement de cet énoncé théorique.*

*Tout d'abord Yves Pedrazzini pour son aide précieuse
tout au long de ce semestre,*

*ainsi que l'équipe ALICE – Dieter Dietz, Ruben Valdez et
Julien Lafontaine – pour l'organisation de ses workshops
et de ses conseils avisés,*

*et nos interviewés – Yvan Detraz, Paul Dosh, Renaud
Dupuis, Samia Henni, Akuto Akpedze Konou, Léopold
Lambert, Nicole Nomsa Moyo et Counsuelo Polanco –
pour avoir généreusement pris le temps de discuter avec
nous.*

*Enfin, merci à nos parents pour leur soutien incondi-
tionnel et à Blerta et Rachel, pour leur patiente relecture.*

2 Introduction

6 Notions

Mécanisme restrictif liminal

10 Une conception de l'espace individualisée

17 Une production de l'espace capitalisée

Mécanisme restrictif théorique

28 Une théorie occidentale

33 L'hégémonie d'un modèle

1 Une conception restrictive de l'espace occidental

Les prémisses idéales à la résistance

Des paradigmes autres

Un renforcement du lien social 11

Une hybridation au système 18

Renouvellement des fondements

Mise en perspective 29

Les fondements d'une équité 34

2 Matérialisation d'une spatialisation discriminante

Les pratiques de résistance

44 La ville et le quartier

48 Le bâtiment

54 Le matériau

Villa el Salvador & Bruit du Frigo 43

Arakawa et Gins 49

Simon Velez, CRAterre & projet d'école 53

Notions d'hybridation

L'entre-deux et son rapport à la norme 60

La production de l'entre-deux 62

Importance de l'entre-deux 64

Des architectures plus sociales

Importance de l'éducation 70

Engagement 73

Outils 77

Pratique 80

3

Des perspectives autres pour la production de l'espace urbain

Conclusion 84

Annexes 88

Bibliographie 132

A l'aune de cet énoncé, une ville, une préoccupation : Lima. Face à une précarité urbaine dans les périphéries de la capitale péruvienne, nous nous sommes intéressées aux populations dont les compétences aguerries d'auto-constructeurs nous amènent à une réflexion sur la place et le rôle de l'architecte et de l'architecture dans notre société.

Notre étude nous a amenées à observer une dualité très marquée dans la capitale, entre ville formelle et informelle, qui se calque à des phénomènes de discriminations sociales et raciales en faveur majoritairement d'une minorité blanche ou métisse. La retranscription urbaine continue de ces phénomènes nous a ainsi poussées vers une réflexion sur l'engagement de l'architecte et de son architecture dite 'reconnue' – l'auto-construction ne l'étant majoritairement pas – face à ces ségrégations urbaines actuelles. Une soif de modernité à l'europpéenne, définie comme objectif nécessaire à l'ascension sociale des populations défavorisées, semble obscurcir certaines pratiques autochtones en plus de renforcer les stigmates. L'architecture de la ville s'en trouve normée : par exemple, des constructions formelles en béton sont le rappel d'une influence eurocentrée globale et marginalisent ceux qui n'y ont pas accès.

Dûe à la situation de pandémie mondiale actuelle, notre étude in situ de Lima et de ses habitants n'a finalement pas pu aboutir. Cependant, notre intérêt pour les enjeux architecturaux qui s'y déroulent a persisté et nous a portées dans le développement de notre énoncé. Ainsi, nous avons tenu à continuer notre raisonnement à plus grande échelle afin d'essayer de comprendre l'influence eurocentrée sur la conception et la production de l'espace et de questionner la capacité de l'architecture à répondre aux enjeux sociaux urbains de notre époque.

*

Inversant le rapport spirituel entre le *Bien* et le *Mal* que Dante Alighieri avait imaginé, Pier Paolo Pasolini repense l'image des petites lumières (*luciole*) par rapport à la grande et unique lumière (*luce*) pour illustrer les rapports de pouvoirs de l'histoire moderne : entre les puissantes lumières du pouvoir et les lueurs survivantes des contre-pouvoirs, qui errent dans l'obscurité, telles des lucioles (Didi-Huberman 2009). S'il se désole de leur disparition, Georges Didi-Huberman, dans son livre *Survivance des lucioles*, soutient aujourd'hui que les lucioles « ne disparaissent qu'à la vue de ceux qui ne sont plus à la bonne place pour les voir émettre leurs signaux lumineux » (2009, s.p.), éblouies par le grand faisceau auquel elles sont soumises. C'est en période de reproduction que les lucioles émettent ce signal lumineux permettant aux partenaires de la même espèce de les reconnaître et de les retrouver. Cependant, si leur faible luminance est exposée au « féroces projecteurs » de nos éclairages artificiels, les lucioles n'ont d'autres choix que de fuir vers un ailleurs, en dehors ou du moins à la limite de la zone de luminance des projecteurs pour continuer à être vues, ou de rester sans réelle certitude de parvenir à se faire voir et de risquer de s'y perdre à jamais. De fait, lorsque l'on est soumis à l'unique puissante lumière, il y a tout lieu de croire à la disparition des lucioles ; elles ne sont plus visibles. Pourtant elles survivent encore et il suffit de se déplacer, de s'éloigner de l'influence des projecteurs et d'« ouvrir les yeux dans la nuit » pour avoir une chance de les apercevoir (Didi-Huberman 2009, 41).

*

C'est ce constat même que nous cherchons à illustrer dans le domaine architectural au-

jourd'hui. Il semblerait en effet qu'un rationalisme eurocentré dans la théorie de l'architecture se soit imposé comme référence au travers de la colonisation, puis de la globalisation. La grande lumière que l'architecture occidentale représente tend à faire disparaître les petites lumières d'autres théories urbaines dans son aveuglante clarté. Seulement, la production de ses espaces s'égaré trop souvent des principes communautaires qu'elle défend, par une urbanité ségrégratrice qui leur est contraire. L'inégalité des individus semble en effet se renforcer au sein des villes et l'architecture en est un acteur important selon nous. Si nous dénonçons ce système par l'intermédiaire de cet énoncé, nous cherchons surtout à comprendre les mécanismes restrictifs de l'espace qui poussent à la discrimination urbaine. Nous nous intéresserons également aux mécanismes de survivance de ces lucioles et à leur pratiques de résistances, comme sources de nouvelles possibilités architecturales. Il ne s'agit pas d'éradiquer un système en place pour le remplacer par un autre, mais plutôt de comprendre les failles de celui-ci afin de réfléchir à des alternatives viables qui pourraient venir le compléter. Alors, quelles sont ces lucioles dans la production de nos espaces urbains ? Et qu'est ce que leurs pratiques de résistance au système en place peuvent nous apprendre pour efficacement répondre au véritable enjeu de notre profession : le bien-être de la société qu'elle sert ?

Notre approche pour aborder cette réflexion sera composée d'une confrontation de deux discours, l'un discutant d'une situation actuelle de la conception et production de l'espace, l'autre apportant des réflexions sur des pratiques à potentiel de résistance face à cette première situation. Ces deux discours sont présentés dans le texte sous deux couleurs différentes. Mis en parallèle, ils permettent une lecture explorative de l'énoncé,

soit sous la forme d'aller-retours de l'un à l'autre, soit par lecture de l'un après l'autre. Nous discutons ainsi, dans une première partie, des mécanismes restrictifs liminaux et théoriques que nous avons identifiés dans la conception de l'espace urbain occidental d'une part et de ce que nous considérons être les prémisses idéales à leur résistance de l'autre. Dans une deuxième partie, nous abordons la matérialisation physique de ces mécanismes restrictifs aux différentes échelles que représentent le quartier, le bâti et la matérialité, puis celle de différentes pratiques alternatives actuelles. Une troisième partie enfin, s'appuie sur des interviews de professionnels pour développer de potentiels angles d'attaque pour contrer les phénomènes de discrimination urbaine actuelle. Elle s'applique ensuite à reconsidérer la position de l'architecte dans l'utilisation de ceux-ci, au travers de la pratique de leur profession.

Mécanisme restrictif liminal _ Nous entendons par ces termes tout l'engrenage de circonstances qui participent à la création de frontières ou de barrières sociales très peu perceptibles voire invisibles - car non matérielles - dans la production d'un discours théorique d'architecture.

Mécanisme restrictif théorique _ Nous entendons par ces termes tout l'engrenage de constructions théoriques qui participent à la création de frontières ou de barrières sociales dans la production de l'espace urbain.

Occidentalité

Nous utilisons ici ce terme dans sa définition géopolitique d'identification d'une civilisation commune à héritage européen, et non pas dans sa définition première qui correspond à une région située vers l'ouest par rapport à un lieu donné. Sa définition localisatrice ne comprend aucune connotation de développement de richesse, d'inégalité et de démocratie. Elle se fonde tout de même sur un référentiel européen et pour ne pas perpétuer ce référentiel biaisé, nous tenons à l'utiliser le moins souvent possible.

Eurocentralité - eurocentré _ Nous désignons par ces termes un caractère relatif à la civilisation européenne ainsi qu'à sa culture et sa mentalité - dite "occidentale" lorsque l'on se place dans un référentiel géopolitique européen. Nous tenons à utiliser la notion d'eurocentralité afin de ne pas perpétuer ce dernier référentiel biaisé. Un caractère eurocentré ramène donc des propos à la définition de l'eurocentralité.

Colonisation _ Nous utilisons ici ce terme pour désigner un phénomène de domination et d'exploitation d'une entité, par une autre

qui lui est étrangère. Ce phénomène peut autant s'appliquer de manière physique sur un territoire et sa civilisation, que de manière intellectuelle sur sa culture, sa mentalité, son savoir.

Colonialité _ Nous utilisons ce terme pour désigner spécifiquement le phénomène de domination et d'exploitation d'une entité par une autre de manière intellectuelle. La colonialité trouve sa logique dans le colonialisme, auquel elle a survécu. Elle se fonde sur une « infériorisation prétendument naturelle » de l'entité dominée et agit aujourd'hui planétairement « par le biais de dispositifs « civilisationnels » contemporains tels que les discours et les technologies du développement ou de la globalisation. Elle comprend aussi bien des dimensions ontologiques (colonialité de l'être) qu'épistémiques (colonialité du savoir), révélant diverses modalités d'eurocentrisme. » (Escobar et Restrepo 2009, § 8)

Colonialité ordinaire _ Nous désignons par ces termes une forme de colonialité ressentie et vécue par les personnes visées, mais invisible pour celles qui le commettent, à l'image du racisme ordinaire (Guiocq 2020, cité dans Le Monde.fr 2020). Il s'agit d'actes et de paroles qui ne sont pas remises en question car ancrées dans notre quotidien et nos habitudes.

Empowerment _ Nous utilisons ici ce terme anglais car nous pensons qu'il n'existe pas d'équivalent français, à sa définition. L'empowerment fait référence à un « accroissement de la capacité des individus à faire des choix de vie stratégiques dans un contexte où cette capacité leur était auparavant refusée » (Kabeer 2001, 19). Nous tentons d'explorer ce principe en architecture afin de répondre aux discriminations urbaines qu'elle a causé.

Les prémisses idéales à la
résistance

1 Une conception restrictive de
l'espace occidental

Mécanisme restrictif liminal

En tant que miroir de la société qui la crée, l'architecture de nos villes met en lumière une société discriminante. Les ségrégations socio-spatiales que l'on peut observer autour de nous impliquent un système de pensée sous-jacent limitatif ou du moins restrictif qui trace des frontières invisibles (ou presque) dans l'espace urbain. Ce mécanisme restrictif liminal entraînerait alors par « effet boule de neige » d'autres mécanismes à l'origine d'une production de l'espace urbain inégalitaire et discriminatoire.

Une conception de l'espace individualisée

Un individualisme occidental _ Avec le développement de la philosophie humaniste à la fin du XVIIIème siècle, une attention positive sur l'Homme s'est développée, peut-être aux dépens de l'attention portée à son environnement. Depuis plus d'un demi-siècle, la sphère sociologique s'accorde en effet à voir le monde moderne occidental comme étant de plus en plus marqué par l'individualisme. Au sens sociologique, ce terme désigne une idéologie ou un principe caractéristique des sociétés modernes démocratiques, au travers desquelles l'accent est porté sur l'autonomie de l'individu par rapport aux règles collectives. L'individu considère que celles-ci n'existent que pour le bien de l'individu et non pas de la société (Benda 1927).

Il est important de préciser que « l'individualisme n'est pas le contraire du lien social, de la régulation sociale. C'est avant tout une autre manière de se représenter et de vivre le lien à l'autre » (Déchaux 2010, 98) et se traduit par une vie sociale constituée plutôt de rencontres que de communautés.

La liberté individuelle ne s'oppose pas à la solidarité, et l'autonomie ne conduit pas nécessairement à l'isolement. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'individualisme est en fait un produit social : il s'agit d' « une certaine manière de vivre, un certain style de vie qui, au bout du compte par l'intermédiaire des mœurs, fait l'unité d'une nation, d'une collectivité humaine. L'individualisme est cet « esprit social » aujourd'hui. C'est une transformation du lien social, certainement pas sa fin », précise Jean-Hugues Déchaux (2010, 98).

Une spatialisation individualisée

_ Pour Claude Lévi-Strauss, la ville paraît être le lieu d'une individualisation extrême et d'un brouillage des limites sociales, allant jusqu'à l'insaisissable chaos (Agier 2015, 21). L'architecture et l'urbanisme, reflet de la société qui les composent, n'ont en effet pas échappé à ce mouvement individualiste. Au vu du contexte historico-politique, il est compréhensible que le mouvement moderniste du 20^{ème} siècle n'hésite pas à le mettre sur le devant de la scène. La maison et la ville sont pensées comme des « machine[s] magnifiquement disciplinées » qui restitueront, dit Le Corbusier, la liberté individuelle – alors abolie – de chacun (Barancy 2017, 89). Il ira plus loin encore et déclarera que « le respect de la liberté individuelle » est « la pierre angulaire de toute organisation de la civilisation machiniste » qui est en train de se mettre en place (Barancy 2017, 89). La produc-

Des paradigmes autres

Un renforcement du lien social **Une spatialisation sociale** _ Puisque l'individualisme a changé la structure de nos vies sociales, il semble évident que l'architecture et l'urbanisme doivent suivre cette tendance et s'adapter. Cependant, nous sommes d'avis que les préoccupations individualistes ont en fait mené à une plus nette fragmentation de la conception de l'espace urbain, entre espaces privés et espaces publics. Ce problème réside dans le fait que l'urbanisme continue toujours à traiter la planification et l'agencement des espaces publics de manière traditionnelle, en décalage avec la réalité de son temps, en décalage avec son nouvel « esprit social » (Déchaux 2010). En découle ainsi une déconnexion entre la population et l'espace bâti progressivement déserté par son public (Mitrache 2012, cité dans

tion d'espace, se mettant ainsi au service de l'individu, n'est plus communautaire, ni sociale.

Ghanbari 2019, 584). Le problème de la ville est en effet qu'elle réduit le choix à une liberté individuelle confinée dans l'espace du logement, de la propriété, ou à une affiliation « communautariste » quelque peu utopique dans les espaces publics de la ville (Agier 2015, 58). Il semblerait plus adapté de proposer une alternative à ce système binaire qui réponde mieux à la complexité qui se rattache au collectif d'esprits individualistes qui forme notre société occidentale, ce nouvel esprit social.

La ville comme assemblage de réseaux indivi-

duels _ Olivier Barancy, dans son livre *La Misière de l'Espace moderne* (2017), se désole de l'influence que les architectes modernistes ont encore aujourd'hui sur notre enseignement et qui nous empêche de penser la ville comme un espace où différents groupes peuvent, en fait, participer à une œuvre collective. Nous faisons face au développement d'une construction de notre environnement urbain par addition d'individus (aux faibles attaches locales) et non pas par rassemblement de groupes ou de communautés – la centralité recherchée est individuelle et non pas communautaire ou relationnelle. S'ensuit une construction des villes occidentales par superposition de réseaux individuels, possible-ment interconnectés en quelques points, mais toujours séparés. C'est là que le paradoxe apparaît : fondées pour rassembler et rapprocher les gens, les villes portent en elles-mêmes le désir de communauté mais s'obstinent à placer la plus grande part de notre existence dans des cadres

La ville comme réseau social _ Les « communautés de l'instant » générées par l'individualisme – c'est-à-dire des communautés dont les relations sont plus superficielles et sporadiques – ont tendance à mobiliser les lieux dits « fluides » selon Michel Agier : les rues, les passages, friches et terrains vagues qui portent en eux cette notion de circulation et de rapidité, plutôt que les places publiques ou les espaces conçus pour la pause, pour l'arrêt dans le temps (Agier 2015, 182). Un travail articulé autour de ces espaces de circulation permet d'encourager et de valoriser le nouvel esprit social au lieu de le refouler dans les limites de la sphère privée. Alors facilitées de la sorte car plus adaptées à sa société individualiste, les interactions sociales amèneraient une nouvelle vitalité ainsi qu'une meilleure accessibilité et intégration à l'espace urbain. C'est le travail que s'attache à effectuer le mouvement *The Better Block* aux États-Unis par exemple. Nous pourrions imaginer que les planifications urbaines ainsi générées se rattachent à des places ouvertes qui permettent de donner de la visibilité aux populations pour les manifestations politiques. De plus, ces espaces devraient également être repensés pour s'adapter au dialogue entre la société individualiste qui l'utilise et les pouvoirs en place.

solitaires et narcissiques (Agier 2015, 183). Michel Agier ajoutera que la ville se caractérise de cette façon par des « espaces traversés par des individus isolés » où « chacun, chacune, portant en soi tout le poids de ses quêtes de localité et d'identité, peut vivre sans être interpellé par d'autres – autres mêmes ou autres différents – car il 'fonctionne' normalement grâce à de très nombreuses médiations technologiques » de circulation, consommation ou communication (Agier 2015, 128-129).

« Nous cherchons à rendre visible – tout autant que l'univers minéral et littéralement pétrifié des villes – une réalité peut-être moins évidente, mais plus puissante parce que transformatrice de sens : les images et détournements d'images, les prises de paroles, la mémoire, les fictions et désirs. Une ville ni virtuelle ni irréaliste, plutôt immatérielle, au sens où elle existe en plus et au sein de son organisation matérielle, et où elle lui donne une part importante de son sens quotidien. » (Agier 2015, 182).

L'illusion d'une autonomie par rapport aux pouvoirs en place _ Il est intéressant de relever que, comme l'explique Alain Ehrenberg, « le paradoxe de l'individualisme comme 'esprit social' est qu'il s'agit d'un produit social qui dévalorise la vie sociale » ; c'est en effet qu'il dévalorise « ce à quoi nous assigne la vie sociale (tenir sa place, endosser des rôles, accomplir des rites, etc.) au profit de ce que nous voulons, désirons, choisissons en tant que sujets autonomes et libres. » (Déchaux 2010, 99) Que cela signifie-t-il lorsque l'on considère l'impact de l'individualisme non plus sur un seul individu, mais sur un rassemblement d'individus en un lieu focal, dans l'espace densifié que représente l'espace urbain ? Puisque dans une même ville, chaque habitant se détache d'une réalité unique pour construire sa propre ville en fonction de ses représentations, habitudes, relations et désirs (Agier 2015, 25), que devient alors l'image totale de la ville ? L'individualisme se veut neutre, mais il ne peut pas être égalitaire. Surtout, il ne considère pas les processus de pouvoir auxquels il est soumis et qui immanquablement altèrent sa

vocation.

L'individualisme, un idéal utopique peut-être, ne donnerait en effet qu'une illusion d'auto-

nomie par rapport aux pouvoirs en place, explique Demeulenaere : « Il n'y a certes que des individus singuliers qui agissent, soit de manière interdépendante, soit, éventuellement, de manière isolée. La manière dont ils agissent toutefois n'est généralement pas liée à des choix strictement individuels, mais, dans une large mesure, à des normes collectives » (Demeulenaere 2003, 43). Un repli sur la sphère privée nécessite en effet une sorte d'abandon de la sphère publique et de la participation à la vie collective. Cette dernière, malgré tout encore existante, doit de ce fait être prise en charge par l'autorité et se trouvera donc normée. S'installe alors une sorte de « tyrannie douce » dans laquelle les individus sont pris en charge et n'exercent plus leurs pouvoirs individuels (Tocqueville 1840). Dans la ville, la production de l'espace public est ainsi prise en main par une minorité au pouvoir et la planification urbaine s'en trouve gérée par le haut (*top down*). L'individualisme n'est en effet pas égalitaire ; ceux qui ont plus de pouvoir construisent une normalisation hiérarchisée, à laquelle chaque individu « doit » se référer.

« Bref, l'hypothèse retenue est qu'il existe tout un édifice social de régulation par l'autonomie, une régulation sociale de l'intime et des relations interper-

Appropriation individuelle de l'espace urbain _ L'espace privé s'étendant de cette manière à l'espace public de la ville, nous croyons que l'espace urbain se verrait réinvestir par ses populations. Il s'agit de permettre une réappropriation du pouvoir de chacun sur son environnement et un partage non nécessairement interactionnel de l'espace urbain. Nous pourrions pour cela imaginer des espaces urbains appropriables et donc adaptables ; des espaces « fluides » en soi qui portent en eux cette notion de circulation et de mouvement et qui donneraient lieu à une vie collective adaptée à notre société individualiste (Agier 2015, 210). Chacun pourrait alors créer ses propres situations et interactions comme il l'entend, créant sa propre bulle. L'individu a ainsi le contrôle sur son environnement immédiat et se retrouve dans un espace de confiance. L'espace urbain, lui, devient alors tout de suite plus accessible et accueillant, il peut être investi par tous. L'individu n'est en effet plus pris en charge par l'espace urbain, il ne se replie plus automatiquement dans l'enceinte de son espace privé, mais prend en charge sa sphère individuelle tout au long de son parcours dans la ville, transformant ainsi individuellement l'espace dit public en un espace à mi-chemin entre le privé et le public. Pour éviter toute confrontation entre espaces individuels, ces espaces urbains seraient donc évolutifs, modulables à la petite comme à la grande échelle. Il ne s'agit en effet pas de se borner qu'à du mobilier urbain, mais d'activement transformer la forme de l'espace collectif. De telles conceptions démocratiques de l'espace sont aux fondements des mouvements des *Villes en Transition* de Rob Hopkins, de *The Better Block* aux États-Unis ou encore de *Guerrilla Gardening* partout dans le monde (« La ville adaptable | » s. d., § 1).

Une planification urbaine inclusive _ Cette co-conception – et non auto-construction – de l'espace permettrait une évolution de la ville « tangible et accessible à tous » (« La ville adaptable | » s. d., § 1). L'architecte

sonnelles, fondé sur des régimes de normativité largement inédits [...]. Dans la « société des individus », l'individu n'est pas plus nu qu'ailleurs. Il n'existe qu'étayé, soutenu, encadré par des dispositifs sociaux, redoutablement contraignants et normatifs, à défaut d'être toujours facilement repérables » (Déchaux 2010, 96).

s'engage en effet à donner une voix aux individus et réduit de cette manière le décalage entre planifications urbaines et ses utilisateurs aux travers d'initiatives *bottom up*. Il remet la matière même de la ville au cœur de ses préoccupations : il ne s'agit pas de l'individu mais de « ses foules » – ensemble d'individus – nous dit Sennett, et le rapport qu'elles entretiennent avec la forme urbaine (2019, 51).

Considérer les foules dans la ville reviendrait en effet à reconnaître leur diversité interne et l'architecte y gagnerait mieux à s'intéresser aux relations sociales de celui-ci, qui sont le matériau même à partir duquel la ville se construit. L'individu n'est pas à remettre au cœur des préoccupations architecturales – l'individu se charge de lui-même, de sa sphère privée – mais tout son bagage social, son réseau, son environnement donc.

Homogénéisation des espaces et stigmatisation des différences _ D'après Michel Foucault, ce « régime de normativité » devient en fait « un des grands instruments de pouvoir à la fin de l'âge classique » ; ce mouvement va en fait utiliser l'individualisme pour construire de nouveaux degrés de normalité à partir du XVIIIe siècle (Foucault (1975) 2008, 216). Le paradoxe de notre société serait donc que l'individu « qui vit en ignorant qu'il vit en société » (selon la formule de Robert Castel), est devenu le fondement du nouveau paysage normatif (Déchaux 2010, 100). En d'autres termes, l'individualisme, en devenant la nouvelle norme, contraint à l'homogénéisation.

C'est un phénomène que l'on peut évidemment observer à l'échelle de la ville : un processus d'homogénéisation des conditions sociales et des styles de vie, mais aussi des architectures et de ses pratiques s'est en effet incontestablement déployé au cours des cinquante dernières années, nous dit Michel Lussault (« La mondialisation rend-elle le monde uniforme ? - L'Express » s. d.). Fon-

dée sur la liberté des individus, la gouvernance urbaine libérale du laissez faire tend finalement à faire des villes un « espace interconnecté indifférencié » (Aureli 2011,7). Sonia Curnier observe d'ailleurs aussi ce processus à l'échelle plus précise des espaces publics des villes européennes dans sa thèse réalisée au Laboratoire de théorie et d'histoire (LTH2) de l'EPFL en 2018, dirigé par Bruno Marchand. Chaque espace public voulant être appréhendé de manière unique ou originale, mais les mêmes idées d'aménagements urbains circulant finalement dans les revues d'architectures, les espaces finissent par tous se ressembler selon un principe d'homogénéisation européenne, voire globale dit-elle (Perroud 2018).

Le libéralisme urbain tend donc à rapprocher les modes de vie, mais renforce dans le même temps la conscience de la différence. C'est en effet en étant de plus en plus dans l'identique, que les différences culturelles, ethniques ou encore économiques deviennent plus stigmatisées, que les discriminations se révèlent de manière plus évidente (Agier 2015, 54). Un recours à des théories neutres et universelles ne participerait qu'à empirer ce phénomène. A une échelle plus réduite de la ville, cette homogénéisation générale peut en effet se manifester de manière différente comme au travers d'une organisation d'espaces « à forte homogénéité sociale interne et à forte disparités sociales entre elles » ; cette disparité ne se comprenant pas qu'en termes de différences, mais également de hiérarchie (Madoré 2015, 654).

Le développement libéral des villes à travers sa négation d'un monde commun, amène d'innombrables problèmes sociaux, économiques ou écologiques auxquels il ne peut pas remédier, de par la nature même de son système. Si nous nous référons à Albert Jacquard, c'est que ce modèle "libéral" ne

correspondrait pas à une véritable liberté : « La véritable liberté est indissociable de la protection des plus faibles. Le libéralisme à l'occidentale est synonyme d'esclavage pour la grande majorité des hommes, qu'ils soient citoyens des pays du Sud ou relégués dans les couches dévalorisées des pays du Nord » (Jacquard 1995).

La production de l'espace individualiste fonctionne grâce au capitalisme néo-libéral occidental. Cette interdépendance définit les principes régisseurs de la société occidentale et renforce les frontières physiques de nos villes. L'espace n'est alors pas seulement le produit, mais également l'outil d'un marché hégémonique au dépend de minorités déjà discriminées.

Une production de l'espace capitalisée

L'espace comme source de pouvoir _ Si la spatialité construit et organise une société, c'est également au travers de la spatialité que cette dernière peut s'exprimer. L'humain ne peut, de fait, être objectif. Chacune des interventions des acteurs de la production de l'espace est politisée par rapport à leur éducation, leur mentalité, leurs croyances, etc (Annexe 4). Celles-ci seront directement retranscrites dans la manière de concevoir l'espace. D'autre part, l'espace s'attribue également l'interprétation qu'on lui donne *a posteriori*. L'histoire le gratifie en effet d'un sens particulier, de symboles, de fonctions qui le pourvoit d'une identité qui lui est propre. Cette identité reflète ainsi l'appropriation des lieux par sa population comme parfois aussi par ses dirigeants. La place publique par exemple, peut devenir un lieu de ren-

contre pour les manifestants souhaitant affirmer leur position politique ou leur mécontentement, et offre une certaine visibilité

à ses habitants de par son agencement, sa taille, son histoire et surtout sa position stratégique face aux pouvoirs en place. La place de la République, à Paris, illustre bien cette situation. Ces mêmes facteurs peuvent au contraire transformer d'autres lieux en symbole d'oppression et renforcer le pouvoir de l'Etat, lorsque par exemple ces manifestations se terminent tragiquement, comme cela a été le cas à la place Tian'anmen de Pékin en 1989. L'espace est alors un instrument de pouvoir extrêmement attractif en raison de sa facilité d'accès pour tout individu d'une société libérale

L'idéologie individualiste qui s'est largement développée au cours du dernier siècle a permis le développement d'un système économique libéral, qui s'appuie sur la privatisation des moyens de production et la libre circulation de biens. L'individu est encore une fois mis en avant face à la communauté afin de satisfaire ses désirs propres. En résulte une société occidentale autocentrée, vivant sans nécessité de relation sociale avec autrui, que Marc Augé qualifie de « monde plein » (Agier 2013). Poursuivant un idéal de la liberté individuelle, chacun se lance ainsi dans une quête capitaliste insatiable de profit.

Dans ce système, l'identité des espaces est alors utilisée par le

Une hybridation du système

Réflexion sur une éthique de l'architecture _ L'implication sociale de l'architecture que suggère notre argumentaire précédent, nous amène à réfléchir à l'implication réelle des architectes dans les discriminations urbaines. Qu'une sensibilisation sociale soit proposée ou non dans le cursus universitaire ou directement au sein des bureaux, la pratique du métier reste propre à l'architecte. Ce dernier peut presque librement user de la source de pouvoir que représente la modélisation de l'espace.

Il est cependant intéressant de remarquer qu'il existe dans d'autres corps de métier, comme la médecine par exemple, une éthique, un serment à prêter afin d'assurer le respect de l'humain et de lui garantir son bien-être. Cette éthique permet de créer des fondements solides à la pratique médicale et une bonne exécution de celle-ci par ses acteurs, quelque soit leur éducation, mentalité, culture ou objectif personnel. Elle semble en effet indispensable considérant les conséquences graves qu'un soignant peut avoir sur la vie de ses patients. Si des enjeux vitaux se manifestent de manière plus visible ou directe dans ce corps de métier, ils peuvent exister dans la pratique de l'architecture. En effet, les répercussions de l'architecture sur les populations ne se limitent pas qu'à un possible (et assez rare) effondrement de bâtiment ; elles agissent dans le quotidien des utilisateurs. L'effet psychologique négatif d'une morphologie centrée sur la spatialité et la matérialité d'un lieu d'un point de vue architectural seulement et non d'un point de vue social n'est plus à prouver (Keedwell 2017).

Pourtant, contrairement aux médecins, « les architectes aujourd'hui ne se préoccupent pas du bien-être public » dénonçait déjà Bernard Rudovsky au siècle dernier (Barancy 2017, 135). Si l'on pourrait croire que la pratique de notre métier aurait, depuis, pu évoluer, Olivier Barancy affirme que beaucoup de professionnels feignent encore aujourd'hui d'ignorer la res-

capital. La valeur des espaces urbains dépend de leur situation, de leur connectivité ou proximité avec des centres d'activités économiques. En comparaison, les quartiers alentours ne possédant pas les mêmes caractéristiques pourront être dépréciés. Les espaces sont ainsi hiérarchisés, organisés selon leur profitabilité. Il est courant dans les villes occidentales d'observer ce phénomène entre le centre-ville et les périphéries. Mais il se manifeste également dans les nouvelles villes globales autour de leurs différents 'pôles attractifs'. Cette hiérarchisation ou valorisation sélective entraîne un délaissement des zones dites moins importantes et engendre, des discriminations à plusieurs échelles.

Le rôle de l'espace dans la ville est donc critique. Sa manipulation irréfléchie peut entraîner de graves conséquences sociales et pourtant elle est ouverte aux lois libérales du marché. Cela entraîne, dans la majorité des cas, une appropriation de ces espaces par les plus riches qui régissent alors l'espace urbain. De fait, le processus actuel est par nature inapte à répondre de manière positive à la population, puisque non défini en fonction d'elle, mais biaisé par une économie de marché néolibérale individualiste.

« Space has become the locus and medium of struggle – to be in the right place at the right time means more now than ever before. Some people – usually those already endowed with economic and cultural capire – successfully make it and are able to take advantage of the opportunities thus presented,

responsabilité sociale qu'implique l'activité d'architecte ou d'urbaniste. Nous pourrions pourtant très bien imaginer encadrer l'exercice de notre profession par des principes éthiques communs et « adopter l'équivalent du serment d'Hippocrate qui énonce, entre autres, « fidèle aux lois de l'honneur et de la probité, [...] je respecterai toutes les personnes, [...] je ferai tout pour soulager leurs souffrances, [...] je ne provoquerai jamais la mort délibérément » » (Barancy 2017, 135).

L'objectif ne serait pas d'imposer une philosophie mais plutôt de garder en vue l'intérêt des tous les acteurs mis en jeu lors de la construction architecturale, qu'ils y soient investis directement ou qu'ils en subissent l'influence. La pratique de chacun doit rester sienne, mais l'éthique commune doit sauvegarder l'intégrité des populations et de l'environnement. Elle permet ainsi également une critique plus construite entre architectes et acteurs de la production urbaine, « ce qui serait la seule façon de diffuser le sens des responsabilités », ajoute encore Bernard Rudovsky (Barancy 2017, 135). Elle permettrait d'encadrer les décisions afin de garantir l'intégrité de l'humain non seulement dans, mais également aux alentours des constructions, de contrer une production de l'espace discriminante.

while others appear to always miss out and are thus kept on the (global) outside. This is why Lefebvre (1991:5) states that the class struggle is «inscribed in space.» » (Millington 2011, 5)

Une production de l'espace privatisée _ La combinaison d'enjeux individualistes et capitalistes entraîne la polarisation des biens publics par une minorité et la part sociale inhérente de l'architecture se trouve ainsi automatiquement mise en danger. Lorsque cette minorité correspond à un groupe politique démocratique en charge, ses décisions peuvent être gérées ou contrôlées au travers des différents systèmes de vote. Mais si son système décisionnel s'éloigne de la portée du peuple et se rattache plutôt à un système économique libéral, plus le capital augmente et plus l'influence et le pouvoir s'étendent au détriment d'une minorité plus démunie et peu prise en compte. Ces processus de pouvoir sont visibles au niveau de la gestion gouvernementale des pays occidentaux. En effet, l'incapacité de l'État à gérer à la fois une économie capitaliste et le maintien d'un ordre social démocratique depuis les années 70, a poussé l'économie de marché à prendre le relais sur cette gouvernance (Spencer 2016). Elle assume ainsi la fonction de société ordonnée et l'Etat est relégué à un rôle facilitant le fonctionnement du marché par la construction de politiques et de cadres. « Un principe nouveau et bénéfique d'ordre social [est] établi par le biais des mêmes principes éco-

Le pouvoir subversif du marché _ L'investissement financier dans le projet architectural ou urbain est nécessaire au développement de celui-ci. L'aspect financier ne peut être effacé. Cependant, le type de projet que l'architecte décide de réaliser lui est propre, ainsi que les collaborateurs avec qui il travaille. Alors, l'architecte qui souhaite adapter sa pratique architecturale à des valeurs sociales est dans une certaine mesure libre de soutenir des causes et des projets « justes » qui ne participent pas à l'exacerbation des inégalités sociales et économiques, ni à la production de précarité existentielle. De même, il est libre de choisir les personnes avec lesquelles travailler, qu'il s'agisse d'entreprises, d'associations ou encore du gouvernement. Ce système économique garantit en effet la liberté, dit Douglas Spencer ; il est même ancré dans notre société eurocentralisée afin de servir l'épanouissement personnel en encourageant chacun à se lancer dans une quête individuelle d'enrichissement. Le marché peut donc être « valorisé pour son adaptation à la différence et au choix, salué comme une force post-idéologique de démocratisation et naturalisé comme un agent évolutif d'ordre autorégulateur », remarque Spencer ([notre

nomiques de libre concurrence qui servent de base à l'accumulation du capital [notre traduction] » explique Douglas Spencer dans *Architecture of Neoliberalism* (2016, 13). Dans une société néolibérale, le marché devient ainsi le modèle organisationnel même par lequel l'ordre social est maintenu (Spencer 2016).

Alors, de la même manière que l'individualisme ne donne qu'une illusion de liberté individuelle par rapport à des normes sociales, le capitalisme n'offrirait qu'une l'illusion d'autonomie par rapport aux pouvoirs en place. C'est en effet dans notre liberté même que l'on contribue à servir le système : une économie centralisée, contrôlée. Le fonctionnement du marché vient à apparaître comme le fonctionnement du monde et vice versa – dans ce nouveau schéma sociétal, l'architecture se focalise sur l'efficacité du système global existant et est tentée de s'accrocher à des théories qui sont favorables à son propre compte (Spencer 2016). Intégrée à une structure néolibérale, elle généralise la concurrence comme norme comportementale et l'entreprise comme modèle d'organisation du travail (Dardot et Laval 2017). Elle souffre alors d'un détachement social qui transforme la nature même de la pratique et rend difficilement possible d'échapper à une production d'injustices spatiales. En effet, « la marchandisation et la commercialisation de toute chose est, après tout, l'une des caractéristiques de notre époque. » ([notre traduction] Harvey 2013, 109)

[traduction] 2016, 68). Ces avantages du marché libéral lui confère un pouvoir subversif qui donne « l'espoir qu'au delà du marché et de l'Etat, il y ait une manière particulièrement authentique, organique et pragmatique de résolution des problèmes qui n'implique pas la destruction ou la confrontation du marché et de l'Etat, mais, qui par la fluidité et l'authenticité de son processus décisionnel, neutralise les parties toxiques de leur nature ou les rend insignifiantes » ([notre traduction] Kornberger, Borch, et Taylor & Francis (Londyn) 2016, 62). La production d'espace libérale serait donc à même de répondre aux réelles problématiques urbaines de notre société qui dénoncent aujourd'hui l'échec de la propriété individuelle à soutenir un intérêt commun (Hardin, cité dans Harvey 2013, 75).

Une relation interdépendante _ À partir des faits mentionnés dans les paragraphes précédents, nous pouvons à présent affirmer le rôle de l'architecture dans le fonctionnement du capitalisme. Non seulement l'architecture donne lieu aux espaces de pouvoirs, mais elle participe par l'ur-

banisation à la hiérarchisation urbaine. Elle sert selon David Harvey à stabiliser le capitalisme tout en renforçant son capital (Chan 2019, 9). Ce qui en fait un outil déterminant pour les investisseurs qui s'en servent pour assouvir leurs intérêts personnels délaissant le rôle premier de l'urbanisme, à savoir répondre aux besoins des populations.

Mais, cette relation est bilatérale. Le capitalisme finance les architectes qui sont en besoin permanent d'investissement. Franco La Cecla dénonce cette pratique des « archistars » qui « autrefois, savaient monter des charpentes, [et qui] s'occupent maintenant des tapisseries. Le bateau coule, mais leur priorité consiste à peaufiner la décoration des salons d'apparat du Casino Capitalism. » (2017, 52-53) Cette monétisation de l'architecture est responsable d'une standardisation à l'échelle mondiale (Sennett 2005, cité dans Chan 2019, 107) perdant de vue les enjeux sociaux fondamentaux à la pratique de l'architecture – et qui nous le verrons par la suite se concrétisent dans la théorie urbaine.

Appropriation du marché libéral _ Il s'agit maintenant d'appréhender ce marché libéral comme un outil à utiliser au profit de la pratique de l'architecture, d'exploiter au maximum ses avantages. Tous les efforts fournis, aussi minimes soient-ils, correspondent à autant de pratiques de résistances – de lucioles – qui, en accordance avec d'autres lucioles, participent au grand projet commun d'un avenir meilleur. Afin de ne pas paraître allusif, il faut cependant avoir une réelle compréhension de l'économie de marché et de son fonctionnement.

Farshid Moussavi dans *The Function of Form* (2009) soutient qu'il est possible d'utiliser un modèle de développement basé sur le marché à des fins autres que celles du marché lui-même (Spencer 2016, 67-68). Ainsi, « le défi fondamental pour les architectes serait d'imprégner la production d'une diversité d'objectifs et de causes qui ne sont pas uniquement déterminés par le marché » [notre traduction], ajoute-t-elle, et de choisir des investisseurs qui ne fondent pas leur "business" que sur l'exploitation ou la croissance permanente de profit. Seulement de cette manière là pourrions nous, non pas nous libérer du marché, mais nous l'approprier au lieu de le subir.

Mise en pratique _ Dans son manifeste signé par une centaine de chercheurs de plus de trente pays différents répartis sur les cinq continents (Le Monde 2020), Jean-Louis Laville soutient une *Économie Sociale et Solidaire* (ESS). L'ESS porte un objectif social et de lucrativité limitée. Elle regroupe des sociétés de personnes non basées sur le capital qui travaillent pour le peuple dans une situation locale. L'ESS représente aujourd'hui près de 10% de l'activité économique en Suisse mais également en France (« Définition » s. d.). Travailler ensemble pour un but commun est le chemin que de-

vrait suivre l'architecte pour ne pas seulement favoriser une minorité mais s'engager dans un traitement équitable de toute population confondue.

La petite dimension de ces modèles – association, coopérative – est souvent critiquée pour leur manque d'application à l'échelle des villes. Cependant, Laville défend que l'efficacité de ces pratiques à la petite échelle se renforce par l'effort collectif et le regroupement. Si les participants d'une économie solidaire n'impacte que le local lorsqu'ils sont isolés, ensemble, ils arrivent à répandre leurs actions sur la ville et bien plus encore. Jean-Louis Laville prend l'exemple des coopératives en Italie lors d'une émission radio (cecile 2019). Pour garder un principe d'économie solidaire et social, ces coopératives ont décidé de ne pas grandir mais d'adopter le modèle du "fraisier". Ils opèrent en effet grâce une multiplication des pratiques – comme des boutures permettant un changement d'échelle par la liaison de celles-ci tout en conservant les liens de proximité. C'est alors également un changement de l'échelle non plus centré sur la taille de la coopérative mais sur le lien que gardent les acteurs de cette économie avec les gens pour qui ils travaillent. De la même façon, nous pouvons modifier notre manière de produire l'espace, avec qui nous le produisons et comment nous le finançons.

La coopérative est un exemple d'intégration de pratiques au marché libérale qui se matérialise grâce au bien commun. Le bien commun fait référence à des ressources dont le détenteur n'est pas un individu, une société ou encore l'Etat mais il dépend de « relations sociales, d'obligations mutuelles et d'une variété de droits dans les biens communs » ([notre traduction] Kornberger, Borch, et Taylor & Francis (Londyn) 2016, 161). De ce fait, il questionne l'utilisation habituelle du bien dans le système libéral-économique de propriété . Les différents collaborateurs qui ont participé à la rédaction du livre *Urban Commons : Rethinking the city* (2016), mettent en avant la multitude de formes et d'échelles sous lesquelles le bien commun peut se matérialiser. Ainsi, il peut-être un lave-linge partagé au sein d'une colocation, ou des installations implantées par une communauté (Hess et Ostrom 2007). Il faut

cependant faire attention de ne pas confondre bien commun et bien public d'où l'importance de la notion de propriété. Un bien public appartient à tout le monde de manière équitable et est administré souvent par des tiers de l'Etat. C'est peut-être un espace public, un quai de fleuve, un parc etc. Un bien commun est une propriété de personnes. Ce n'est pas forcément une communauté, c'est un ensemble. Dans la coopérative immobilière par exemple, les membres ne se connaissent pas forcément au départ, mais ils se réunissent autour de cette coopérative pour accumuler des fonds et acheter une propriété en commun. Ce bien sera alors géré, maintenu, administré par les propriétaires. Cette manière de gérer des biens, vient renouveler notre vision de l'économie qui se base sur l'individuel. Elle nous montre également qu'un intérêt individuel peut être mis en œuvre par un esprit communautaire permettant à la fois l'accomplissement d'un désir personnel et d'un désir commun. Un autre exemple, mentionné dans le livre édité par Cristian Borch et Martin Kornberger, nous montre les avantages du bien commun dans l'émancipation d'une communauté. Patrik Zapata et Maria José Zapata y dépeignent comment un bien est devenu une source d'*empowerment* aux Nicaragua. En effet, grâce à l'appropriation des déchets par la communauté, les Churequeros ont réussi à reconstruire leur identité. Cette démarche a pu fonctionner grâce à l'évolution de résidents individualistes à des résidents participants à des actions collectives, selon l'un des représentants du mouvement communautaire (Movimiento Communal representative, cité dans Kornberger, Borch, et Taylor & Francis (Londyn) 2016, 101). Par la défense de ce bien qui n'avait à la base pas de valeur, ils ont su réformer leur communauté et la recentrer autour de celle-ci. C'est cette nouvelle approche plus collective avec un intérêt pour la communauté entière qui a permis l'amélioration de leur situation précaire.

Les approches vers un système plus équitable existent. Malgré la difficulté de les appréhender et parfois de les comprendre, l'architecte peut essayer d'utiliser les outils déjà existant pour améliorer les résultantes d'une pratique capitaliste mandatée.

Exemple d'un libéralisme urbain discriminant, la gentrification

Une manière d'illustrer ces derniers propos serait de parler du phénomène de gentrification. La gentrification correspond par définition à l'embourgeoisement d'un secteur. Elle émane, d'une part, de l'achat d'espaces délaissés peu cher afin de faire un profit à la revente une fois le bien revalorisé. La hiérarchisation des espaces entraîne la définition de quartiers favorisés regroupant populations aisées d'une part, et rassemblements de populations pauvres de l'autre. La situation complexe de ces derniers entraîne un processus de détérioration des logements et une revalorisation de ces espaces devient nécessaire. Grâce à la chute des prix de propriétés engendrée par la pauvre qualité de l'habitat, les investisseurs peuvent facilement racheter, rénover ou reconstruire. Les nouvelles constructions augmentant le capital de l'espace investi, elles deviennent financièrement inaccessibles pour les anciens habitants qui laissent donc place à une population plus aisée alors qu'eux-mêmes sont relocalisés dans des quartiers correspondant à leurs moyens, plus éloignés. L'architecture et sa pratique sont ainsi utilisées à des fins monétaires au dépend des populations habitant initialement ces quartiers défavorisés.

Cette manière de capitaliser l'espace n'est pas la seule méthode menant à la gentrification : la multiculturalité, souvent présente dans les zones défavorisées, permet le développement de sous-cultures, modes de vie alternatifs, communautarismes etc. Cette richesse culturelle spécifique au lieu qui au départ, de par sa réputation de quartier pauvre ou quartier dangereux, n'intéresse personne peut devenir attractif par effet de mode. De là, les investisseurs comprennent le potentiel capital et monétisent cette culture alternative. L'investissement dans ces quartiers n'aura donc pas pour but de venir en aide aux

populations présentes, mais de créer du profit et de vendre l'idée de culture décalée. Le résultat suit la logique de gentrification, où la *subculture* est dénaturée et appropriée par des classes sociales plus élevées. Le quartier des Grottes situé au-dessus de la gare Cornavin à Genève est un bon exemple de ce phénomène. Zone désertée, le quartier est pris pour logis par des squatteurs il y a plus de quarante ans. Par le développement d'une *subculture*, ils attirent par la suite des artistes et « intellos ». Le quartier devient de plus en plus branché, allèche des investisseurs et se gentrifie (« Bobos en ville, bobo à l'âme des quartiers ? | Tribune de Genève » s. d.).

Ce mécanisme de gentrification est défini par Atkinson et Bridge (2005) comme un « nouveau colonialisme urbain » des quartiers défavorisés au service du capitalisme (Millington 2011, 124). Elle est favorisée par la privatisation de l'immobilier dans l'économie de marché libérale et laisse une bourgeoisie se servir des espaces occupés par des populations démunies en situation précaire pour accroître son capital. Le bénéfice de toute différence culturelle, locale et esthétique est ainsi extrait et approprié par le capitalisme jusqu'au point extrême de monétiser les bidonvilles d'Afrique du Sud, Mumbai et Rio avec un « tourisme de pauvreté » (Harvey 2013, 109).

Contextualisation _ Après avoir établi des facteurs liminaux à l'origine de productions spatiales discriminantes, nous souhaitons éclaircir le contexte dans lequel nous émettons ces faits. Nous ne dénonçons ici pas tous les possibles acteurs de la discrimination spatiale, mais ceux qui nous paraissent les plus pertinents dans notre culture eurocentrée qui s'est – comme nous allons le développer par la suite – imposée de manière volontaire et parfois involontaire sur une grande

partie de notre planète et qui donc affecte ces zones d'une manière similaire à ce que nous pouvons retrouver chez nous. Dans un contexte différent, ces éléments pourraient ne pas aboutir aux mêmes discriminations et les acteurs de la production spatiale pourraient varier. Lors d'une conférence qu'il a effectué à l'occasion de la sortie de son livre *Asia's Regional Architecture* (2019), Andrew Yeo explique comment la Chine soutient différentes institutions régionales dans le domaine architectural (là où les Etats-Unis sont de manière générale absents – c'est à dire l'influence eurocentrée), afin de maximiser leurs influences (Center 2019). Cette stratégie permet de façonner une architecture régionale et créer un réseau autant physique qu'intellectuel dans les régions d'Asie Centrale et d'Asie du Sud. Dans ce cas précis, l'architecture répond à un système totalement différent qui n'est pas le capitalisme que nous avons dépeint plus haut, mais une économie de marché capitaliste contrôlée par l'Etat. Elle n'est pas non plus ici basée sur un individualisme régent mais un esprit communautaire patriotique. La production de l'espace est alors intrinsèquement autre alors même qu'elle aboutit également à des discriminations spatiales fortes.

Mécanisme restrictif théorique

La production de l'espace sous le joug d'une économie de marché libérale individualiste constitue les principes sous-jacents d'une pensée eurocentrée moderne à l'origine d'une conception de la ville et donc d'une théorisation urbaine qui lui est propre. Rem Koolhaas expliquait que :

« La tâche des architectes, autrefois, était de créer une communauté [...]. Depuis que l'économie de marché a triomphé, vers la fin des années 1970, l'architecture a cessé d'exprimer les valeurs de la société et a embrassé celles de l'entreprise [...]. Tout en proclamant les mots d'ordre de paix et de sécurité, les villes sont devenues de moins en moins audacieuses et de plus en plus prévisibles. Pour aggraver encore la situation, les architectes ont arrêté d'écrire des manifestes au moment où la domination de l'économie de marché s'est affirmée. Nous avons cessé de réfléchir à la ville au moment où la croissance urbaine s'est accrue de façon spectaculaire dans les pays en développement. Le triomphe de la ville coïncide exactement avec la fin de nos réflexions sur elle » (Koolhaas 2017).

Le pouvoir de l'architecte _ Si l'architecture a toujours existé, sa pratique professionnelle est plus récemment devenue une pratique élitiste et spécialisée, destinée à une minorité favorisée. Avec l'avènement de la ville moderne, l'architecte s'est vu accorder plus de pouvoir puisque soutenu par les dirigeants en place. Il devient garant d'une sorte de maintien de l'ordre et de la discipline urbaine. Une pratique autrefois communautaire se retrouve entre les mains d'une seule

Une théorie urbaine occidentale

personne mandatée et le droit à la ville de chacun se retrouve dans celles des pouvoirs publics (Annexe 1).

Toute une problématique se développe alors pour l'architecte, « celle d'une architecture qui n'est plus faite simplement pour être vue (faste et palais), ou pour surveiller l'espace extérieur (géométrie des forteresses), mais pour permettre un contrôle intérieur, articulé et détaillé » (Foucault (1975) 2008, 202). Cette architecture au service du contrôle, de la discipline correspond à l'utopie d'un totalitarisme urbanisé, la ville est toute engendrée par le pouvoir. L'homme doit apprendre à habiter, il doit se soumettre à l'architecture de son temps et non l'inverse. Il doit donc se soumettre au système en place. L'architecte se veut bien disciplinaire (Barancy 2017). S'ensuit, à l'instar des travaux de Haussmann à Paris, un « emboîtement spatial des surveillances hiérarchisées » qui permet de rendre l'habitant plus visible. Il s'agit d'une architecture qui cherche à agir sur ceux qu'elle abrite, qui se veut transformatrice et génératrice d'une société (Foucault 2008, 202), une architecture dominatrice en soi.

Léopold Lambert décrit d'ailleurs l'architecture comme étant intrinsèquement violente de par la rigidité des limites qu'elle matérialise, ordonnant l'espace en une certaine manière. Le corps humain construit un espace auquel il est ensuite contraint («

Renouvellement des fondements

Mise en perspective **Une éducation architecturale sociale** _ L'éducation des futurs architectes doit contenir un fondement social solide. Savoir construire ne devrait pas définir la profession s'il est appliqué au détriment des populations. Cet aspect qui nous semble à présent fondamental, ne l'était pas spécialement au cours de notre cursus. Au centre de nos études : la qualité spatiale, constructive et matériel par l'intermédiaire de l'histoire et de la théorie. L'architecture y est objet et prépondère sur son environnement au sein duquel l'homme se façonne en fonction du bâti. L'habitant doit s'adapter à la construction et n'en contrôle aucun aspect. Cet enseignement, est, nous ne le remettons pas en question, important dans la pratique architecturale. Il manque cependant souvent une mise en perspective de ces travaux par l'appropriation des populations une fois l'édifice terminé. Les œuvres et les grands architectes étudiés sont montrés pour la réflexion architecturale mais ne sont confrontés ni à la réalité ni à l'impact du bâti sur le vivant. L'architecture doit non pas imposer un mode de vie aux populations, mais réfléchir avec les populations et pour les populations. C'est par l'enseignement que se forment les architectes de demain et une formation plus sociale et terre à terre serait une bonne base pour entamer un changement. Il est important aujourd'hui d'enseigner une architecture de qualité, oui, mais dont le dessein est social ou n'est point.

The Funambulist Magazine – Politics of Space and Bodies » s. d.). Mais l'architecture et sa violence intrinsèque ne sont pas à craindre en tant que tels ; plutôt sa violence mise au service de la politique ou de normes dominantes. Elle a en effet tendance à servir les dominants plutôt que les dominés et ne peut, de ce fait, que mener à des discriminations dans la ville.

« There is a need to redesign the designers, and to give them the tools and competencies to work within social constructs and spatial contexts that they are meant to serve. Designers spend much of their academic and professional training to build the spatial, technical, communication, and critical-thinking skills that are needed to do the difficult work of transforming spaces and places. They use their skills, often with good intentions and 'best practices', toward results that may not align with what is needed or wanted in a given context. » (Moore 2016, cité dans Budds 2016, § 10)

Normalisation de l'architecture _ L'aspiration sociale de l'architecture existe pourtant bel et bien ; elle est née avec la pratique même. Mais comme dans tout projet social, des initiatives instaurées par le haut (*top down*), de par le saut d'échelle démographique et contextuel qu'elles subissent entre planificateur et receveurs, imposent un fonctionnalisme nécessaire duquel découle forcément une simplification bureaucratique et la constitution de modèles.

Ce système généralisateur est bien illustré par Le Corbusier qui réduit l'activité humaine à quatre fonctions : « habiter, travailler, se récréer (dans les heures libres) et circuler ». Cependant, de cette réflexion réductrice découle un zonage des activités qui est encore largement utilisé dans les planifications urbaines aujourd'hui. Et, « aussitôt la règle reconnue et admise, les parasites, les résidus n'ont plus droit de cité. » (Barancy 2017, 55) Ces propos de Le Corbusier illustrent directement la violence de cette systématique contre ceux ne correspondant pas à la norme. Ils semblent pourtant avoir été acceptés vu le succès que ces politiques de planifications ont trouvées dans la théorie de l'architecture par la suite. S'appuyant sur un point de vue normatif, l'architecte décide

de ce qui est plus ou moins urbain : « ainsi, la rue et le quartier seraient plus urbains que la parenté ou le cadre domestique » par exemple (Agier 2015, 94). Tout est rationalisé, catégorisé, afin de répondre à une société industrielle capitaliste où l'efficacité et la rentabilité sont les maîtres mots. Et dans cette grande codification générale de la vie, l'individu est l'unité de mesure.

Cet individu est stigmatisé et non représentatif de la réalité. Il cherche à englober une majorité qui, de fait, est inévitablement discriminante. L'architecte s'est distancié des personnes pour qui il construit et l'humanité personnelle de chacun n'est alors pas prise en considération. Ironiquement, cette normalisation promet une neutralité qu'elle ne peut tenir. Elle suppose une adaptation de l'individu à l'architecture et non l'inverse. La définition de l'architecture au service de l'Homme s'est renversée ; la norme la rend violente. L'architecture se construit alors stratégiquement autour d'un corps spécifique, qui impose aux autres corps une violence proportionnelle au degré de séparation d'avec ce corps (Lambert 2017b, 181). Il manque alors toujours l'élément le plus important, la matière même de la ville qui n'est pas l'individu, mais « ses foules » et le rapport qu'elles entretiennent avec la forme urbaine (Sennett 2019, 51).

Absurdité d'un Universalisme _ Le fonctionnalisme politique et économique de l'architecture eurocentré pousse la normalisation jusqu'à une envie de modèle universel. Cet universalisme moderniste découle naturellement d'une réponse au contexte du siècle passé. En effet, la précarité due aux deux guerres mondiales a mené à un besoin urgent de logements peu cher qui puissent être construits partout. Ce fonctionnalisme a cependant entraîné discriminations et sé-

grégations (Barancy 2017). Aujourd'hui, de plus en plus d'efforts sont faits pour contrer ses conséquences, mais malgré cela l'universalisme moderniste du passé subsiste encore en Europe comme ailleurs. Au travers des colonies et la globalisation, le modèle s'est répandu comme réponse aux problématiques urbaines. Mais l'universalisation d'un individu déjà non représentatif de la population occidentale ne peut être représentatif du monde entier. Dès les années 1960, des militants chercheurs de branches hétérogènes luttent pour une émancipation intellectuelle de l'Amérique Latine et tentent de faire entendre leurs voix contre un universalisme eurocentré destructeur (López 2017, 40). Enrique Dussel, auteur de nombreux textes sur le sujet et membre du projet *Modernité/Colonialité*, dénonçait déjà à l'époque une conception développementiste basée sur l'Europe qui, par une imposition violente sur d'autres particularismes, partait en quête d'une universalité non existante (López 2017, 41). Cette idée de modernité universelle est en réalité une pensée abstraite et régionale qui a défini « l'ensemble de l'humanité à partir de sa propre expérience érigée en modèle de référence à imiter » (López 2017, 46). C'est pour cela qu'il ne s'agit « pas d'imaginer une culture de l'universel – qui n'existe pas –, il s'agit de conserver suffisamment de distance critique pour que la culture de l'autre donne du sens à la nôtre. Le drame de l'Occident est de n'avoir jamais pu se départir de deux attitudes qui, finalement, aboutissent au même résultat : nier la culture de l'autre ou nier la sienne propre au profit d'un universalisme très particulier » (Latouche 2002, 85). Des recours à des théories spatiales neutres ne sont en effet qu'un leurre politique et économique pour cacher des discriminations urbaines au profit de son fétichisme de « développement ».

Colonialisme _ Nous avons tout à penser que ce développement hiérarchisé, fonctionnaliste et normalisé de l'architecture occidentale découle directement de sa position de force dans le monde en tant que puissance coloniale. En effet, nous aimerions même nous avancer à dire que le changement de pratique au service du contrôle et de la discipline observé par Foucault est sûrement dû à un contexte de pouvoir colonial. Il se serait mis en place pour mieux gérer la population et se serait matérialisé comme culture urbaine : une architecture et un urbanisme de contrôle. L'architecture publique continuerait à matérialiser l'ordre spatial de ce système dans nos villes contemporaines (Lambert 2017b).

« Certes, les architectes n'ont pas «inventé» le colonialisme et la responsabilité ne leur incombe pas; néanmoins, en tant qu'acteurs décisionnels de l'ordre spatial d'un territoire donné, ils contribuent activement au régime de domination politique qu'incarne le colonialisme ainsi que ses formes les plus contemporaines » (Lambert 2017a).

Certains historiens s'accordent à dire que l'ère 'moderne' aurait véritablement commencé dès l'an 1492, a partagé avec nous Léopold Lambert. En effet, le modernisme, que l'on comprend comme mouvement culturel des XIXe et XXe siècles, semble être fondé sur une hégémonie de pouvoir et des principes de discipline qui, comme nous venons de le voir, travaillent en amont à fabriquer des individus utiles (Foucault 2008) et qui sont en fait propres à un système colonisateur. C'est ce mouvement qui a construit et propulsé notre société vers une contemporanéité dite globalisée, alors même qu'il

L'hégémonie d'un modèle

est véritablement occidental et voire même eurocentré.

Le colonialisme a permis aux puissances dites occidentales de s'imposer par rapport au reste du monde, une position qui jusqu'à ce jour semble être soutenue dans les discours politiques et académiques. Cette violence intellectuelle perpétrée par « l'impérialisme académique » – pour reprendre les termes de Claude Ake – continue d'ignorer les autres formes de savoir et de circulation du savoir qui ne correspondent pas au standard eurocentré. Si ces dernières peuvent parfois susciter de l'admiration ou de l'appréciation, elles ne sont pas considérées comme possibles sources de théorie et encore moins comme actrices d'une potentielle universalité (Lawhon et Le Roux 2019). Ce phénomène est tout à fait visible dans la théorie de l'architecture, où une théorie eurocentrée s'approprie le monopole de la 'science infuse'.

Nous aimerions mettre en avant une colonialité architecturale actuelle, non pas comme un système de domination militaire, mais comme un système de domination théorique et épistémologique ; une colonialité de l'architecture par une pensée urbaine eurocentrée. En conséquence directe des rapports de forces coloniaux qui se sont installés depuis 1492, « les villes antique, médiévale, classique et industrielle de l'histoire européenne ont fourni les repères et les grandeurs à l'aune desquels

Les fondements d'une équité

Meilleure équité dans les théories _ Dans la pratique de l'architecture, il peut paraître difficile de s'émanciper d'une hégémonie théorique. Ancrée dans nos modes de vie, nous la renforçons sans parfois en être conscient. Les tentatives pour s'en défaire existent, mais ne sont pas toujours mises en place de la bonne manière. Par exemple, une tendance de la sphère intellectuelle architecturale actuelle est la *décolonisation*. Cette notion de plus en plus étudiée par différents corps de métier situés dans les « anciens » pays colonisateurs est selon Eve Tuck and K.Wayne Yang (2012) une manière de se donner bonne figure pour mettre de côté tout sentiment de honte et de gêne face à leurs passés et leurs privilèges (Moosavi 2020, 349). Il s'avère que ce sujet d'étude n'est pas une nouveauté dans les pays anciennement colonisés qui s'attèlent depuis plus de vingt ans à s'émanciper de l'emprise de leurs oppresseurs. L'intérêt quasi inexistant montré aux théoriciens ou personnes engagées de ces pays n'ont permis l'avènement de la thématique de *décolonisation* que lorsque les 'grandes puissances' s'y sont intéressées (Moosavi 2020).

Il n'est désormais plus acceptable de seulement prendre en compte les théories, manifestes, architectures d'une partie de la planète. Mettre en lumière au même niveau tout document n'est possible que par une meilleure représentation du travail de toutes personnes traitant un sujet architectural quel que soit son emplacement géographique. En effet, lorsqu'une thématique se veut globale – telle que l'arrêt d'une colonialité à l'échelle mondiale – les arguments devraient être développés à partir d'une recherche considérant le plus d'acteurs géographiquement hétéroclites. La traduction de textes est alors cruciale afin de mener à bien cette idée car trop nombreux sont les projets, idées et notions qui ne sont pas pris en compte pour cela. Le but n'est pas de compenser un manque des années précédentes ni de mettre en avant les textes/ architectures délaissées comme meilleurs ou plus im-

les établissements humains du reste de la planète ont été mesurés, et se mesurent encore souvent. » (Agiar 2015, 32) Le concept de la ville ‘moderne’ globale s’est de cette manière formé par transparence avec le modèle de la ville occidentale et une théorie architecturale eurocentrée s’est vue dominer au point de devenir la théorie même : la domination de ce modèle s’est confondue avec la substance même du modèle (Agiar 2015, 32).

Cette situation joue un rôle majeur dans l’éradication d’histoires, de cultures architecturales, et surtout dans la capacité à exprimer avec assurance une vision du monde autre où de nombreuses alternatives à la modernité dite “du Nord” existent. On parle d’« aliénation coloniale » (Thiong’o 194, cité dans Moosavi 2020, 336). Elle a contribué à la construction et la diffusion de croyances ou ‘vérités’ sur le monde, les faisant accepter et intégrer à la notion de ‘bon sens’.

Cette systématique de contrôle sur l’entendement général est peut-être ce qui a également conduit à la réalité de la pensée néolibérale : elle présente sa rationalité comme manière naturelle de vivre dans le monde, et soutient ainsi sa légitimité à régir la conduite et la mentalité des individus (Spencer 2016, 135).

Il est facile de comprendre en quoi cette situation est pro-

portants, mais simplement de créer un équilibre dans l’utilisation des informations et leur donner à toutes, la place qui leur est due.

Notions biaisées “Global South” et “Global North” – Le racisme ordinaire est une forme de racisme ressenti et vécu par les personnes visées, mais invisible pour celles qui le commettent (Guiocq 2020) . Ce sont des actes et des paroles que l’on ne remet pas en question car elles sont enracinées dans notre quotidien et nos habitudes. De la même manière, nous pensons qu’il existe une “colonialité ordinaire” au sein de la pratique architecturale qui doit être dénoncée. Au début de notre énoncé, nous expliquons dans la partie Notions deux termes : la *colonisation* et la *colonialité*. La *colonialité*, terme développé par les penseurs latino-américain du groupe *Modernité/Colonialité* tel que Dussel, met en avant une domination liminale contrairement à son paronyme la colonisation qui parle de domination physique. Dans ce sens, la colonialité est plus apte à dépeindre la situation actuelle de notre société où la majorité des pays colonisés sont à présent indépendants (López 2017). Outre cette subtilité brièvement évoquée – voir la partie Notions pour plus de détails – la question de la précision de la sémantique est survenue à plusieurs reprises lors de nos réflexions sur le sujet de la *décolonisation*. Il s’avère que la manière dont on tend à se défaire des mécanismes restrictifs ne fait que peu mention de l’élocution. Elle nous semble pourtant des plus essentielles. Nous avons été surprises dans notre étude de l’évocation permanente et systématique des termes *Global North* et *Global South*. Les connotations liées aux termes – pays riches occidentaux, Europe, Etat-Unis pour *Global North*, et pays pauvres, en développement, non occidentaux, coloniale, Amérique du Sud, Afrique, Asie pour *Global South* – ne sont que renforcées par leur utilisation non exhaustive dans les théories urbaines, architecturale et anti-colonialiste. En effet, Gabriel Fauveaud explique que « la simple mention du terme «Sud» et «Tiers-Monde» participe à la perpétuation d’une partition civilisationnelle ou culturelle du monde, car «nommer, c’est créer un peu»

blématique, surtout dans un contexte de globalisation actuelle. D'une appropriation biaisée de l'architecture par des élites minoritaires découle forcément une architecture et un urbanisme discriminants.

(Raison, 2007). Il devient alors indispensable de se «délivrer de l'exotisme» (Hancock, 2007) et de «dé-soccidentaliser la pensée urbaine» (Choplin, 2012). » (2017, 35). Ces termes sont le reflet d'une *colonialité ordinaire* (Notions) et renforce une frontière dominante entre les deux alors même que cette séparation est obsolète. Comme nous l'a expliqué le journaliste Éric Hoesli lors de notre cours de SHS (Sciences Humaines et Sociales) de deuxième année de bachelor, les notions même de croissance et de développement se basent de fait sur un rapport biaisé, une vision eurocentrée. L'Occident est devenu la référence sur lequel le reste du monde devrait se calquer, mais le développement d'un pays ou d'une culture est propre à chacun, il dépend du contexte et des peuples. Définir une règle de croissance n'entraîne que la discrimination de ceux qui ne répondent pas à cette définition. Le *Global North* et *Global South* comme le *tiers-monde* et le *premier-monde* par le passé, sont la matérialisation linguistique d'une relation hiérarchique qui compartimente les pays selon un diktat eurocentré. De ce fait, par l'utilisation de termes simplifiés catégorisant certains pays comme inférieurs, les discriminations sont renforcées de manière indirecte alors même qu'une majorité des textes étudiés cherchent à se défaire d'une hégémonie eurocentrée. Et c'est donc, par une description plus complexe et réaliste de notre environnement — sans catégorisation hiérarchique biaisée — que pourra réellement commencer un renouvellement de l'Architecture dans une optique d'*empowerment* non-colonialiste.

Importance de la sémantique _ Dans la continuité de ce qui est évoqué plus haut, le terme *décolonisation* de l'architecture est pour nous également quelque peu ambigu. L'argumentaire que nous voulons alors approfondir traite de la décolonisation et donc à présent, pour reprendre nos propos, décolonialité. Nous ne remettons en aucun cas ici, la nécessité de la décolonialité dans sa définition la plus candide — c'est-à-dire la nécessité de permettre une autonomie aux populations soumises à un pouvoir intrinsèque en place. Nonobstant il nous semble pertinent de remettre en question non pas le

fond, mais la forme de ce terme. Lorsque nous étudions l'étymologie du préfixe « dé- » de décolonialité, nous observons qu'il signifie à la fois la cessation d'une action ou l'inversement de cette action (Bescherelle). Dans le premier cas, il exprime un désir d'arrêter un acte de manière assez tranchée tandis que dans le second, il implique un retour en arrière jusqu'au prémisses de l'action. Dans ce dernier cas, l'application à la *décolonialité* devient alors quelque peu problématique. En effet, la *décolonialité* reviendrait donc à un déni de l'histoire pour un retour à un temps passé pré-colonisation. Au contraire, dans le cas d'anciens pays colonisés, la période coloniale ne doit pas être effacée, mais mise dans la perspective de son empreinte. L'ambiguïté qui se dissimule alors derrière la *décolonialité* peut être dangereuse. Les populations vivent désormais avec un héritage colonial. Venir maintenant avec cette idée qu'elles doivent à présent tout oublier pour retrouver un vernaculaire d'antan pourrait devenir une nouvelle forme de *colonialité* allant en contre de l'objectif initial. Le contre-argument pourrait alors être de définir la décolonialité par la première signification du préfixe dé- expliquée plus haut. Les termes mis au clair, l'ambiguïté du mot pourrait alors peut-être disparaître. Cependant, que l'envie soit juste de couper court à un acte d'oppression ou revenir en arrière dans un idéal passé, la décolonialité prend toujours racine dans le terme « colon ». L'accentuation de l'opresseur dans la technique même de libération de l'oppressé est pour nous là encore problématique. Cette remarque peut paraître anecdotique mais rappelons le, comme dans l'exemple du racisme ordinaire, c'est souvent dans les paroles et les actes les plus anodins que s'ancrent et se renforcent les formes discriminatoires les plus vigoureuses. Le lexique est suffisamment riche pour décrire chaque situation de manière distincte et lorsqu'il ne l'est pas, la possibilité d'en inventer est sans fin. Ainsi, au lieu de parler de *décolonisation*, nous pouvons parler d'émancipation et d'indépendance. Contre la *colonialité*, on doit également posséder un terme adapté à cette nouvelle forme d'émancipation. L'angle d'attaque à prendre que nous pensons le plus effectif est alors de prôner l'*empowerment* des populations, de leurs cultures et architectures. Non pas comme elle

était avant mais comme elle se trouve aujourd’hui – mélange entre leur culture et la culture européenne/coloniale. Tout objet d’oppression – théorie urbaine occidentale, statues et bâtiments coloniaux, matériaux et biens, etc. – doit alors être détrônée par une identité forte qui mérite la même visibilité et le même traitement que les pays d’Europe de l’Ouest ou d’Amérique du Nord. En effet, le terme décolonialité, comme nous l’avons décrit plus haut, traite dans le fond des mêmes problématiques et souvent des mêmes enjeux que *l’empowerment*, mais la formulation utilisée rappelle à chaque instant le fait que le pays fut un jour colonisé et le caractérise jusque dans son émancipation. *Empowerment*, renforce en revanche la valorisation culturelle et définit la population non pas par son objet d’oppression mais par sa force émancipatrice. Cette approche plus complète et précise permet le développement de notre argumentation avec plus de subtilité, chose qui comme nous l’avons déjà écrit est clé dans notre tentative de contrer une « colonialité ordinaire ».

Les pratiques de
résistance

2 Matérialisation d'une spatialisation discriminante

Matérialisation d'une spatialisation discriminante

Par effet boule de neige, les mécanismes restrictifs liminaux et théoriques affectent le physique, c'est-à-dire l'urbain, la nature, nous, tous ceux qui profitent du système dépeint précédemment ou qui en subissent l'influence. Afin de dépeindre au mieux la matérialisation d'une conception urbaine discriminante, nous allons expliciter à plusieurs échelles, comment se manifestent les discriminations issues d'une mauvaise production ou mauvaise gestion de l'espace urbain.

Les pratiques de résistances

Les pratiques que nous appelons « de résistance » se manifestent sous plusieurs formes. Elles émanent le plus souvent de personnes ou communautés pour défendre des valeurs ou pour se défaire de conditions de vie intolérables. Nous souhaitons parler dans cette partie d'actions concrètes de populations, architectes ou encore littéraires qui de gré ou de force – dans le sens où certains n'ont pas le choix que d'agir au risque de leur vie – se battent pour une équité dans la production de l'espace et

dans la société de manière générale. Ce sont des pratiques à contre-courant du système en place qui n'ont pas toutes pour objectif de lutter contre les discriminations urbaines mais remettent en question des principes sociétaux et expérimentent au travers de l'architecture. Cette valorisation du dur labeur de nombreux groupes, apporte une approche d'action plus terre à terre sur ce que l'on peut faire dans notre société en tant qu'architecte. C'est également un encouragement car malgré une société inégale, les possibilités restent sans fin pour une amélioration. Il ne reste donc qu'à nous d'en apprendre plus sur les enjeux sociaux de la production spatiale afin de s'en servir dans notre pratique quotidienne à notre échelle.

La première intervention que nous souhaitons mettre en avant est celle du peuple. De là est exposée l'incapacité de l'architecte à parfois répondre aux problématiques de son temps. Abandonnés dans des conditions précaires, les mouvements populaires émergent des populations, symboles de l'absence de l'architecte mais également de son rôle superflu. La capacité des peuples à construire leur propre maison, quartier et parfois même ville nous apprend, comme nous avons pu le mentionner dans la première partie, à revoir notre position dans la société, à ne plus la considérer comme supérieure mais à tendre vers une horizontalité et un rapport plus humain.

« Parce que nous n'avons rien, nous ferons tout »

(Devise des premiers habitants de la Villa el Salvador)

Villa el Salvador Début des années 1970, Lima. Le pays vit l'arrivée permanente de populations en provenance de la *sierra* et *selva* péruvienne en quête de meilleures conditions de vie. Les actions mises en œuvre par le gouvernement pour loger ces personnes sont alors quasi inexistantes. Dans ce contexte va naître un mouvement populaire *bottom up*.



Accaparement des terres de la future Villa El Salvador, Lima

Le quartier regroupe une communauté, un voisinage, une même classe sociale, ou encore un même programme – industriel, commercial, locatif. Il reflète l'image d'un commun. La ville, elle, est l'ensemble de ces quartiers hétérogènes. Ce n'est qu'à l'échelle de la ville que les discriminations urbaines inter-quartiers sont réellement compréhensibles. Le quartier peut en effet devenir une enclave, division sociale et mentale au sein de la ville en fonction de ses caractéristiques. Les éléments participant à ce phénomène sont par exemple une bonne localisation par rapport aux pôles productifs, la qualité d'une construction, un accès aux infrastructures – transports en commun – ou espaces verts. La division dans la ville se matérialise parfois de manière très visible par le mur, mais ce n'est pas la seule manière de diviser l'espace urbains. D'autres infrastructures toutes aussi visibles mais bien moins directes dans leurs impacts ségrégatifs sont à mentionner. Les infrastructures façonnent plus que les bâtiments de la ville, elles influencent la manière dont nous la vivons et l'expérimentons (Schindler 2015). Sara B.Schindler explique :

« Le fait qu'une autoroute sépare deux quartiers limite l'intégration de ces derniers. Le fait qu'une ville ait une place, facilement accessible, avec divers commerces, augmente l'intégration des habitants de cette ville. Le fait que Paris ait de grands boulevards limite la capacité des révolutionnaires à protester. Le fait que la Cour constitutionnelle allemande se trouve à Karlsruhe,

Une communauté naissante de trois-cent personnes occupent le désert du sud de la capitale pendant la nuit. La communauté doit construire le plus rapidement possible des abris afin de rendre l'interpellation de l'armée plus difficile, car en effet les conditions précaires s'accompagnent d'un risque d'expulsion. A cette époque, avec l'invasion continue de terrains dans les périphéries, l'armée déloge systématiquement les populations. Une fois l'armée sur place, s'ensuivent des discussions houleuses entre les forces de l'ordre et la communauté allant parfois jusqu'à la violence. Décidé à ne pas partir, ce groupe renforce sa position avec l'aide de milliers d'autres familles venant prendre part au combat. Au même moment se déroule le conseil des gouverneurs de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) souhaitant collaborer pour le développement urbain du pays. L'Etat fait alors exception et permet aux occupants de s'installer à quelques kilomètres de leur emplacement actuel sur un terrain appartenant aux forces armées afin d'expérimenter un modèle urbain pour répondre à la problématique de logement (Solon 1998). D'un terrain désertique sans eau, ni électricité ou nourriture, naîtra alors la Villa El Salvador.

Le risque d'éviction derrière eux, le plus dur reste encore à faire. Avec une aide minime de l'Etat, la *barriada* (le quartier) l'a bien compris, pour avancer elle aura besoin de sa communauté. Avec l'aide d'un architecte de l'Etat, le premier plan directeur est mis en place. Nonobstant, il ne correspond pas au plan colonial qui centralise autour de la place d'armes les symboles du

« Ce n'est peut-être pas l'architecte qui a créé l'architecture actuelle de la ville mais l'habitant : C'est l'immigrant qui est arrivé à la capitale avec ses « esteras » [tapis de sol] qui s'est installé dans un « arenal » [désert de sable] aux alentours de la métropole pour créer Lima, la ville *barriada* d'aujourd'hui. »

(Chafloque 2015)



La Villa El Salvador, Lima

pouvoir : l'Église (cathédrale), l'Etat (le palais du gouverneur, palais de justice) et l'armée (prison). Mais ce plan met au cœur de son projet la communauté : des places centrales regroupant les services de base tels que l'école, un local communal, un terrain de jeu et un centre de santé sont mis à disposition pour chaque ensemble de familles formé (« Un bidonville devenu une municipalité avec la participation des habitants Villa el Salvador, Pérou » 2008). Afin de faire de ce plan une réalité, l'institution populaire CUAVES est fondée. Dès ce moment l'Etat ne participe plus au développement du quartier et la population se regroupe dans CUAVES pour installer les infrastructures de première nécessité et raccorder le secteur au centre-ville. Par la suite, la Villa el Salvador sera officiellement considérée comme entité à part entière et

pourra élire son propre maire. Leur politique diffère là encore des habitudes de la capitale et se fonde sur la citoyenneté et la démocratie participative. Il ne s'agit pas seulement d'un peuple vivant dans la même ville, mais d'une communauté qui s'entraide et travaille ensemble pour un avenir meilleur. Les logements auto-construits se font grâce aux familles, amis et voisins. Tous ont l'objectif commun d'avancer ensemble. Ils participent à diverses actions solidaires et prennent part à l'éducation des plus jeunes. Tous ces efforts se

alors que la capitale est à Berlin, limite l'influence d'une branche du gouvernement sur l'autre. Ces contraintes fonctionnent d'une manière qui façonne les comportements. De cette façon, elles [...] régulent. » (Schindler 2015, 1947)

La production de nos espaces ne reflète pas uniquement ce que l'architecte ou le mandataire souhaitent transmettre. L'espace s'imbibe du lieu où il est et implique une dimension plus complexe avec un impact culturel, physique et social (Beynon 2009). De nos jours, ce modèle de ville se manifeste sous la forme de « ville poulpe » comme le décrit le directeur de UN-habitat, Joan Clos. Les quartiers les plus fructueux et rentables se connectent les uns aux autres en traversant les quartiers défavorisés par des infrastructures routières ou autres et les marginalisent encore plus (Sennett 2019, 104). Elles manifestent, comme le remarque l'urbaniste Liu Thai Ker, d'un développement inégal en faveur d'une partie de la population et se camouflent sous les concepts de « ville constellation » ou « ville polycentrique » (Sennett 2019, 104). Malheureusement, par habitude de cette urbanité, nous assistons à ces ségrégations comme faisant parti du paysage urbain, sans toujours chercher des solutions pour les atténuer :

« En effet, nous nous étions habitués à ce qu'une partie de la ville jouisse d'un environnement satisfaisant, tandis que l'autre devait s'accommoder d'une situation géographiquement et

font avec l'objectif commun d'avancer ensemble. Malgré des périodes de crise économique et de guérillas, l'esprit communautaire de ce peuple reste encore aujourd'hui un des plus gros acteurs de la réussite de ce projet. Ensemble, ils ont réussi à surmonter l'indifférence du gouvernement et la précarité urbaine. Ils sont à présent des exemples de développement urbain communautaire et symbole de la lutte du peuple péruvien qui favorise une économie solidaire par un développement local collectif (« Un bidonville devenu une municipalité avec la participation des habitants Villa el Salvador, Pérou » 2008).

Urbanité étant très planifiée en Europe, un mouvement populaire de la même envergure qu'à Lima est difficile. Les essais sont vains et la population occupant des terrains illégalement est sans cesse délogée, avant même de pouvoir réellement s'installer. Dans ces conditions, le droit à la ville est souvent mis en péril. Par exemple, le collectif, défini comme un ensemble de professionnels - tels que d'architectes, artistes, ingénieurs, sociologue, avocats, etc - entreprend une manière différente d'aborder l'architecture et l'urbanisme, afin de permettre un travail multidisciplinaire organisé avec et pour les populations. Ces collectifs qui proposent un mouvement populaire d'envergure différente attribuent à la communauté sa part dans la construction et les possibles améliorations de son quartier. C'est l'une des possibilités qui repositionne l'architecte au sein des acteurs de la construction afin de ne plus diriger mais travailler 'avec'.

Bruit du Frigo

Yvan Detraz, fondateur de *Bruit du Frigo* avec Gabi Farange, fait partie des initiateurs des collectifs en France. Il travaille, au travers de l'architecture, pour la population et pour lui redonner confiance dans la démarche démocratique afin de la connecter à son droit à la ville. Il est vrai que l'architecte commence son histoire pour



Performance collective, Mazières-en-Gâtine par Bruit du Frigo

On peut les outiller pour qu'ils puissent se dire « je suis en capacité de reprendre en main ma vie dans le quartier, [...] ma vie collective, ma vie d'habitant, ma vie de citoyen, dans mon territoire de vie. Je peux m'impliquer dans une association, je peux écrire un projet que je vais défendre à la mairie. Je peux me réunir avec d'autres personnes et créer un collectif »

(Annexe 1)

lement attribué dans la société, « il ne devient pas celui qui décide à la place de, mais il est celui qui accompagne une communauté à auto-décider, à auto-projeter, à auto-programmer [et] à auto-construire. » (Annexe 1)

symboliquement marginale. » (La Cecla et Marsiglio 2017, 76) Cependant, la quête d'éradiquer ces ségrégations spatiales n'aboutit pas forcément à une meilleure équité ou à une diminution des discriminations. Comme nous l'avons vu, l'homogénéisation renforce la discrimination envers les personnes qui n'ont pas accès à la nouvelle définition de « normalité ». En effet, elle annihile les cultures de ceux qui n'appartiennent pas à la culture arbitraire qui lui sert de référence et n'est pas représentative de la complexe diversité humaine. Alors peut-être que le vrai problème n'est pas tant la répartition des populations dans les espaces mais la manière de les lier les uns aux autres. Et si l'implantation répond à un système économique de marché que nous ne pouvons changer, la manière de les connecter dépend des acteurs de la production spatiale.

Le corps subit en permanence l'influence du bâti et de sa typologie. Nous vivons et interagissons dans ces espaces. Bien qu'il soit présent, l'impact psychologique de ces derniers n'est que faiblement perçu (Keedwell 2017). En fonction de comment et pourquoi nous construisons, les conséquences mentales sur l'humain peuvent être grandes sans qu'il ne puisse avoir le contrôle dessus. Le stress que génère un logement ou un espace de travail mal pensé ne peut être négligé. Ernst Neufert créé en 1936 un *Architect's data book* qui établit une rationalisation du corps humain mâle et son environnement construit direct pour qu'il s'y adapte parfaitement. Le corps n'existe que comme re-

Le bâtiment

Pour déconstruire les a priori qu'il existe sur le participatif, que certains peuvent considérer comme ennuyeux, trop compliqué ou encore inutile - dans le sens où leur avis ne sera pas pris en compte - les acteurs de *Bruit du Frigo* imaginent de nouvelles formes de travailler avec les gens. Les « présentations longues » et parfois « ennuyeuses » dans des salles communales ne sont pas spécialement appréciées par le collectif qui occupe par exemple directement l'espace public avec des activités ludiques et festives (Annexe 1). L'idée c'est de rendre le tout attractif et intéressant, afin d'obtenir des informations utiles au développement du projet. Par ces moyens, ils donnent goût au développement urbain du quartier et renforcent l'esprit communautaire. *Bruit du Frigo* apporte un accompagnement des habitants pour réanimer les espaces de vie au travers de l'appropriation. Il donne les outils aux communautés et le soutien nécessaire afin que leurs idées et leurs besoins soient transmis, écoutés, étudiés et mis en place.

A l'échelle du bâti, non seulement l'enveloppe mais aussi la typologie, les matériaux, les niveaux et les murs affectent physiquement et mentalement les populations vivant à l'intérieur. Il s'agit d'une complexité avec laquelle nous, architectes, devons travailler. Adapter la construction, prendre le temps de considérer pour qui et comment elle sera construite. Il nous faut sortir des schémas normés. Les premiers pas de cette émancipation seront entamés par Henry Dreyfuss qui réinterprète les schémas normatifs en 1974 avec *Joe et Joséphine* : il distingue les genres féminin et masculin et reconnaît que les corps existent et réagissent de multiples façons à l'environnement (« # ARCHITECTURAL THEORIES /// A Subversive Approach to the Ideal Normalized Body » 2012). Nous restons encore, avec l'évolution de nos sociétés actuelles, dans une norme de genre binaire, mais la tentative d'une représentation plus correcte et complexe donne au moins l'idée que l'humain ne peut être réduit à une image. La seule universalité que nous pouvons nous permettre d'utiliser comme un vecteur de création en est une qui s'applique indifféremment à tout organisme et constitue donc une norme légitime telle que la gravité ou la friction (Claude Parent). Les projets qui ignorent cette question participent au processus de normalisation; en conséquence, nous devons créer des typologies subversives qui permettent à l'anomalie - c'est-à-dire à tout le monde dans une certaine mesure - de s'exprimer en résistance à la violence de l'architecture sur le corps (Lambert 2017).

Arakawa et Gins Shusaku Arakawa et Madelin Gins forment ensemble un duo engagé d'artistes, poètes et architectes auto-proclamés de la fin du XXe et début XXIe. Durant la période de leur existence à laquelle ils se sont consacrés à l'architecture, ils ont cherché à prolonger la longévité du corps par une stimulation physique et psychique (Lambert 2014). Leur théorie repose sur le fait que lorsque le corps est conditionné par l'environnement et l'architecture, il s'habitue et le corps se détériore. Au contraire, si l'espace construit remet en question toutes les normes connues, l'humain ne pourra s'y ac-

présentation d'une norme. Ses écrits ont été considérés comme source d'information fondamentale dans de nombreux projets et son livre comme "bible" dans certaines écoles d'architecture. L'exemple paradigmatique de la rationalisation proportionnelle du corps humain est le modulator du Corbusier : il est masculin et maintient une domination genrée et eurocentrée de la norme en architecture, même si cette vision idéalisée et stylistique du corps se veut universellement applicable à l'architecture et aux choses mécaniques (« # ARCHITECTURAL THEORIES /// A Subversive Approach to the Ideal Normatized Body », 2012). Si l'on peut considérer cette méthode utile pour une production rapide, ces combinaisons dimensionnées du corps et de l'architecture élabore un champ imaginaire limité de possibilités tant pour le corps que pour son environnement. Ces normes du passé devraient à présent y rester, malgré un ancrage profond de cette pratique dans l'histoire européenne. En effet, le projet moderniste d'établir une norme pour le corps humain n'est pas né au XXe siècle. La Renaissance s'est construite autour de cette notion de proportions idéalisées. En 1487, Léonard de Vinci a dessiné ce qui reste l'un des dessins les plus célèbres de l'art eurocentré : l'Homme de Vitruve. Depuis lors, de nombreuses interprétations et parodies de ce dessin ont été créées pour répondre à la question de la norme. Nous pouvons dire que l'élaboration d'une architecture basée sur la prise en compte d'un corps

coutumer entraînant une dynamique permanente de la part de celui-ci, ralentissant le processus de détérioration. Cette approche expérimentale de l'architecture nous révèle l'adaptation forcée du corps à son environnement et la violence qui parfois s'y cache au travers de la norme. Nous pourrions argumenter que, malgré cette émancipation des contraintes, l'architecture présentée par Arakawa et Gins peut entraîner un nouveau conditionnement après un certain temps, différent de la norme que l'on connaît. Dans ce contexte, l'adaptation au lieu n'est pas ce qui permet l'épanouissement ni ce qui est recherché : ce que Arakawa et Gins recherchent est justement cette envie de confrontation permanente avec son environnement. Comme Lambert l'explique dans un de ces articles, la violence intrinsèque de l'architecture qui nous pousse à l'adoption de comportements et d'habitudes ne peut être annihilée, mais il faut savoir l'utiliser et ce en faveur de causes « justes » (2017).



Bioscleave House, Lifespan Extending Villa par Arakawa et Madeline Gins

Ce que le travail de Arakawa et Gins permet d'expérimenter est, finalement, la sensation ressentie lorsque le corps n'est pas adapté à son espace. Léopold Lambert explique, par l'exemple d'une femme âgée ne pouvant se déplacer sans sa canne dans les appartements Mikata de Arakawa et Gins, que l'architecture ne donne pas le pouvoir à cette femme de marcher. Il exprime le fait qu'elle n'a besoin de sa canne que dans un environnement qui n'est pas conçu pour son corps. La canne, elle, est la matérialisation de ce qui la différencie de la "normalité" (Lambert 2014).

Cette architecture procédurale, pour reprendre les propos de Jondi Keane, permet une meilleure observation de la relation du corps avec son environnement afin de mieux les utiliser. Elle démantèle les mythes normatifs de production de l'espace afin d'expérimenter d'autres

« L'architecture d'Arakawa et Gins offre un environnement où le corps n'a pas besoin de « correcteur », puisqu'il n'est pas conçu pour une norme que chaque corps devrait atteindre afin de s'épanouir dans cet environnement. »

(« # ARAKAWA/GINS /// Towards an Architecture That Does Not Know What a Body Is » 2014)

possibilités et remet en permanence en question la manière dont nous procédons (Keane 2012). Il n'est pas nécessaire d'aller, dans chacun de nos projets, dans une direction aussi drastique que celle d'Arakawa et Gins, mais pouvons apprendre de leur recherche et chercher à nous même expérimenter à notre échelle pour sortir des normes discriminantes de la typologie urbaine.



Elliptical Field, Site of Reversible Destiny Yoro par Arakawa et Madeline Gins

normalisé idéal est dangereuse, car cette architecture sera non seulement discriminatoire mais obligera également tout corps à tendre physiquement vers ce corps normalisé. Conçue de cette manière, l'architecture devient une machine engageant des processus normatifs, tant dans le mental de ses utilisateurs que dans ses actions anatomiques - à l'instar d'un piquet de jardin pour une plante - par la tentative incessante du corps à vouloir s'adapter à son environnement direct. La seule universalité que nous pouvons nous permettre

d'utiliser comme un vecteur de création en est une qui s'applique indifféremment à tout organisme et constitue donc une norme légitime telle que la gravité ou la friction (Parent 1964, cité par Lambert 2012). Les projets qui ignorent cette question participent au processus de normalisation ; en conséquence, nous devons créer des typologies subversives qui permettent à l'anomalie - c'est-à-dire à tout le monde dans une certaine mesure - de s'exprimer en résistance à la violence de l'architecture sur le corps (Lambert 2017b).

« Comme le vieil aubergiste grec qui coupait les jambes de ses hôtes ou étirait leur corps pour les ajuster à ses lits, l'architecte de l'unité d'habitation cherche avec violence à adapter les êtres humains aux dimensions rigides, implacables, de son édifice monumental » ironise Mumford. »

(Barancy 2017, 74)

Face à un discours moderne architectural centré sur le béton, il peut être difficile de faire ressortir d'autres options tout aussi viable voire même parfois plus adaptées. Le risque est toujours de tomber dans un discours opposé qui se révélera juste être l'imposition d'une philosophie distincte. Il ne faut en effet pas discréditer l'utilisation du béton dans les constructions mais montrer qu'il existe d'autres solutions rentables et ergonomiques qui permettent un rendu en adéquation avec son temps et son contexte.

Simon Vélez

Simon Vélez, architecte colombien, défend une architecture contemporaine fondée sur le bambou. Il est simplement évident pour lui de construire dans le matériau le plus abondant de son pays aux caractéristiques structurelles .

Au travers d'une recherche et d'un travail continu avec le bambou, il a réussi à innover et donner une nouvelle image à ce matériau souvent considéré comme pauvre par les habitants de Colombie et certains professionnels. Par son invention d'un bambou renforcé - bambou rempli de mortier au niveau des intersections structurelles - il lui donne de nouvelles capacités parfois plus résistantes que l'acier. Son travail repose sur un matériau local, un rapport avec la nature et son environnement. Loin d'être un écologiste revendiqué, il défend la construction locale et le bambou par amour de la nature et de ce qu'elle peut offrir

(Quinton 2018). A présent, par la renommée de ses œuvres, il offre une meilleure visibilité à ce matériau et impacte la vision et les a priori que l'on peut avoir sur le bambou à la fois dans son pays et dans le monde. Cette approche répond directement à un enseignement international qu'il a reçu dans son institution à Bogota et qu'il a rejeté afin de valoriser la culture de son pays et les biens qui lui sont offerts sur place - le bambou (Quinton 2018).



Pont piétonnier Jenny-Garzón, Bogota par Simón Vélez



Nomadic Museum, México par Simón Vélez

La matérialité est l'élément de base de la construction de l'espace urbain. Elle est l'ultime échelon, la matérialisation physique, visible et palpable de la discrimination urbaine. C'est sûrement pour cela que c'est la première que nous avons décelée dans nos lectures, nous menant à questionner la pratique architecturale et la production de l'espace qui s'ensuit. Au début de notre recherche, lorsque nous travaillions sur Lima, sa périphérie et l'auto-construction qui s'y déroule, nous avons essayé de comprendre quelles raisons se cachaient derrière la discrimination urbaine et sociale très forte de cette capitale. Outre des raisons ethniques – population provenant de la campagne – un élément a retenu notre attention : l'importance de la maison et de sa matérialité. En effet, lorsqu'une personne émigre de la ruralité péruvienne jusqu'à la capitale, l'invasion d'un terrain et la construction de sa propre maison sont généralement les seules solutions. La construction du foyer par la famille prend souvent une à deux générations et des éléments sont apportés dès que les moyens financiers le permettent. La maison symbolise la richesse familiale, à la fois pour eux mais également dans le quartier et les quartiers voisins. Elle représente tous leurs espoirs d'avenir, mais également la manière dont ses habitants seront traités dans le quartier (Chagnollaud 2016). Et c'est justement là que va se faire le lien entre la matérialité et la discrimination urbaine notamment dû à la suprématie du béton. Le béton y incarne la modernité comme l'a défini l'eurocentrisme. Il représente

CRATERRE

L'institution CRATERRE, autre exemple que nous souhaitons décrire, rassemble depuis 1979 chercheurs, professionnels et enseignants afin de faire reconnaître les caractéristiques de la terre comme matériau de construction durable. L'enseignement et la recherche sont en effet des éléments fondamentaux dans l'expansion de connaissance sur les matériaux et sont les facteurs qui pourront agir sur les acteurs de la productions spatiales s'ils en prennent connaissances. Leurs objectifs consistent, au travers de la recherche, à développer de nouvelles manières d'utiliser la terre grâce à l'adaptation et la valorisation de savoir-faire existant dans des constructions contemporaines (Doat 1985). Il s'agit de mettre en place des systèmes et procédures accessibles pour construire en terre, de soutenir un travail de conservation du patrimoine construit et écrit mais aussi de soutenir une valorisation du travail actuel par l'intermédiaire de festivals, expositions, médias visuels, articles et séminaires. Cette stratégie ne requiert pas seulement le travail d'un architecte. En effet, il est nécessaire de s'aider d'autres professions et de travailler collectivement dans la meilleure représentation du matériau.

Un projet d'école

Nous venons de voir comment, par un travail continu sur un matériau, il est possible de lui donner une certaine noblesse et renommée. A présent, il est également important de répondre à la relation de l'architecte avec la communauté lorsque la possibilité d'utiliser un matériau local ne répond pas, pour le moment, à une notion de modernité - dans le sens contemporain du terme.

Reprenons alors l'exemple d'Akuto Akpedze Konou (II.1) où une communauté se trouve dans l'incompréhension du désir de l'architecte de construire en terre, un matériau dit de pauvres. Le projet de Konou et de ses deux associés est la construction d'une école à Damadé, petite agglomération située à environ 70 km de Lomé. L'enjeu premier est de donner accès à une construction saine et viable grâce à une architecture durable, fonctionnelle et contemporaine. Avec l'avis mitigé des habitants pour une construction en terre, les architectes et l'équipe adjuvante du projet ont favorisé une approche participative à l'aide de nombreuses réunions et séances de sensibilisation sur les bénéfices d'une architecture éco-responsable afin de convaincre une majorité. Le consensus final a permis la construction d'une école «métissée» (Annexe 5) à caractère écologique, mêlant matériaux traditionnels et matériaux industriels importés et disponibles à proximité. Les murs sont en Terre de Brique Comprimées et Stabilisées (BTCS) et les fondations en pierre et béton. Les habitants n'ont pas été déçus par la qualité de l'école en terre qui a permis à la communauté de Damadé de « retrouver confiance en [leur] techniques traditionnelles de construction, améliorées, et à en être fi[er] » (Konou 2017).

Grâce à ces trois exemples, nous pouvons voir que l'architecte possède un potentiel et un rôle dans la réponse aux enjeux grandissants d'une utilisation locale de matériaux, que ce soit pour des raisons environnementales ou sociales. Il faut cependant toujours souligner que la manière de travailler avec les communautés est nécessaire afin de construire un bien qui ne soit pas l'imposition d'une nouvelle mentalité mais un consensus qui réponde aux besoins premiers des usagers.

richesse et succès, l'expression de l'ascension sociale. Les connotations liées au béton – rapprochement à l'occident, modernité et richesse – incitent en revanche le rejet de toute autre forme de matérialité, parfois plus adaptée, mais également un rejet des populations qui, par manque de moyen, n'ont toujours pas accès à ce matériau. Ce phénomène ni rare, ni nouveau débouche d'une colonialité eurocentrée et s'étend dans toutes les zones géographiques subissant son influence – comme nous avons déjà pu le commenter précédemment. Par exemple, lors de notre entretien avec Akuto Akpedze Konou, jeune architecte togolaise, elle expliquait son parcours et la difficulté parfois de travailler avec des matériaux locaux dans son propre pays : « [...] c'est que, pour eux, le ciment ou le dur, le béton, c'est la modernité. Et donc c'est la durabilité, c'est signe de richesse. Ils auraient aimé, s'il y a un bailleur de fond qui veut les aider [...] paraître moderne, [alors] «pourquoi, vous, architectes, vous venez poser des choses en terre ? C'est un peu rudimentaire» » (Annexe 5). Cette situation manifeste un enjeu encore plus grand qui est l'aliénation culturelle (Thiong'o 1994) au profit d'une autre plus « moderne ». A Lima, comme à Lomé, l'importance du béton n'est qu'une des matérialisations d'une discrimination qui se transfigure non seulement dans la matérialité mais également dans les traditions constructives, culturelles et culturelles, dans le langage parlé et les manières de se comporter. En tant qu'architecte, nous pouvons donc avoir un rôle dans cette chaîne de cause à effet et limiter une sorte de rejet culturel. Cet exemple reflète une situation existante depuis déjà de nombreuses années et nous devons continuer de défendre une construction cohérente avec son environnement et ses populations. Mais finalement, l'élément qui semble intéressant de retenir, est que la source de discrimination urbaine

peut se disséminer sur toutes les étapes et échelle de la construction. Il est donc important d'avoir conscience de toutes les échelles d'un projet jusqu'à l'élément qui nous paraît le plus anodin afin de minimiser les effets négatifs qu'ils pourraient avoir sur chacun de ses futurs usagers.

3

Des perspectives autres pour
la production de l'espace urbain

Notion d'hybridation

Les jeux extérieurs restrictifs (liminaux et/ou théoriques) auxquels la production de l'espace urbain est soumise génèrent différents types de frontières sociales au sein de la ville. Ces dernières établissent alors une relation entre deux entités qu'elles distinguent autant qu'elles séparent. Ces rencontres « mettent en relation un ici et un ailleurs, un même et un autre, un fait «local» avec un contexte «global» (c'est-à-dire simplement quelqu'un ou quelque chose qui vient de «dehors») » (Agier 2013, 7).

L'entre-deux et son rapport à la norme

Même si la matérialisation de ces frontières sociales n'est pas évidente, que l'on peut facilement les considérer comme 'symboliques' car intégrées aux mœurs et mentalités, il est rare qu'elles ne se traduisent pas par un « espace de contact et d'échange qui fait frontière », même provisoirement (Agier 2013, 26). En effet la frontière ne reste jamais qu'une « métaphore », elle est bien spatiale. Et si nous la connaissons généralement comme découpant l'espace linéairement, elle peut aussi être quasi ponctuelle – lorsque *l'ailleurs* ou *l'autre* est proportionnellement beaucoup plus petit que *l'ici* et le *même*. Ce genre de frontière s'est beaucoup développé dans nos espaces urbains contemporains (à l'image des lucioles de Didi-Huberman) sous la forme des espaces d'entre-deux (Le Gall et Rougé 2014). Ces derniers font frontière par leur statut incertain et ne sont pas désirés par une administration qui cherche à éviter toute complexification du contrôle sur le tissu urbain. Ce sont surtout « des lieux de faiblesse, ..., là où le système se défait, ou n'est pas complètement constitué... » (Brunet 1997, cité dans Le Gall et Rougé 2014, 6), des failles dans un système homogène dominant et des zones non conformes à la "grande lumière". Georges Didi-Huberman établit en effet dans *La Survivance des Lucioles* que nous ne vivons pas dans un monde, mais entre deux mondes au moins : « le pre-

mier est inondé de lumière, le second est traversé de lueurs » (2009, 133). Les lueurs émises par les lucioles sont difficiles à voir, on pourrait croire qu'elles ont disparu tant la grande lumière affaiblit leur luminance. Mais l'auteur nous appelle à être attentif et à essayer d'apercevoir les lucioles qui sont tout près de nous, encore aux marges, à la limite d'entre les deux mondes (Didi-Huberman 2009).

Les pratiques de résistances sont les lucioles qui vont reformer « leur désir partagé ». Elles s'intègrent dans l'espace urbain contemporain afin de créer une certaine porosité aux marges (aux frontières) des systèmes hybrides résistants à l'oppression d'un seul et unique modèle.

Quelques soient les formes que l'entre-deux prend, le vocabulaire utilisé pour les définir suggère en effet toujours l'idée d'un rapport de domination par un référentiel central: marge, isolats, angles morts, confins, arrière-pays, zones, camps, cités de transit, refuges, installations, squats, invasions, établissements humains, campements, ghettos, etc (Le Gall et Rougé 2014). Ces espaces semblent toujours se placer sur les bords ou les limites de l'ordre 'normal' des choses (Agier 2015) et leur statut est quelque peu incertain. À l'image des économies « informelles » qui sont tout autant des réalités que « les « restes » impensés de la théorie et des politiques de mise en ordre » (Agier 2013, 6), on peut s'avancer à dire que les interstices urbains que forment les entre-deux sont également les « restes » impensés de la théorie de l'architecture. Mais c'est justement au travers de ces rapports particuliers avec la norme que les espaces de l'entre-deux permettent un échappatoire à un système potentiellement oppressif et que s'expriment finalement des formes de résistance — les lucioles.

C'est pourquoi ce rapport à la norme est à préserver. Nonobstant, l'institutionnalisation des espaces de l'entre-deux est souvent difficile à éviter, voire inévitable à long terme (Goudin-Steinmann 2014). Séparer les projets urbains de l'État semble en effet impossible à maintenir et des projets d'utilisation temporaire, réversibles, finissent très vite par être pérennisés. C'est pourquoi il est important d'apprendre à négocier

avec les milieux politiques et à développer un travail continu de lobby politique, comme le fait déjà Yvan Detraz à Bordeaux depuis plusieurs années (Annexe 1). Travaillant aux marges d'un système discriminant, les entre-deux permettent de le mettre en lumière, de mieux comprendre ses limites et faiblesses et donc de potentiellement dévoiler « des formes de négociations et de médiations » face aux forces qui les conditionnent (Di Méo 1991, cité dans Le Gall et Rougé 2014, 2). Leur positionnement ambigu les amènent à déclencher « des dynamiques d'ancrage et d'appropriation originales » leur redonnant un statut et un poids dans l'espace urbain (Le Gall et Rougé 2014). Ce rapport hybride à une norme est ce qui va permettre de préserver au mieux l'intégrité de ces espaces.

Les « autres lieux » ou « hétérotopies » pour reprendre les autres termes que Michel Foucault leur confère (1968, cité dans Le Gall et Rougé 2014, 3), laissent ainsi entrevoir des processus de fabrication du tissu urbain inédits, plus collaboratifs ou transactionnels (Le Gall et Rougé, 2014). Ils s'inscrivent aujourd'hui de plus en plus dans les mutations des espaces contemporains et sont le lieu de désintégration d'un ancien et d'émergence d'un nouvel espace social. Cet espace est initié et géré « par le bas », au travers d'initiatives populaires. L'entre-deux est ainsi pour nous le lieu idéal d'exercice de la résistance nécessaire pour faire face à la discrimination urbaine et donc marqueur d'alternatives dans la manière dont les sociétés se projettent dans l'espace.

La production de l'entre-deux Toute frontière a un potentiel d'entre-deux ; il s'agit d'une ligne, d'une marge qui peut prendre de l'épaisseur, à l'image des *no man's land*. De par sa soumission à aucune des deux parties qu'elle sépare, cette fine limite offre une liberté qu'aucun autre espace ne peut promettre, une « liberté relative associée à l'état d'entre-deux » (Agier 2013, 49). L'espace de l'entre-deux offre ainsi un « espace de questionnement » comme le définit Pascal Nicolas-Le Start, ou de remise en question, qui constitue la « réserve de disponibilité » de la ville (Nicolas-Le Start, 2009).

Ces réserves naissent donc ou se créent naturellement dans les interstices délaissés, oubliés de la ville car au centre de confrontations non résolues (des failles) et sont généralement investies en situation de crise, en réponse aux situations discriminantes. C'est donc le contexte qui va pousser le ou les acteurs de cette production urbaine à trouver un système autre, une alternative à la norme qui n'a pas su répondre à leurs besoins, comme par instinct de survie. C'est pourquoi l'on peut dire que ces espaces décèlent un dysfonctionnement dans la production de l'espace urbain, mais n'en sont pas la cause (Le Gall et Rougé 2014, 7).

Trois procédés principaux de production ressortent du *Carnet de débats* édité par Julie Le Gall et Lionel Rougé sur les espaces de l'entre-deux (2014). Ils découlent tous d'un rapport particulier à la norme. Il y a d'abord la création d'entre-deux par défiance secrète de la norme, par détournement dissimulé d'un usage initial. Puis la production d'entre-deux par éloignement de la norme, par délaissement d'un contrôle politique qui laisse donc émerger de nouvelles pratiques, ou une nouvelle normalité. Et enfin la production par contournement de la norme, par bouleversement de l'ordre établi de manière violente, illégale ou conflictuelle créant de nouveaux arrangements spatiaux.

Les pratiques socioculturelles qui s'y développent ensuite cherchent à ne plus être cadrées ou soumises à un modèle social, mais également spatial au travers de l'architecture (Goudin-Steinmann 2014). L'incertitude liée à leur statut ainsi qu'à leur projection dans le temps concerne en effet tout autant leurs formes que leurs matérialités, explique Michel Agier (2015, 144). Leurs formes dépendra forcément du processus utilisé pour contourner la norme ; les entre-deux urbains peuvent être des constructions physiques tout comme une absence de construction. Il peut s'agir d'une densification des espaces en place tout comme d'espaces abandonnés, en friche ou mobilisés, appropriés de manière individuelle comme associative ou politique.

Ces entre-deux vivent ou survivent ensuite de par la volonté et l'action d'acteurs (qu'ils soient professionnels ou non) qui investissent directement l'espace. Si les villes d'aujourd'hui rendent compte d'une demande

croissante d'entre-deux de la part de ces acteurs, ces espaces n'ont individuellement que très peu de poids par rapport au reste du tissu urbain. Face à la fragilité de leur statut et identité, la meilleure source de consolidation réside dans leur mise en réseau avec d'autres espaces d'entre-deux. Plus que par étalement des espaces en place, l'extension des zones d'entre-deux s'opère en effet par « multiplication ou [...] reconnaissance d'un plus grand nombre d'espaces micro », remarquent Le Gall et Rougé (2014, 10). Ils ajoutent que ceux-ci, en relation les uns avec les autres permettraient de tendre vers « une conception du territoire en termes d'articulations et d'interdépendances plutôt qu'en termes de zonage et de répartitions... » (Cattan 2012, cité dans Le Gall et Rougé 2014, 3).

Bertrand Montulet et Vincent Kaufman avaient déjà remarqués que « nous sommes en train de vivre une phase de transition entre un monde organisé autour de territoires délimités et un monde réticulaire caractérisé par une fluidité spatiale » (Montulet et Kaufman 2014, cité dans Fauveaud 2017, 113). Nous aimerions ici soutenir cette transition à l'échelle urbaine: une telle conception de l'espace reviendrait à des principes d'organisation territoriale beaucoup plus durables — économiquement, politiquement comme socialement, car articulant une multiplicité de micros environnements indépendants en relation les uns avec les autres. Le pouvoir de la « grande lumière » s'en verrait ainsi limité. En effet, un tel développement permet une vision « colorée » du futur, au lieu d'une vision « monochromatique » qui ne peut mener qu'à des discriminations.

Importance de l'entre-deux

La frontière est un seuil, une situation ou un moment qui ritualise le rapport à l'autre et c'est pourquoi nous en avons besoin nous dit Michel Agier (2013). Or « le manque que produisent évidemment les villes sous contrôle, que l'Europe et l'Amérique en particulier diffusent comme nouveau modèle, c'est la possibilité de créer [cette] dimension rituelle » ajoute-t-il en 2015 (202). Il lui semble alors logique que des occupations d'espaces se produisent ; elles viennent pallier à l'ordre existant rigide (et binaire) du privé et du

public parce qu'il manque un « espace intermédiaire, un entre-deux » (201, 202).

Les frontières permettent souvent de protéger, elles peuvent en effet être plus bénéfiques qu'oppressives. Il ne s'agit pas de les supprimer, mais de travailler sur leur porosité, sur leur degré de discrimination identitaire. L'individu doit pouvoir conserver ce qui lui est précieux tout en étant ouvert à de nouvelles influences. Ainsi, la frontière se doit d'être poreuse et résistante à la fois. Cette porosité est en fait ce qui fera sa force et lui permettra de devenir un catalyseur de relations sociales plutôt qu'un catalyseur de violence sociale ; c'est ce que Mohsen Mostafavi appelle *ego strength*. C'est cette force dont doit disposer tout espace habité, soit tout espace dans lequel on cherche à se développer en tant qu'individu (2017, 265) et qui se manifeste naturellement dans les espaces de l'entre-deux. Elle permet à l'individu d'avoir accès à quelque chose qu'il peut contrôler et de ne pas avoir à se sentir constamment contrôlé (Mostafavi 2017). Nous avons en fait besoin de ces espaces, de cette « dimension rituelle » comme l'appelle Michel Agier, tant socialement que psychologiquement. Autrement dit, il manque un seuil où une libre expression et libre création pourrait s'exercer, un espace qui offre un potentiel d'émancipation des jeux extérieurs dominants et permette une expression de rapports sociaux libres. Il suffit d'ailleurs d'observer son environnement pour voir que la recherche d'un lieu personnalisé de rencontre est systématique, que ce soit au coin de la rue, sur le seuil de la porte ou encore au bord d'un terrain de sport (Agier 2015, 86).

Les espaces de l'entre-deux qui se mettent parfois en place sont ainsi utilisés comme laboratoires pour de nouvelles pratiques socioculturelles affirme Elisa Goudin-Steinmann (2014, 2). Ils résistent à l'homogénéisation de celles-ci en restant flexibles, temporaires et réversibles. Une nouvelle forme d'innovation sociale va donc de pair avec une forme d'innovation spatiale. Pour favoriser l'émergence de nouveaux liens sociaux, il faut en effet que l'espace utilisé lui soit adapté, au sens où il ne peut pas être un espace normé, mais bien un espace en attente, comme une hypothèse encore non investie.

Ces espaces d'entre-deux incarnent les enjeux de luttes sociales et sont donc à considérer par notre profession si du moins l'on cherche à réduire les discriminations sociales. « Progressivement ils modifient [...] les cadres de la réflexion sur les identités locales et sur la formation d'une partie au moins des futurs espaces urbains » (Agier 2015, 144). En effet, leur adaptabilité et flexibilité résilientes en font une source d'inspiration pour une architecture plus inclusive et durable. L'erreur serait d'essayer d'en déduire un schéma normatif. Ce dernier détruirait en effet la nature même de ces espaces ; il ne prendrait pas en compte l'importance des effets de contexte dans leur définition. En tant que constructions sociales, les espaces de l'entre-deux doivent en effet être interprétés comme l'expression de circonstances politiques, socio-économiques et culturelles spécifiques (Breitung 2011). Leur nature dépend des étendues entre lesquels ils s'inscrivent, desquels ils puisent et empruntent automatiquement des caractéristiques et influences. Enfin, les espaces ainsi créés sont au service de la liberté des acteurs qui les animent et ne peuvent donc pas être prévisibles dans leur forme comme dans leur évolution.

Malgré les difficultés que l'esprit éprouve à lire et penser les phénomènes sans les raccorder à des catégories, pour reprendre les termes de Le Gall et Rougé, il est essentiel de garder une approche d'observateur curieux et de garder un esprit attentif à ce que ces formes de résistance urbaine cherchent à dénoncer. Alors, il faut agir sur ces problématiques révélées et apprendre des mécanismes mis en place dans l'appropriation de ces espaces autres, ainsi que des principales qualités qui en ressortent. Celles-ci pourraient de manière générale être caractérisées comme suit : une non-conformité à la norme, une expérimentation sociale à l'origine d'une expérimentation spatiale, une initiative populaire (*bottom up*) fondée sur la mobilisation des utilisateurs directs de l'espace et enfin une capacité d'hybridation et d'adaptabilité qui assure la préservation de l'espace.

Nous nous intéressons à la capacité d'hybridation des espaces d'entre-deux qui nous paraît essentielle pour trouver des compromis réalisables et concrets dans la production d'un espace urbain plus inclusif. Il

n'est évidemment pas innovant de remarquer qu'une trop grande rigidité a plus de chance de se rompre violemment et de causer plus de dégâts à l'image de la fable du chêne et du roseau de La Fontaine. Peut-être serait-il alors judicieux d'essayer d'en appliquer les principes dans nos espaces urbains ; par souci de développement d'un ordre social plus engagé, et par souci pour nos propres développements émotionnels (Mostafavi 2017a, 268).

La question à se poser en tant qu'architecte est s'il faut chercher, investir et préserver des frontières physiques déjà existantes ou produire un potentiel entre-deux par hybridation de systèmes urbains ? Laisser place au développement de tels espaces dans la ville, des espaces d'appropriation et de libre expression de pratiques sociales serait un premier pas idéal. Comme l'a souligné Yvan Detraz durant notre entretien, nous pourrions très bien imaginer que certains espaces de la ville soient volontairement non définis et laissés libres à l'appropriation. Des règles établies par l'intermédiaire de collectifs ou d'associations autour de programmes seraient alors à mettre en place : celles-ci pourraient même être renouvelées afin de ne pas figer les espaces dans le temps.

Leur institutionnalisation se devra d'être négociée de manière judicieuse. En effet, il s'agit avant tout de laisser place au développement de pratiques de résistance. Afin de participer à une urbanisation moins discriminante, l'architecte doit-il prendre une position nette et définie dans la pratique de sa profession ? Est-il finalement contraint d'appréhender son engagement social comme un acte de résistance lorsqu'il exerce ? Et alors comment cette résistance se met-elle réellement en place ? C'est sur ces sujets que nous avons développé une réflexion avec huit interviewés. Nous introduisons ces derniers dans la partie suivante.

Des architectures plus sociales

Les zones d'actions pour de nouvelles approches architecturales établies, l'enjeu est à présent de savoir comment venir s'y implanter. Comme nous l'avons mentionné à de nombreuses reprises au cours de cet énoncé, un protocole de construction n'est pas la solution. Il s'agira plutôt de prendre position quant aux réflexions que nous avons décrites dans les parties précédentes au travers, dans un premier temps, d'une remise en question de l'enseignement en architecture. Celle-ci est en effet à la base du dévelop-

pement de l'architecte et guide son parcours jusque dans le monde professionnel. Dans un second temps, une projection de possibles actions dans la pratique sera explorée. Afin d'enrichir nos propos et leur donner plus de perspective, nous avons sollicité l'aide de professionnels au moyen d'interviews. Des interviewés que nous allons d'ores et déjà présenter :

- **Yvan Detraz**, architecte fondateur du collectif *Bruit du Frigo* en France
- **Paul Dosh**, professeur en science politique et directeur des études latino-américaines au Macalester College et fondateur de Building Dignity (organisation qui promeut le leadership de quartier et l'éducation communautaire à Villa El Salvador, au Pérou)
- **Renaud Dupuis**, architecte et architecte bénévole au sein de IAS – *Ingénieurs et Architectes Solidaires*
- **Samia Henni**, historienne et théoricienne de l'architecture et assistante professeure à l'Université de Cornell
- **Akuto Akpedze Konou**, architecte de son propre bureau à Lomé et acuellement doctorante à l'EPFL
- **Léopold Lambert**, architecte, écrivain et éditeur du e-magazine *The Funambulist*
- **Nicole Moyo**, architecte urbaniste dans le bureau DIALOG à Toronto
- **Consuelo Polanco**, architecte de l'organisation TECHO à Santiago.

« L'étude scientifique qui traite de la façon dont les bâtiments affectent nos sentiments et notre comportement est un sous-ensemble de la psychologie environnementale, mieux décrite comme la psychologie architecturale. Il existe de nombreuses informations à ce sujet, mais elles sont étonnamment absentes du programme d'école d'architecture moyenne et aucune tentative n'a été faite pour les synthétiser de manière à ce que nous puissions tous les comprendre » ([notre traduction] Keedwell 2017, 8)

« Ce n'est pas une question de soit ça ou soit ça, il ne faut pas choisir entre « on fait ça ou ça ». Je pense qu'il s'agit vraiment d'insérer, de créer tous ces dialogues et écrire une histoire de l'architecture, une théorie de l'architecture, ou un enseignement beaucoup plus proche de l'histoire réelle de tous ces peuples, de toutes ces architectures » (Annexe 4)

« Je pense qu'il y a un vrai problème dans l'enseignement de l'architecture – je parle aussi des urbanistes et de tous les concepteurs d'espace. Je pense qu'il faut apprendre à être un peu plus humble » (Annexe 1)

« Vous savez, tout cela est un problème d'éducation. Encore une fois, il y a un lien direct réel entre l'environnement, nos sociétés et l'éducation. [...] il y a beaucoup de désapprentissage à faire dans le système éducatif parce que c'est comme ça que nous avons été formés, n'est-ce pas ? Nous allons à l'école et on nous dit que c'est "comme ça" qu'il faut faire et on ne remet pas vraiment cela en question, jusqu'au moment où l'on vieillit et que l'on remarque qu'on se reconnaît de moins en moins dans cet apprentissage. » (Annexe 7)

L'importance de l'éducation

Lors de nos interviews, une idée est revenue à plusieurs reprises : celle de *unlearn* ou désapprendre. Elle appelle à se détacher de l'enseignement qui nous a été inculqué, de le déconstruire pour le reconstruire de manière plus consciencieuse. Il faut prendre le temps de comprendre pour qui on construit et comment on peut le faire d'une manière responsable à la fois pour eux, pour l'environnement et aussi pour nous-même. Samia Henni nous encourage à porter un regard nouveau, plein de recul (Annexe 4) sur nos acquis. Nous soutenons cette pensée et, lors de l'écriture de notre énoncé, nous avons dû remettre en question nos connaissances, notre manière de les exprimer et la manière d'en acquérir de nouvelles. Après cinq années d'études et une année de stage, il est en effet dommage de réaliser qu'il nous manque encore un pilier fondamental à la pratique de l'architecture : le « pilier social ». De là nous est venue la réflexion suivante : pourquoi ne pas intégrer cette perspective sociale dans le cursus universitaire ? Il nous semble qu'elle n'a toujours pas trouvé sa place au sein de notre cursus que ce soit ailleurs ou ici, à l'EPFL. Voilà pourquoi, nous souhaitons dans cette partie, considérer les cours qui sont enseignés dans notre école et en questionner les enjeux.

Nous comprenons la complexité du métier d'architecte et de la multitude de compétences qu'il est nécessaire d'acquérir afin de former l'étudiant au mieux. Nous ne remettons pas en question ici les cours qui sont enseignés, mais le manque d'enseignement sur les enjeux sociaux et psychologiques de l'architecture. Nous savons également que le cursus évolue au cours des années et qu'il a déjà été modifié à de nombreuses reprises depuis que nous l'avons commencé il y a 6 ans. Ainsi, nous utilisons le résumé mis à disposition sur le site de l'EPFL pour nous guider dans nos réflexions et nous éclairer sur le contenu des cours. En tenant compte du fait que ce résumé ne révèle pas l'entier de la complexité du contenu du cours, nous souhaitons souligner le fait qu'il désigne, dans tous les cas, l'objectif du cours et de l'enseignement qu'il souhaite apporter, chose la plus essentielle dans notre réflexion. En

Année propédeutique
 Enjeux Mondiaux (SHS)
 Géométrie pour architectes
 Physique du bâtiment
 Technologie du bâti
 Mathématiques
 Modélisation numérique
 Tomographie architecturale
 Fondement de l'art
 Figuration graphique
 Histoire de l'architecture
 Histoire et théorie de l'environnement
 Théorie et critique du projet

Cycle Bachelor BA 3-4
 Analyse territoriale et urbaine
 Droit de l'architecte, introduction :
 contrat et concours
 Histoire de l'architecture
 Technologie du bâti
 Figuration et représentation de
 l'architecture
 Introduction aux outils CAO en
 architecture
 Stéréotomie
 Théorie et critique du projet
 Semaine ENAC
 SHS

Cycle Bachelor BA 5-6 :
 Architecture et sociétés : recherche
 et méthodes
 Art et architecture
 Concevoir dans le construit : outils
 et méthodes
 Figuration expressive
 Gestion du projet d'architecture
 Histoire de l'environnement
 Technologie du bâti
 Théorie de l'urbanisme
 Théorie et culture architecturales
 Théorie et critique du projet

commençant par l'année propédeutique, le seul cours qui mentionne un impact social est le cours *Enjeux mondiaux* des SHS – Sciences Humaines et Sociales. Cependant, il n'implique pas directement l'architecture, car il s'agit d'un cours destiné à toutes les sections afin d'appréhender des sujets interdisciplinaires. C'est là que se situe le premier enjeu de notre réflexion. En effet, le rôle sociologique de l'architecture devrait être intrinsèque à la pratique de celle-ci au même niveau que l'environnement, que la technique, que l'histoire, que l'art et que le projet. Nous remarquons d'ailleurs la présence de nouveau cours – en comparaison avec notre années propédeutique – prenant en compte le contexte, tel que *Histoire et théorie de l'environnement* ou *Technologie du bâti*. Ces cours, nous l'imaginons, sont une réponse directe à la grande problématique actuelle sur le développement durable, l'écologie et l'impact de l'urbain sur notre planète. Cette approche qui aujourd'hui semble évidente ne l'était pas au début de nos études. Nous pensons que, au même titre que l'environnement qui a pris sa place dans les fondements de l'enseignement architectural, une pratique sociale se doit d'y entrer et d'obtenir la sienne. Pour conclure sur cette première année qui lance l'étudiant dans la perspective de ce qu'est un architecte nous n'observons aucune introduction à une pratique architecturale actuelle sociale.

Dans le cycle de Bachelor, le seul cours qui dans son résumé se décrit comme une introduction à l'étude sociale et culturelle dans les questions architecturales n'apparaît qu'au dernier semestre de la dernière année du cycle bachelor : *Architecture et sociétés : recherche et méthodes*. Le cours *Théorie et culture architecturale* s'intéresse à la multidisciplinarité de l'architecture, dont son importance dans le social, l'art ou encore la politique mais centre le sujet sur une étude de théories imprégnés de différentes thématiques plus que sur une possible pratique sociale de l'architecture. L'introduction d'une architecture sociale en fin de bachelor ne semble pas suffisante pour former les étudiants à une pratique sociale afin de construire pour les gens et réfléchir aux conséquences du bâti.

Lors du Master, la liberté qui est donnée permet de choisir les cours pertinents selon ses désirs de carrières et nous n'en discuterons donc pas. Mais, nous soulignons qu'il existe une grande diversité de cours permettant à chacun d'approfondir ce qui lui semble essentiel au développement de sa pratique architecturale.

Nous ajouterons à cette réflexion, les problématiques soutenues par les personnes avec qui nous avons eu la possibilité de discuter ; notamment celle d'un manque récurrent de mise en perspective dans l'histoire et les théories de l'architecture. Nous pourrions citer une non mention de l'effet de l'architecture sur le vivant comme celle de l'aspect colonial de certaines, etc. Une approche historiquement fidèle et non biaisée de l'architecture dans son histoire et ses théories apportera au contraire de la profondeur et plus de nuance dans l'apprentissage. La dimension politique telle que la notion de genre, de matérialité, d'éthique, d'économie pourrait tenir sa place dans l'enseignement. Nous prendrons le parti de ne pas discuter de cette thématique avec le cursus de l'EPFL n'ayant pas pu assister aux contenus complets de tous ces cours et ne pouvant donc pas juger de la mise en perspective de son contenu avec la dimension politique et sociale.

Nous souhaitons simplement souligner par ces paragraphes un enseignement dépourvu d'engagement social clair et de mise en perspective de l'architecture et les architectes avec son environnement socio-politico-géographique. Il est étonnant de réaliser aujourd'hui, en dernière année, au cours de notre énoncé théorique, qu'autant d'alternatives viables de l'architecture, des problématiques de certaines, et du rôle de l'architecte dans la production discriminante d'espaces n'ont pas été étudiées. Nous pourrions très bien imaginer ajouter des cours traitant par exemple de l'impact géopolitique de l'architecture, de l'impact social de l'architecture ou encore des architectures auto-construites et des initiatives urbaines populaires. Par l'intermédiaire de cet énoncé, nous souhaitons mettre en lumière cette faille afin de pouvoir générer une considération de cette thématique sociale fondamentale dans l'enseignement architectural.

Engagement

Qu'est-ce que cette éducation apporterait une fois qu'elle rentre dans le système de la vie active ? Pour éclairer notre réflexion sur ce sujet, l'expérience de nos interviewés s'est révélée des plus précieuses pour mieux comprendre les enjeux auxquels nous allons devoir faire face dans la vie active et comment les appréhender pour rester fermes dans la résistance. Nous avons ainsi pu développer quelques points importants dans notre présente remise en question du rôle de l'architecte, tant au niveau de son engagement personnel, que des outils qu'il utilise et de la façon dont il peut les utiliser dans la pratique.

Engagement politique _ Tout d'abord, nous nous sommes entendus sur le fait que l'architecture n'a pas nécessairement besoin « d'architecte » pour se développer. En effet, nous considérons les constructions populaires, souvent informelles, à l'image des bidonvilles, comme architecture. Ces constructions n'impliquent pas forcément un architecte, il s'agit plutôt de populations qui reconquièrent ce que l'urbanisme moderne leur a confisqué: leur savoir-faire et leur droit d'agir et de façonner leur propre cadre de vie (Annexe 1). Aujourd'hui, les lacunes de sa pratique amènent l'architecte à se questionner sur son rôle social. Il n'est peut-être dans le fond qu'un spécialiste de l'architecture, et non pas son « créateur suprême ». L'objectif de nos propos n'est pas de redonner ces rôles d'architectes aux populations car la société actuelle construite par le fonctionnalisme et la spécialisation ne le permet plus. Mais peut-être de faire en sorte que l'architecte reconnaisse l'impact que peut avoir son travail sur les populations et s'attache aux besoins réels qu'elles expriment pour ne pas créer plus de frontières dans la ville et participer à plus de discrimination urbaine.

En effet, « toute intervention matérielle sur le territoire est politisée et impacte la société », nous dit Samia Henni. L'architecte se doit donc de prendre position dans le genre d'impact qu'il veut avoir sur la société (Annexe 4) et prendre position dans sa manière d'utiliser la violence intrinsèque de l'architecture.

Malgré ses ambitions initiales au service de l'humain, l'architecture ne joue aujourd'hui qu'un rôle de soutien pour les pouvoirs en place dont les intérêts concernent de manière rationnelle bien plus l'intérêt général, au dépend de ses populations les plus démunies (Mostafavi 2017a). Notre prise de position en tant qu'architecte relèverait donc d'un activisme politique qui tenterait de parer à cette influence discriminatoire. Un engagement difficile à maintenir comme le précise la plupart de nos interviewés, puisque contre un système en place ; mais un engagement que Samia Henni, Léopold Lambert, Nicole Nomsa Moyo, Akuto Akpedze Konou, Yvan Detraz et Consuelo Polanco nous encouragent pourtant tous à prendre.

L'habitant comme acteur principal, l'humilité comme premier pas _ L'habitant doit redevenir la priorité des architectes : pour cela, l'humilité de l'architecte est le premier pas nécessaire. Giancarlo Mazzanti avoue souhaiter la « disparition des architectes égocentriques, produits directs de nos universités et de notre structure éducative qui détermine ce qui doit être » ([notre traduction] « An Interview with Bogotá-Based Giancarlo Mazzanti » s. d.)

« Ce sont des groupes sociaux qui font la ville en la transformant. Il ne faut pas se tromper de sujet, comme si souvent quand on réifie l'objet ville et que, sans même le vouloir, on oublie les habitants, on les écarte du corps et de l'âme de la ville vivante » (Agier 2015, 51). Les communautés se doivent d'être toujours mises au premier plan ; elles sont le point de départ du développement de tout projet, de toute architecture (Annexe 8). Alors redonnons aux habitants leur crédit et inversons la mentalité *top down* de la pratique. Pour cela nous devons travailler par le *bottom up*.

En passant trop rapidement de la feuille blanche à la construction, l'architecte oublie parfois qu'il y a des êtres humains (Annexe 4). La voix des personnes concernées par la construction doit être prise en compte afin que si elles le désirent, elles puissent participer à la transformation sur leur environnement. Dépossédés de l'idée qu'elles puissent avoir des avis éclairés, Yvan Detraz remarque que les populations

ont souvent du mal à savoir, ou à se sentir capables, de savoir comment gérer leur propre environnement. Des idées, elles en ont, mais elles font l'erreur de croire qu'elles ne sont pas pertinentes, qu'elles ne sont pas capables de prendre en main leur vie collective d'habitants, de citoyens. Pourtant, « tout projet est un projet social » dit encore Mazzanti ([notre traduction] « An Interview with Bogotá-Based Giancarlo Mazzanti » s. d.), et notre travail en tant qu'architecte transcende un contexte physique et trouve son essence dans le social.

Importance du contexte - Répondre à un besoin, à une frontière

Tous les interviewés enfin s'accordent à insister sur l'importance du contexte, de la spécificité du site d'action. Chaque ville a son potentiel, son caractère, sa culture, ses « odeurs » (Annexe 4). Samia Henni nous encourage d'ailleurs à « tomber amoureux de ces choses, situées au plus proche de l'être humain » (Annexe 4), plutôt qu'au possible objet architectural. Il s'agit donc d'utiliser des langages et des formes de représentation propres à l'endroit étudié. Un travail de compréhension du terrain est alors essentiel, car c'est le terrain et ses habitants qui doivent influencer le projet architectural. Sans son contexte, le projet n'a aucune fondation sociale et il ne pourra que très difficilement être 'utile' à la population. L'architecte doit pouvoir se renouveler, explorer d'autres possibilités, d'autres instruments pour lire, étudier et questionner l'environnement bâti. La particularité de chaque lieu doit ainsi être l'inspiration de l'approche constructive et conceptuelle du projet.

L'espace est un mécanisme de contrôle politique et social (Foucault 2008). Il est donc important d'étudier et de comprendre les mécanismes restrictifs déjà mis en place sur un site pour pouvoir y résister. Il ne faut pas essayer d'appliquer les mêmes solutions partout, aussi louables soient-elles. Il est important maintenant de ne pas agir juste pour agir, de résister juste pour résister, mais de faire ce qui est nécessaire, parce que les habitants en ont besoin (Annexe 1,4). Les architectes sont en effet bien trop souvent plus préoccupés par « une maximisation des gains et du rendement que par les besoins de la communauté », ajoute Nicole Moyo

(Annexe 7). L'étude du contexte, de la spécificité des lieux, permet la compréhension des problématiques existantes présentes sur place et de déceler les besoins réels de ses habitants.

On ne peut pas développer de projet sans s'intégrer au système, sinon on « coule », note Yvan Detraz. Il faut se « mettre dans la gueule du loup » et essayer d'agir depuis cette position (Annexe 1). Samia Henni nous invite à user du pouvoir que les architectes possèdent pour changer le cahier des charges, influencer le mandat et répondre à de réels besoins identifiés (Annexe 4). Alors, il s'agit de renverser le principe de la commande publique à partir de propositions qui émanent du terrain. Yvan Detraz appelle également à systématiser les appels à projets pour mieux rediriger les interventions territoriales.

Notion d'empowerment _ L'architecture, si utilisée comme un outil social, peut alors devenir une architecture d'*empowerment*. En effet, permettre à la population de participer au développement de son environnement et d'en prendre le contrôle est une forme d'*empowerment*. Nicole Moyo soutient cette idée et ajoute que tout est question d'accessibilité. Lors du développement d'un projet, il faut réfléchir avec les personnes concernées – comme mentionné plus haut – mais également à comment les habitants, usagers, pourront s'approprier ces lieux par la suite. En effet, un manque d'accessibilité est créateur de discrimination. Le but doit quelque part être de permettre aux communautés d'être plus indépendantes, générer de la fierté ainsi qu'un sens d'appartenance catalyseur de changement social (« An Interview with Bogotá-Based Giancarlo Mazzanti » s. d.).

Il ne tient donc qu'à nous de rendre possible une meilleure liberté de mouvement du peuple grâce à une architecture d'*empowerment* et un « retrait du règne et de la gloire » (Didi-Huberman 2009, 133). « Il s'agit de dire oui dans la nuit traversée de lueurs, et ne pas se contenter de décrire le non de la lumière qui nous aveugle » (Didi-Huberman 2009, 133).

Outils Une fois cet engagement établi et les dispositions de l'architecte prises par rapport à un contexte particulier, il s'agit d'utiliser les bons outils, les bonnes démarches d'application. Si l'enseignement académique traditionnel de l'architecture est critiquable pour son manque d'investissement social, il est facile d'imaginer que les outils qu'il a légué ne sont pas non plus adaptés à la situation actuelle. Voici quelques outils qui nous ont paru essentiels au cours de nos interviews pour entamer des pratiques architecturales d'*empowerment*.

Communication _ Au cœur du développement de stratégies urbaines *bottom up* se trouve la communication. En tant qu'acteur principal de son environnement, il est en effet essentiel que l'habitant puisse communiquer ses besoins et/ ou idées de manière claire à l'architecte. Ce dernier doit aussi encourager au mieux cette communication. Pour cela, l'architecte doit être prêt à apprendre des populations et à les laisser déconstruire son savoir (Annexe 4). Il ne s'agit pas de rejeter totalement notre apprentissage, mais d'être assez attentif et ouvert d'esprit pour développer une compréhension du terrain qui soit appropriée et qui permette d'effectuer un travail d'adaptation de notre savoir aux personnes concernées.

L'importance de la conversation est donc non négligeable (Annexe 7). Elle permet de récupérer les idées des habitants et aussi d'avoir leur retour. Ce n'est pas difficile à mettre en place assure Nicole Moyo, nous n'en avons simplement pas encore l'habitude. Que ce soit au travers des réseaux sociaux ou en présentiel, les possibilités sont multiples. Dans le bureau Dialog dans lequel Nicole travaille au Canada, ils ont par exemple l'habitude de systématiquement utiliser la *Community Wellbeing Framework*. C'est un guide qu'ils ont développé en collaboration avec *The Conference Board of Canada* en vue de faciliter les échanges entre propriétaires et utilisateurs et de s'assurer que le projet contribue au bien-être de la communauté sur le long terme (« *Community Wellbeing Framework | DIALOG* » s. d.). La mise en place d'ateliers participatifs avec les communautés peut aussi être imaginée, mais il est

important que la participation procure toujours du plaisir à ceux qui participent, comme le précise Yvan Detraz. Le meilleur moyen maintenant de réaliser ces échanges est en travaillant avec les sociétés civiles ou les associations (Annexe 5). Elles constituent en effet un bon moyen de s'approcher des populations parce qu'une relation de confiance existe déjà. Cette relation est d'ailleurs primordiale au développement du projet, car elle assure l'investissement de la communauté (Annexe 8). Sinon il pourrait être envisagé de directement implanter ce genre de structure – qui renforce le lien social entre les professionnels et les communautés – au sein des bureaux d'architectes, comme l'appliquent déjà avec succès de nombreux collectifs.

Cependant, une implication sincère est nécessaire et les acteurs de la construction ne doivent pas simplement demander l'avis aux populations sur la base d'un projet qui est déjà fini, voire déjà décidé. Il semble important pour Yvan Detraz de préciser, qu'il n'y a ici aucun camp ni aucune voix à faire gagner, il s'agit simplement de construire ensemble.

Accompagnement _ Un des outils mis en avant par Yvan Detraz lors de notre discussion est l'accompagnement des populations. Si l'on cherche à les *empower*, il ne suffit pas seulement de les comprendre et de les écouter mais également de leur offrir un accompagnement.

L'architecte n'est en effet pas celui qui décide « à la place de », mais il est celui qui décide « avec » ; son rôle est celui d'accompagner la société, les citoyens à mieux habiter (Annexe 1). Cette philosophie semble

être propre aux collectifs d'architecture qui prennent l'initiative d'aider les habitants à « co-construire » des projets (« Place à une architecture alternative » 2012). Ainsi, Detraz propose de peut-être mettre moins d'argent dans les budgets des travaux et plus dans l'accompagnement de ces travaux, dans l'ingénierie culturelle et sociale pour reprendre ces propres mots. Alors une autogestion des espaces urbains par les habitants serait ainsi favorisée. Une telle démarche permettrait également de protéger un sentiment collectif derrière certains groupes de population qui en auraient besoin (Annexe 2).

Importance du réseau _ Les outils déjà énoncés sont beaucoup plus facile à mettre en place à la petite échelle. D'ailleurs, l'échelle de réalisation de la plupart de ce genre de projets urbains viennent appuyer nos propos. Si l'habitant devient l'acteur principal de la construction de son environnement, il doit ramener les projets à son échelle à défaut de pouvoir ramener son échelle dans les projets sans risquer de la généraliser. C'est d'ailleurs là tout le principe de ces pratiques de résistance et de l'action des lucioles : Samia Henni explique qu'il faut plus que jamais travailler dans « le micro » pour parer aux problèmes qu'un contrôle « macro » a créé (Annexe 4).

Mais même à la petite échelle, la résistance peut avoir un impact énorme. Au lieu de privilégier l'expansion d'un projet, mieux vaut anticiper sa mise en réseau avec d'autres projets similaires (Annexe 7). Il reste ainsi « inoffensif » par rapport aux pouvoirs en place mais gagne en pouvoir, en impact dans l'espace urbain. Il faut donc créer des échantillons, des expériences en « retrait » dans l'espace urbain, sans repli sur eux-mêmes ; autrement dit par Nicole Moyo, penser macro quand on travaille au micro. C'est cela finalement ce qui constitue l'infinie ressource des lucioles (Didi-Huberman 2009).

Ce genre de réseau complexe de groupes sociaux interdépendants est finalement également beaucoup plus proche de la manière dont nous interagissons en tant qu'humains. Il correspond d'ailleurs, comme nous l'avons vu (III.1), à la manière dont les espaces de l'entre-deux se développent naturellement. En effet, « les réseaux dans lesquels nous vivons et qui façonnent notre société ne représentent pas des structures rigides, mais pourraient être décrits comme des ancrages réactifs » et il est maintenant grand temps que la construction de nos villes soit à l'image de ceux qui l'habitent (Korch & Kornberger 2015).

Réseau multidisciplinaire _ Un dernier point que nous avons extrait de nos interviews est l'importance du réseau dans la pratique architecturale également. L'humilité de l'architecte face à la complexité des in-

nombrables problèmes sociaux que la ville connaît aujourd'hui devrait le pousser à rechercher des appuis interdisciplinaires. C'est une démarche que les architectes ont souvent déjà l'habitude d'effectuer mais que nous voudrions encourager ici encore plus.

La possibilité d'une réelle collaboration interdisciplinaire, au lieu de consultations professionnelles occasionnelles, pourrait en effet être un outil des plus utiles pour une pratique plus adaptée de l'architecture. Plusieurs associations comme IAS (Ingénieurs & Architectes Solidaires), mais aussi les collectifs d'architecture, travaillent déjà sur ce principe. Cela permet « davantage de circulation, de transmission, de dialogues, [...] de transgression entre carcans catégoriels et disciplinaires » susceptibles de faire surgir l'improbable solution spatiale (Le Gall et Rougé 2014, 20).

Cette mise en réseau gagne à également s'engager avec les pouvoirs en place. Consuelo Polanco nous explique que leur bureau TECHO par exemple, entretient une communication très fluide avec le gouvernement qui les subventionne. Ils essayent en effet d'être toujours très actifs dans les discussions qui traitent de la politique du logement. C'est-à-dire que dès qu'un nouveau décret sort, ils essayent de le lire, de l'analyser et d'une manière ou d'une autre d'apporter un retour sur la question en envoyant leur avis au ministère. Bien entendu, suggestions de modifications et d'améliorations sont attachées à ce retour afin d'influencer positivement la politique de leur pays.

Enfin, la "résistance" n'est pas quelque chose qui s'entreprenne seul ; il y a beaucoup de personnes qui souhaitent se mobiliser pour les mêmes raisons alors il serait judicieux de tirer parti de notre temps, de l'ère digitale pour non seulement inciter de nouvelles collaborations, mais également pour montrer les possibles, partager les efforts et encourager le développement d'autres projets similaires (Annexe 7).

Pratique **Construction explorative du projet** _ Ces outils ne sont maintenant utiles que s'ils sont utilisés correctement. Pour cela, Samia Henni, Nicole Moyo et Yvan Detraz s'accordent à souligner l'import-

tance d'une construction explorative du projet architectural. Il s'agit de ne pas avoir de plan préconçu. De cette manière, l'architecte peut être capable de déconstruire son savoir et tenter de développer des espaces qui se focalisent plus sur les relations entre personnes. Ainsi, seront possibles des situations matérielles qui libèrent des conditions discriminatives de l'espace actuel, motivées par l'utilitarisme et l'efficacité (« An Interview with Bogotá-Based Giancarlo Mazzanti » s. d.). Cette résolution explorative découle naturellement du choix des outils que nous avons déjà discuté plus haut, mais nous pensons qu'il est important de la maintenir au travers de toutes les phases de développement du projet architectural. Il ne faut pas hésiter à continuer l'exploration afin de toujours rechercher les méthodes les plus adaptées à un projet ou un contexte donné. Par exemple, des outils qui peuvent être nouveaux pour nous, ne le sont pas forcément pour des habitants. Eux, au contraire, "se moquent" de certains langages architecturaux ou de certaines couches de compréhension d'un projet qui pourraient pourtant nous paraître essentielles à partager avec eux (Annexe 4). Les habitants utilisent et comprennent leurs espaces à leur manière et il s'agit de ne pas venir casser ce rapport qu'ils entretiennent avec leur environnement mais de chercher à développer ce langage au travers d'un projet qui leur correspondent et donc aussi au travers de la méthodologie de travail. C'est ça la véritable démocratisation de l'architecture et de l'urbanisme (Annexe 4). Il faut chercher à appréhender les dimensions qui font sens à l'échelle de l'habitant, comme le mouvement et les atmosphères par exemple – en effet, une atmosphère peut faire disparaître les frontières non seulement entre personnes, mais aussi entre le corps et l'environnement matériel (Schindler 2015).

Il ne faut surtout pas se limiter aux normes qui régissent notre pratique et ne pas craindre d'expérimenter, conseille Yvan Detraz. Au contraire, assumons simplement que notre éducation théorique de l'architecture est biaisée et posons nous continuellement les bonnes questions à savoir: qu'est-ce que nous pouvons encore apprendre de cette population, de cette communauté ? Samia Henni appelle ainsi à de la curiosité

de la part des architectes, de l'ouverture d'esprit, beaucoup de respect, l'envie d'apprendre et de comprendre (Annexe 4).

S'il est risqué de commencer un projet sans en connaître encore le produit final, Nicole Moyo nous assure que c'est un risque qui vaut la peine d'être pris. Ce n'est que de cette manière que nous pourrons faire la différence (Annexe 7), que nous pourrons développer de réelles alternatives constructives. Dans un contexte de discrimination urbaine, Michel Agier avance que nous gagnerions à « penser la ville à partir des espaces précaires » (2015, 207). Une occupation sauvage du délaissé par exemple, à l'image des entre-deux, a en effet ce potentiel de page blanche et de statut incertain qui rendent l'exploration plus facile, sans pour autant figer un futur.

Enfin, il est aussi important d'accepter que l'architecture n'est pas toujours une solution et que dans ce cas, l'architecte ne doit pas avoir peur d'user de son pouvoir de changer le cahier des charges (Annexe 4,7). Une non-architecture ou une absence d'architecture peut en effet parfois être architecturalement beaucoup plus intelligente et utile que la construction. Elles jouent d'ailleurs un très grand rôle à ne pas négliger dans les communautés nous dit Nicole Moyo (Annexe 7).

Notion de temps _ Il est évident qu'un tel développement de projet architectural demande beaucoup plus de temps qu'un développement dit traditionnel. C'est la clé mais aussi le prix à payer pour l'enrichissement que l'on en retire ; il faut donc croire à cet enrichissement pour s'engager de cette manière. Une fois de plus, nous parlons ici de pratiques de résistance face à un modèle en place ; il est normal que cela appelle à des sacrifices (Annexe 4,7). Et pourtant de plus en plus d'architectes, pas seulement en Europe, sont prêts à aujourd'hui s'engager pour repenser l'architecture, nous assure Samia Henni. Nous pouvons donc espérer élaborer ensemble des systèmes qui permettraient de minimiser ces sacrifices.

Conclusion

« Les stratégies bottom-up sont une réponse à l'actuelle pénurie urbaine », affirme le professeur Hubert Klumpner sur le site de l'ETHZ en 2011. Elles se développent souvent par une adaptation informelle d'une structure formelle, par une adaptation alternative d'une structure en place. C'est cette notion hybride, que l'on retrouve dans les espaces de l'entre-deux, qui constitue leur force d'existence et qui permet de développer de nouvelles solutions spatiales. Il n'est en effet pas possible aujourd'hui d'échapper totalement aux mécanismes restrictifs que nous avons décrit en première partie. Pour reprendre les termes d'Yvan Detraz, il vaut donc peut-être mieux « se jeter dans la gueule du loup et essayer de voir ce que l'on peut y faire », ce que l'on peut changer de l'intérieur. Ce n'est, de plus, qu'ancré ou « infiltré » dans le système, que l'on peut vraiment espérer influencer la politique de celui-ci.

Cette notion d'hybridation nous semble donc plus que jamais cruciale dans la pratique de notre métier d'architecte. Elle ne signifie pas un abandon de la tradition, mais plutôt sa libération d'une définition finie ([notre traduction] Beynon 2009, 55). La nouveauté qu'elle crée ne se forme pas à partir du néant, elle est en partie elle-même et en partie autre, intégrée plutôt que fragmentée ou assimilée, précise encore David Beynon (2009, 55). Il n'est pas question ici de « chasser » la voie « officielle » de l'architecture, mais de comprendre le rôle que tiennent vraiment les architectes dans la société.

Puisque qu'il travaille à la fois pour les populations et sert les pouvoirs en place, l'architecte est amené par sa nature même à prendre le rôle de médiateur. L'art de la négociation et du consensus sont donc fondamentaux à la pratique de l'architecte (Annexe 1). Ces caractéristiques s'accompagnent également d'une collaboration judicieuse nécessaire avec le marché économique de notre société. « Les idéologistes meurent pauvres », a-t-on un jour dit à Akuto Akpedze Konou (Annexe 5), d'où l'importance de la notion d'hybridation à appliquer dans un système économique. Pour pouvoir dé-

velopper un projet, il faut en effet pouvoir financer ce dernier et pour cela, il faut ensuite vendre le projet. Après avoir clairement identifié tous les acteurs de celui-ci, il s'agit donc de les convaincre de l'importance du projet, de son impact sur la société ainsi que d'un possible retour ou bénéfice social qu'il apporte au long terme. Alors, il ne faut pas hésiter à impliquer davantage les propriétaires, les habitants, mais aussi les élus qui pourraient être concernés. Ces derniers sont en effet souvent oubliés dans notre quête d'architecture sociale ; ils ne sont pourtant pas à négliger. La clé est d'établir un pont entre les initiatives populaires et les structures publiques démocratiques – en d'autres termes de relier le *bottom up* et le *top down*, précise Mohsen Mostafavi (2017, 83). L'architecte devrait en effet toujours supposer que le but de son travail est de construire une société « juste », estime Consuelo Polanco (Annexe 8). Alors, la condition de médiateur de l'architecte lui permet d'aspirer à avoir un réel impact. Finalement, il peut « donn[er] vie » au manifeste *Le droit à la ville* du philosophe français Henri Lefebvre (1968) qui plaide en faveur d'une inclusion sociétale plus générale (Mostafavi 2017, 166). C'est cette condition de médiateur de l'architecte qui amorce de potentiels architectures d'*empowerment*.

L'évolution et la rédaction de notre énoncé au fil du semestre a donné lieu à une remise en question de nos connaissances, de la manière de les exprimer mais également de la manière d'en acquérir de nouvelles. Une compréhension théorique des acteurs derrière une production eurocentrée discriminante de l'espace ainsi que l'étude de certaines de ces matérialisations dans la ville nous a également permis d'appréhender au mieux des alternatives viables qui viendront enrichir l'Architecture telle que nous la connaissons. Nous espérons à présent que sa lecture permettra de sensibiliser d'autres étudiants et architectes à s'engager pour l'*empowerment* des sociétés au travers de l'architecture et que de plus en plus d'acteurs viendront se joindre à nos efforts. Car en effet, « pour être vraiment efficaces et se poursuivre, ces efforts doivent s'enraciner solidement en renforçant ou développant un réseau toujours plus dense de manière à ce que leurs effets s'inscrivent

dans le long terme et se fassent sentir à plus grande échelle. Sinon, ce « mouvement » se réduit à une série de piqûres oubliables plutôt que d'acquérir l'effet cumulatif profond de l'acupuncture ciblée » ([notre traduction] Mostafavi 2017, 83).

Sara Steiner

Vous travaillez au plus proche de la population dans vos projets. Pensez-vous que ce genre de méthode est possible pour tout type d'architecture, que ce soit une architecture temporaire ou une architecture permanente ?

Yvan Detraz

Oui. Après ça dépend du programme, de sa complexité, mais je pense que l'implication des habitants, des usagers, peut se faire sur un peu tout type d'échelle, tout type de niveau. C'est plus facile de mobiliser des gens pour l'aménagement d'un jardin partagé dans une maison de quartier, que pour l'aménagement de tout un quartier. Ça implique des méthodes différentes mais je pense que oui, il n'y a aucun programme où l'habitant n'a rien à dire. Il me semble important de reconquérir le droit qui a été confisqué à l'humain de manière globale, au citoyen, de façonner son propre cadre de vie. Les humains n'ont pas attendu les architectes pour construire leurs habitats. Et d'ailleurs pendant très longtemps, les architectes ne se sont jamais « abaissés » à construire pour le peuple, ce n'est arrivé que tardivement. Les gens étaient dans l'auto-construction pendant très longtemps. C'est depuis la Renaissance, et surtout depuis le 19e et le 20e siècle qu'on a dépossédé l'Homme de son savoir-faire naturel d'agir et de façonner son cadre de vie. D'abord par son habitat mais aussi ce qui se passe autour de son habitat. Négocier avec les voisins sur l'aménagement des espaces d'entre-deux, qui deviendront les espaces publics, c'est reconquérir quelque chose que l'urbanisme moderne nous a confisqué.

SS

Dans les projets participatifs comment se déroule exactement le processus de la participation citoyenne ? Tout le monde a-t-il la même possibilité de participer au projet ? L'architecte est-il celui qui prend la dernière décision ?

YD

En fait, ça dépend de quelle règle du jeu on a au départ. Toutes les règles sont possibles. Si la règle du jeu c'est de dire qu'on va simplement demander leur avis aux gens sur la base d'un projet qui est déjà défini, voire déjà décidé, alors la règle du jeu est limitée. C'est de la consultation. On demande un avis consultatif aux gens, qui n'auront pas forcément d'impact dans le projet. En tout cas, si c'est un avis négatif de la part des concernés, ça ne changera rien, le projet sera quand même validé. Si c'est un avis positif, tout le monde se dira, enfin les architectes ou les élus se diront « on avait raison, on a été bons, les habitants sont contents ». Ça, c'est le degré zéro du participatif. Après, on peut aller beaucoup plus loin, on peut imaginer d'autres règles du jeu où on est beaucoup plus sur une forme d'accompagnement à l'auto-promotion, à l'auto-organisation ou à l'auto-construction. Ce sont des exemples qui sont l'extrême inverse du premier que j'ai donné, et qui sont très rares, il faut bien le reconnaître. Dans ces cas-là, ce n'est pas le dernier qui parle qui aura le dernier mot, c'est tout l'art de la négociation et du consensus. L'idée ce n'est pas d'oppo-

ser ou d'affronter les idées divergentes pour qu'un gagnant puisse émerger, mais c'est de faire un pas vers l'autre pour arriver à un consensus qui enrichit le projet plus que si un "camp" ou une voix avait gagné. La principale révolution, c'est le rôle de l'architecte, le rôle des professionnels, des spécialistes mais aussi l'élu qui est souvent l'origine de la commande des projets – à part sur les projets privés. Mais l'architecte est obligé de descendre un petit peu de son piédestal et il ne devient pas celui qui décide à la place de, mais il est celui qui accompagne une communauté à auto-décider, à auto-projeter, à auto-programmer et à auto-construire. Ça peut être du logement, ça peut être un espace public, ça peut être un quartier, ça peut être plein de choses.

Anna Clément

Comment la démarche fonctionne-t-elle dans les logements ou dans les biens privés ? Dans la plupart des projets participatifs, c'est des espaces publics, des installations éphémères ou de cet ordre-là. Mais dans les biens privés de logement, bâtiment, maison, comment ça se passe ?

YD

Alors c'est une très bonne question. Nous, on travaille exclusivement sur l'espace public. Ca veut bien dire que c'est un domaine privilégié pour ce type d'intervention. Et pourquoi pas le logement, alors il y a plusieurs raisons. Par exemple, les gens qui ont fait du chemin dans leur tête pour dire « nous on veut décider de notre propre habitat », ils n'ont plus besoin des architectes. Donc ils ne nous appellent pas. Sauf pour se faire accompagner d'un point de vue technique, purement administratif ou légal, pour avoir les permis, etc. Mais généralement les gens savent faire. J'ai en tête des exemples de situations ou de personnes qui font de l'habitat coopératif en milieu rural. Ils rachètent un hameau pas cher pour y vivre ou construire leur espace de travail ; et bien généralement ils n'ont pas besoin des architectes. Ils ont besoin des architectes pour mettre en espace leurs propres idées. Mais c'est comme un client privé qui veut se faire construire sa maison par un architecte, c'est le client qui dicte à l'architecte ce qu'il veut, l'architecte il n'est pas là pour lui imposer quoi que ce soit. Je dirais que sur le logement, ou en tout cas dans le logement d'initiative privée, les gens se sont déjà organisés collectivement. Donc ils n'ont pas forcément besoin des architectes. Par contre, sur le logement social, c'est beaucoup plus compliqué pour que des gens s'organisent pour porter un tel projet. Ce sont alors des bailleurs sociaux, des organismes publics ou privés qui promeuvent la location qui s'en charge. Mais la plupart des bailleurs, il faut le reconnaître, ce sont quand même des entreprises qui sont là aussi pour générer des profits. Alors, pas comme une entreprise du type Coca Cola, mais ce n'est pas loin. Même s'ils ont une mission sociale, c'est quand même du business. Il y en a certains qui se lancent de plus en plus dans des opérations un peu plus exemplaires, un peu plus vertueuses d'habitat coopératif, soit en copropriété – c'est-à-dire où les gens deviennent copropriétaires de leur logement – soit en locatif, mais pour l'instant, ce sont des expériences... vous êtes en Suisse, c'est ça ?

SS

Oui, c'est ça.

YD

Alors en Suisse, vous avez des leçons à donner à la France... En France ce n'est pas du tout développé sauf un peu à l'est avec l'influence suisse ou l'influence allemande. Mais, par exemple, dans le reste de la France, dès qu'il y a une expérience comme ça, on en fait tout un "pataquès", parce que c'est tellement exceptionnel. Et pourtant il faudrait plus le développer pour que ça devienne un réflexe. Donc oui, c'est beaucoup plus compliqué de faire du participatif sur des questions d'habitat et sur des questions de l'espace privé.

SS

Tout ce travail de suivi avec les particuliers demande j'imagine beaucoup plus de travail aussi, de temps, pour justement avoir ces dialogues et ces négociations. Il s'agit aussi généralement plus de petits projets. Pensez-vous qu'il est envisageable d'avoir ce genre de projets participatifs à une plus grande échelle dans la ville ?

YD

Oui, bien sûr. Après c'est moins visible. Si vous regardez nos projets sur notre site internet, comme beaucoup de collectifs, on est effectivement sur des espaces de proximité de petite échelle qui sont de l'ordre de la place, de la rue, du quartier, mais rarement au-delà. Pourquoi ? Parce que nous on est là pour créer des espaces de sociabilité au quotidien, donc on reste sur une échelle appréhendable par le piéton, par la question du voisinage, par la question d'habiter un quartier sur lequel on a ses habitudes de parcours, d'achat, de divertissement... Sur une échelle plus grande, ça existe mais c'est moins visible. La plupart des collectivités des grandes villes organisent des ateliers citoyens, des forums, des conventions. Mais ces événements réunissent plutôt des gens déjà impliqués, plutôt des spécialistes, des gens militants qui vont s'impliquer dans ces instances-là sous forme de réunions, d'ateliers, de choses comme ça. Donc on peut dire qu'il y a des outils qui permettent à la population de s'impliquer sur des grandes échelles, notamment des grands enjeux métropolitains. Nous à Bordeaux, on a un exemple : la métropole. Elle existe depuis quinze ans – vingt ans et elle a mis en place un conseil de développement durable, le CDD. C'est un conseil citoyen sur pleins de thématiques comme le transport, l'habitat, le public, l'emploi, la culture etc. Il peut regrouper des professionnels, des non-professionnels, des habitants, c'est un peu ouvert à tout le monde. Il faut quand même faire la démarche pour pouvoir s'y inscrire et c'est également du temps de travail. Donc c'est quand même "embêtant", il faut vraiment être passionné. Alors effectivement, on va toujours trouver dans une grande ville ou dans une petite ville des gens passionnés par ces sujets, sensibilisés, qui sont souvent des militants associatifs et qui vont prendre du plaisir intellectuel à s'impliquer dans ces instances. Sauf que ça, ça concerne une micro minorité de gens. Sur une ville comme Bordeaux de 800'000-900'000 habitants, si c'est 50 personnes, c'est déjà pas mal. C'est complètement anecdotique, et ça n'a surtout quasiment aucun poids. Car ces personnes n'influencent que très peu. Ce conseil de développement durable permet de créer une connaissance. Il existe pleins de comptes rendus, des éditions, des livres – utiles majoritairement aux agents, aux chefs de projets, aux élus, mais on ne peut

pas dire que c'est vraiment de la participation, c'est un minimum. C'est pour ça que, à grande échelle, je pense qu'on a encore énormément de chemin à faire et énormément de choses à inventer en termes de méthodes, parce que – nous c'est ce qu'on défend comme idée – la participation c'est quelque chose qui doit avant tout procurer du plaisir à ceux qui participent. Si on doit se forcer, ça n'a strictement aucun intérêt. Moi-même, dans mon quartier, je ne vais jamais aux réunions de quartier. Parce que c'est trop "ennuyant", c'est dans des salles sordides et les sujets ne sont pas forcément intéressants. Si on veut amener des idées, on nous dit « oui, c'est bien, on en reparlera » et au final on n'en reparle jamais. Au final, c'est des situations qui créent souvent plus de frustration qu'autre chose et des deux côtés : celui des habitants, parce qu'ils ont l'impression de ne pas forcément être écoutés, et du côté de ceux qui organisent – les élus, techniciens, architectes – qui pensent que les gens n'ont jamais rien à dire, « on présente des projets, on a bossé dessus pendant trois mois, et on a des réactions qui ne sont pas à la hauteur ». Mais c'est tout à fait normal. Demander aux gens d'être intelligents sur un sujet qu'ils ne connaissent pas ou qu'ils ne comprennent pas puis d'être spontanés en claquant du bout des doigts au bout d'une heure de présentation, ce n'est pas possible. Tout ça, ça se prépare. Après, il y a plein de gens qui ne mettront jamais les pieds dans ce genre de réunions. Soit on est super intéressés, soit c'est un sujet qui nous concerne directement. C'est peut-être une situation qui va se dérouler chez nous et si on est rassuré on ne revient plus, et si on est inquiet, on va militer, voir le maire et "râler". Et après, il y a la plupart des gens qui ne se retrouvent pas dans ces formes-là. Soit ils ont l'impression de ne rien dire d'intéressant ou ne sont pas à l'aise avec la prise de parole, soit ils considèrent que ce sont des sujets beaucoup trop compliqués. Notre travail consiste à déconstruire tous ces à priori, et à créer des formes, installer des situations de participation qui permettent de dépasser tout ça. Notamment en occupant directement l'espace public, en créant des formes ludiques et festives. En essayant de faire travailler les gens sans qu'ils aient l'impression de vraiment travailler, par des biais détournés. Au final, le plus important, c'est avant tout l'expérience qu'on donne à vivre, plutôt que ce qu'on en retire en termes d'informations. C'est ce que nous on essaie de faire comprendre notamment à nos commanditaires, aux collectivités, nos maîtrises d'ouvrage, pour qui l'objectif d'une concertation c'est de récolter des informations précieuses pour les architectes et les urbanistes. Un bon architecte, un bon urbaniste, il sent les choses, il sait les voir. Dans l'absolu, il n'a pas forcément besoin de ça, même si c'est important parce qu'il peut passer à côté de choses essentielles et c'est important de le faire, mais ce n'est pas complètement indispensable. Par contre, ce qui est indispensable, c'est d'avoir fait exister un exercice de démocratie vivante. Les gens ont tout d'un coup recréé du collectif, recréé de la parole collective. Re-permettre l'occupation et l'appropriation collective dans l'espace public permet de réanimer des lieux, reconnecter des gens. On peut observer parfois des fragmentations sociales et ce genre d'interventions ça peut entre guillemets recréer des liens. Toutes ces actions-là ont pour moi avant tout cet enjeu de pouvoir retisser du lien. Elles peuvent redonner confiance aux gens dans la question démocratique, dans la question collective. On peut les outiller pour qu'ils puissent se dire "je suis en capacité de reprendre en main ma vie dans le quartier, pas ma vie personnelle, mais ma vie collective, ma vie d'habitant, ma vie de citoyen, dans mon territoire de vie. Je peux m'impliquer dans une association, je peux écrire un projet que je vais défendre

à la mairie. Je peux me réunir avec d'autres personnes et créer un collectif". Et tous ces projets-là, toutes nos actions, sous prétexte de faire de la consultation pour les projets urbains, visent aussi à ré-outiller les gens et à les rendre capables. Parce que souvent ils le sont, mais on les a tellement dépossédés de l'idée qu'ils pouvaient avoir des idées, des avis éclairés et une capacité à projeter des choses sur leur cadre de vie, qu'eux même se disent « J'ai rien à dire, j'y connais rien, c'est trop compliqué, j'ai pas d'idée ». C'est souvent un réflexe de la part des gens et c'est quelque chose qu'il faut déconstruire. Nous on a fait pleins de projets où l'on pourrait dire que c'est nous qui avons eu les idées, mais non c'est les gens qui les ont eues.

SS

Souvent, vous utilisez des espaces délaissés comme les friches par exemple. Est-il plus facile d'approcher ces espaces plutôt que ceux déjà construits, bien installés dans la ville ? Est-ce un choix ou s'agit-il plutôt des seuls espaces appropriables ?

YD

On a une attirance particulière, complètement subjective, par rapport à ces lieux. Dans notre pratique, on est toujours allé explorer un peu les interstices urbains, notamment en périphérie, là où on ne s'aventure jamais. Donc oui, il y a une attirance qui était dans nos formations, dans nos études. On s'est intéressés à des travaux d'artistes, même si forcément les professeurs nous poussaient à le faire... Les espaces délaissés c'est une page blanche, il est plus facile d'expérimenter des choses sans hypothéquer ou figer un futur. Même s'il en existe de moins en moins dans les villes ou les centres urbains, du fait de la déprise industrielle de beaucoup de villes, il y en a eu beaucoup. Si on descend de chez soi, on marche 50 mètres on peut avoir une friche ou un terrain vague. Il existait et existe encore, malgré un remplissage de ces vides par des projets de métropolisation. Car il s'agit de lieux dont il faut s'occuper. Les gens se disent « on a ce terrain vague dégueulasse », même si un terrain vague en soi c'est pas dégueulasse. C'est un espace de nature avant tout et c'est souvent bien mieux qu'un parc aménagé, mais c'est quand même souvent pris pour dépotoir. L'idée c'est de casser ce réflexe-là, de reprendre possession de ces délaissés pour en tirer profit collectivement, pour la communauté. Que ce soit en termes d'espace public ou d'espaces permettant des idées qu'on ne ferait pas dans des espaces trop centraux, trop symboliques, trop propres, trop lisses, trop aménagés. C'est aussi des lieux d'expérimentation par définition.

SS

Comment cela se passe-t-il par rapport aux autorisations ? C'est vous qui venez avec une proposition et après vous demandez l'autorisation à la ville ?

YD

Tout. Alors il y a des projets où on ne demande aucune autorisation, c'est des projets sauvages, et on investit des friches. Par exemple à Bordeaux, on a occupé de manière sauvage

une friche qui a déclenché une action militante de quartier portée par des habitants et des associations. Notre rôle a été d'ouvrir, de transformer et d'aménager le lieu pour organiser un événement sur un week-end. Cet événement a tellement marqué les gens qu'ils se sont dit « ça ne peut pas être juste pour un week-end, il faut qu'on se batte pour garder cet espace ». Ils ont réussi à obtenir cet espace qui est devenu un jardin municipal à la place d'un projet immobilier. Donc là c'est la vertu de l'action sauvage - en l'occurrence pour cet espace là, on avait demandé l'autorisation mais on a menti sur ce qu'on allait faire. Dans tous les cas, si la ville avait refusé on l'aurait occupé de manière illégale. Après, si c'est un projet dans le cadre d'une commande pour une maîtrise d'ouvrage sur le marché public, là oui on demande une autorisation, c'est obligatoire. On est un client pour une collectivité, on ne peut pas à la fois travailler pour elle et la "torpiller" de l'autre côté.

La plupart des friches urbaines sont occupées de manière spontanée, sauvage, sans autorisation par des groupes d'habitants avant tout. J'ai passé beaucoup de temps à explorer les délaissés en périphérie de ville et c'est des délaissés parce qu'il n'y a pas d'usage officiel, mais par contre ça fourmille de vie. Ce n'est pas comme des grands parcs urbains, mais il se passe des choses, il y a des gens qui y habitent malheureusement, qui n'ont pas de maison et qui y installent leur cabane, il y a des gens qui font des potagers sauvages, il y a des gens qui font de la cueillette, il y a des gamins qui font des cabanes, des gens qui vont faire des barbecues, des gens qui vont abandonner des voitures ou scooters volés. Il se passe plein de choses dans ces lieux et les gens n'attendent pas qu'on leur donne l'autorisation pour les occuper.

AC

Considérez-vous les interventions que vous faites comme une sorte de nouvelle branche de l'architecture qui vient en complément des architectes spécialistes traditionnels ou est-ce une tentative de possible architecture future sur lequel devrait tendre l'Architecture avec un grand A ?

YD

Dans le discours, c'est plutôt la première hypothèse et dans l'intention c'est plutôt la deuxième. On ne prétend pas avoir la science infuse pour pouvoir dire « ce qu'on incarne c'est l'avenir de l'architecture, ou c'est l'alternative à l'exercice traditionnel de l'architecture ». C'est une alternative. Quand on a commencé il y a vingt ans, on était complètement marginaux, totalement invisibles. On était que quelques collectifs, trois ou quatre. Aujourd'hui on est beaucoup plus visibles, on est beaucoup plus médiatisés, et je pense, qu'on a réussi en grande partie à démontrer que cette alternative-là était crédible. De là à chasser l'autre, la voie officielle, je ne m'aventurerais pas trop là-dessus. Je pense que la question se pose surtout dans le rôle que doivent tenir les architectes. C'est un peu ce qu'on disait au début. Je pense qu'il y a un vrai problème dans l'enseignement de l'architecture – je parle aussi des urbanistes et de tous les concepteurs d'espace. Je pense qu'il faut apprendre à être un peu plus humble. Si je prends le cas français par exemple, on apprend encore aux architectes à être l'architecte, l'auteur de son œuvre qu'il va imposer aux autres dans l'espace public et dans la ville. Par son geste, par son objet, par son œuvre, il va résoudre les problèmes de la ville. Ça c'est une imposture totale contre laquelle nous

on se bat, mais qui est toujours le discours dominant dans les écoles. Et soit dit en passant ces discours écartent souvent la question de la responsabilité sociétale d'un point de vue écologique. On est toujours sur le mythe de la croissance permanente constructive, sur la grande machine à construire, alors qu'il faudrait peut-être aujourd'hui s'interroger et former des non-architectes, des gens qui apprennent à ne plus construire, mais à réhabiliter, à restaurer, à transformer, mais à ne plus ajouter. C'est radical, mais peut-être que c'est la voie ou le message à faire passer pour inverser la vapeur. Et peut-être que tout ça pose la question du rôle de l'architecte. L'architecte est là pourquoi ? Est-ce qu'il est là pour créer son œuvre et l'imposer aux autres ou est-ce qu'il est là pour accompagner la société, les citoyens à mieux habiter. Si c'est ça, qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'est-ce que ça implique au quotidien, dans le travail d'architecte au quotidien ? Ça implique de changer radicalement la question de la planification urbaine. On essaie d'amener à notre niveau - ultra modeste - un embryon de réponse, principalement sur l'espace public qui est notre sujet. Avec notre travail, on souhaite faire comprendre aux maîtrises d'ouvrage que le temps où on investissait "X" millions d'euros pour refaire une place ou refaire un parc pour les trente-quarante prochaines années est terminé. Qui est capable de dire aujourd'hui, quelles seront nos conditions de vie, nos conditions d'habitat, les conditions climatiques, les besoins des gens dans trente ou quarante ans ? Si on peut déjà répondre pour dans dix ans c'est pas mal. Donc contentons-nous de répondre pour dans dix ans plutôt que quarante, et divisons le budget par quatre, on dépense moins d'argent public et peut-être qu'on sera un peu plus détendus pour se dire « et si on expérimentait ? Et si on s'autorisait un peu plus le droit à l'erreur ? si on s'aventurait plus dans des voies d'auto-construction ? Et si on essayait de favoriser l'autogestion des espaces par les habitants eux-mêmes ? » Alors peut-être qu'on met moins de budget dans des travaux, mais on investit dans de l'accompagnement, dans l'ingénierie culturelle et l'ingénierie sociale. Ce sont des grands discours et ce n'est pas évident de les concrétiser dans les projets au quotidien. Pour l'instant, les collectivités, les maîtrises d'ouvrage entendent ces discours-là mais le logiciel ne change pas. On est toujours sur la machine à construire. On essaie à notre niveau de montrer qu'il y a d'autres voies possibles. On a jamais mis en avant la question écologique par exemple, parce que pour nous elle était tellement inhérente à notre méthode qu'on n'avait pas besoin de l'afficher en termes de marketing. Maintenant c'est partout. Tant mieux car ça veut dire qu'il y a une prise de conscience assez globale, mais pour nous la question de la frugalité était d'une telle évidence dans ce qu'on construit et dans la manière d'aménager. Toutes ces approches-là, écologiques, responsables, frugales, citoyennes, ce sont des choses qu'on a mis en pratique sans les théoriser. On était étudiant quand on a commencé, on était en troisième année, on s'est un peu révolté contre l'école. On a créé *Bruit du Frigo* en se disant qu'on avait besoin d'avoir un autre lieu de formation qui était dans la rue en même temps que l'école. Alors sur notre temps libre, on a commencé à mettre en place des opérations dans la rue. C'est des choses qu'on avait en intuition, sans forcément les avoir théorisés. Aujourd'hui, et c'est tant mieux, il y a pleins de gens qui sortent des livres là-dessus, qui théorisent tout ça, donc oui, ça avance, mais il y a quand même un vrai problème chez les architectes dans la formation. On forme, encore aujourd'hui, des architectes sur des réflexes, des méthodes et des postures qui datent d'avant et ces architectes sont la prochaine génération. C'est un vrai problème.

La génération des trente prochaines années d'architectes aura été formée comme avant, sans forcément mesurer les défis auxquels ils sont confrontés, notamment écologiques et sociétaux. On reçoit beaucoup de demandes de stage et je vois circuler pas mal de portfolios. Je suis atterré de voir les programmes. C'est des constructions de mastodontes dans des zones sensibles, voire dans des zones humides inconstructibles. On met dans le crâne des architectes qu'ils ont le droit de construire des objets de destruction massive, qui ne respectent pas l'environnement, qui sont interdits d'un point de vue réglementaire et qui vont consommer des millions de mètres cubes de béton. Je ne comprends pas, je n'arrive pas à comprendre ce qui se passe dans la tête des professeurs parfois... plutôt que de les amener dans un village un peu abandonné, un peu déserté, où il s'agit de relancer une dynamisation locale et comprendre comment fonctionne une ruralité, comment est-ce qu'on fait de l'architecture vernaculaire.

AC

Si le but n'est pas de répondre au marché et de construire des "mastodonte" comme vous l'avez mentionné, comment arrive-t-on à se séparer d'un système qui domine et régit la société ?

YD

C'est compliqué ça. Il y a un principe de réalité qui fait que quand tu veux en faire ton métier, il faut bien que tu en vives. Donc, soit tu es en résistance et en rejet, et je ne sais pas comment tu fais - je connais des collègues qui sont comme ça et ils "galèrent" au quotidien, tu ne peux pas faire des projets de vie et c'est compliqué... nous ce n'est pas le choix qu'on a fait, on s'est dit qu'on allait se mettre dans la gueule du loup et essayer de voir ce qu'on peut faire. On travaille essentiellement sur les marchés publics, donc on répond à des appels d'offres de collectivités et on va répondre aux côtés d'architectes, d'urbanistes qui sont mandataires même si nous, on est en co-traitance sur le volet participation, configuration, réglementation, dépendant de ce qui est demandé. Dans ces cas-là, on a un cadre de projet avec des financements, parfois importants, qui nous permettent d'innover. Quand on gagne un appel d'offre, généralement c'est qu'on se retrouve avec une collectivité qui a un peu envie d'être avec nous, qui sait comment on travaille et qui a envie de se laisser surprendre. Après, il nous est arrivé de rater aussi. On a plein de projets qui ont été des échecs, mais de plus en plus il y a une culture de tout ça qui se met en place et notamment chez les agents dans les collectivités – ceux qui effectuent les appels d'offre et qui ont étudié nos projets et notre approche. Ils savent comment on travaille et à partir du moment où ils nous choisissent ce n'est pas pour derrière nous prendre pour une agence de communication. Malgré tout, parfois on se fait broyer par la machine, ça arrive. Le but ultime, pour nous, le grâle, c'est d'arriver à écrire nos propres projets et trouver des financements sans devoir attendre la commande. C'est exceptionnel mais ça arrive très peu. Chaque année, on écrit un projet qui est plutôt un projet artistique en lien à des questions de territoire et d'urbanisme. Puis on va chercher des financements publics à la ville - Bordeaux - le département, la région, l'état, tous les financeurs classiques de projets culturels. On arrive à agréger une somme qui nous permet de mener un projet sur un an. Sur notre site internet, c'est ce que vous allez voir sur le projet qui s'appelle la mêlée ou

convoi exceptionnel, pour les plus récents. Mais c'est un projet par an, sur les dix-quinze projets qu'on fait. On a un projet un peu exceptionnel, qui s'appelle les refuges périurbains, qui est un projet qui s'est réalisé sur dix ans pour Bordeaux-Métropole. Ce sont des microarchitectures qui sont réparties autour de Bordeaux pour développer l'itinérance périurbaine - la randonnée. C'est un projet qui n'aurait jamais dû exister, aucun élu n'y aurait pensé. C'est un nouveau programme, unique au monde – j'ai fait des recherches et je n'ai pas trouvé d'équivalent de projet de micro architectures en réseau qui implique un vrai projet urbain de territoire afin de promouvoir la mise en réseau d'espaces périurbains par la marche. Et ça c'était mon diplôme d'architecture. J'ai mis dix ans à convaincre la métropole de s'aventurer dans ce projet et dix ans à le réaliser. On en fait pas souvent des comme ça. Donc c'est un projet miracle, exceptionnel. Un jour, le président de la métropole à Bordeaux a cru dans le projet, et il m'a dit « ok, on y va », commande directe, sans mise en concurrence, et il a fallu créer le cadre juridique, etc. C'est hyper compliqué et des idées comme ça on en a d'autres, des projets révolutionnaires ou plutôt originaux, un peu atypiques, qui réinventent notre relation à l'espace public. Mais personne ne nous écoute en face et personne ne veut s'engager dans de tels projets. Ils restent dans des cartons, et dès qu'on a notre projet sur un appel d'offre, on essaie de recycler certaines idées et de les expérimenter à petite échelle. On aimerait bien renverser un peu le principe de la commande, pour que la commande procède non pas que du cerveau des élus, mais procède aussi du cerveau des acteurs locaux afin que l'élu fabrique une partie de son agenda politique et de sa commande publique à partir de propositions qui émanent du terrain.

SS

C'est un peu une stratégie qui passe par le bas..

YD

Oui, c'est ça. L'élu pourrait mettre en place une concertation auprès des acteurs culturels, artistiques, architectes etc. Même s'il existe les appels à projet, les réinventer Paris, c'est un peu dans le même registre, ça ne part pas d'un programme présumé. Je pense que ça pourrait être beaucoup plus systématisé, car pour l'instant ce qui existe ce sont des opérations manifestes, témoins, un peu expérimentales et surtout très rares. A Bordeaux, le projet artistique le plus médiatisé - les refuges périurbains - il a été exposé et publié dans le monde entier. Il n'existe pas d'équivalent d'un projet comme ça à Bordeaux qui soit autant médiatisé. Et ce n'est pas pour rien, c'est parce que ça vient d'un acteur du territoire, qui connaît le territoire et qui a inventé un projet contextuel pour ce territoire. Et on pourrait faire la même chose avec les habitants qui ont pleins d'idées de projet... je parlais d'autogestion, d'auto-programmation. On peut très bien imaginer qu'une partie de l'espace de la ville soit non défini et laissé à la libre appropriation, avec des règles bien évidemment, par l'intermédiaire de collectifs, d'associations, autour de programmes qui pourraient même être renouvelés, sans figer des espaces pour les dix ans à venir.

Anna Clément

Vous avez aidé à fonder *Building dignity*, à Lima, une organisation qui participe à l'empowerment de jeunes dans les quartiers informels ainsi qu'à la construction de logements au sein de la Villa el Salvador. Nous voudrions vous poser quelques questions à ce sujet.

Paul Dosh

Alors oui, en 2001, j'ai commencé à travailler à Lima quand j'étais encore étudiant dans différents bénévolats. Puis en 2007-2008, suite aux contacts que je m'étais fait sur place, le projet *Building dignity* s'est développé avant de se concrétiser en 2009. J'ai continué mes recherches sur Lima pendant dix ans après cela.

Ce qui est intéressant par rapport à Villa el Salvador d'un point de vue architectural, d'un point de vue de développement urbain, est l'organisation si bien orchestrée dont la communauté a fait preuve au début des années 1970. Ils ont utilisé un plan très systématique pour l'aménagement de la ville. ils ont aussi fait quelques erreurs comme de ne pas prévoir d'espace commercial et il a fallu beaucoup de

temps pour surmonter cela, mais finalement il avait une vision sur le futur et c'est ça qui leur a permis d'avancer.

Dans la construction du quartier c'est la même chose, comme les familles n'ont pas l'argent pour construire d'un coup, elles ajoutent un mur pour un étage et l'année suivante d'autres murs et il faut trois ans pour construire un étage. Mais la vision qui guide tous ces projets se fait sur trente ans, ce qui correspond presque à une génération dans certains cas.

Vous savez, lorsque nous avons construit le centre communautaire *Building dignity* en 2009, nous avons bien sûr reçu l'aide d'un architecte et celui-ci nous a posé des questions, ainsi qu'aux familles, sur la façon dont elles souhaitaient que leurs maisons et le centre communautaire soient construits. Les plans étaient très influencés par des normes. Il y a donc une sorte de sentiment collectif derrière tout cela : vous ne construisez pas seulement votre maison de manière individuelle, mais vous aidez une communauté à construire un quartier entier, vous avez donc besoin de stratégies architecturales qui vont fonctionner pour tout le quartier.

AC

Quels sont les objectifs de *Building dignity* ?

PD

Au départ, *Building dignity* a essentiellement deux objectifs qu'elle essaie de soutenir. L'un est de soutenir les jeunes leaders du quartier qui veulent se présenter aux élections locales. Il y a beaucoup de jeunes gens qui sont vraiment enthousiastes à l'idée de devenir des leaders dans leur communauté, et donc un des objectifs de *Building dignity* est de travailler et de soutenir ces leaders. On crée un espace pour qu'ils puissent se former les uns les autres, faire en sorte que les leaders plus âgés forment les plus jeunes leaders. L'autre objectif de *Building dignity* est le leadership des adolescents, les lycéens qui essaient d'être des leaders dans leur communauté ou dans leur quartier. Ainsi, *Building dignity* a toujours cherché à être une organisation *bottom up* par divers moyen comme par exemple au tra-

vers d'enquêtes qui identifient les problèmes urgents de la communauté et les solutions qu'elles souhaitent proposer. Là où *Building dignity* travaille, il y a peu d'organisations à but non lucratif, et pas de présence du gouvernement ni de la police. Il n'y a pas d'hôpitaux, pas de présence de la santé publique, il y a une église et il y a nous ... en vingt ans, nous avons vu un seul policier. À différentes époques, il y a eu des crimes, des gangs et il n'y a absolument aucune présence policière. Donc, pendant longtemps, ils étaient invisibles. *Building dignity* a donc toujours essayé de recueillir l'avis de la communauté sur ce qui était nécessaire, mais généralement les demandes dépassent ce que ces très petites organisations peuvent faire, donc les chefs d'équipe locaux prennent des décisions sur ce que nous pouvons faire ou ce que nous ne pouvons pas faire.

AC

Et ce quartier, ces communautés, sont-elles plus considérées par les autorités aujourd'hui ? Est-ce qu'elles font maintenant partie de la ville ou est-ce qu'elles sont toujours considérées comme des *outsiders* ?

PD

Même si la communauté sur laquelle *Building dignity* travaille a grandi depuis ses débuts en 2009, l'attention du gouvernement n'a pas changé, elle est toujours inexistante. Vous savez, il y a quelques moments clés où le gouvernement investit pour les conduites d'eau, le drainage et les titres de propriété des terres. Il construit les infrastructures majeures, mais une fois que c'est fait, le gouvernement part et ne manifeste plus sa présence. Il y a des écoles, pas vraiment au milieu du quartier mais à proximité, qui bénéficient du soutien du gouvernement et il y a aussi des écoles privées. Mais la contribution financière du gouvernement envers *Building dignity* est également faible : quelques milliers de dollars par an sont mis à disposition pour l'organisation pour faire face à une communauté de quelques milliers de personnes qui vivent dans le quartier.

AC

Pensez-vous que l'architecture peut être un acteur dans l'empowerment des personnes de ce quartier ?

PD

Oui. Vous savez Lima se trouve dans un environnement très sablonneux et désertique et donc les gens apportent constamment de la saleté et de la poussière sur leurs chaussures ce qui rend très difficile de le garder propre. Il faut également pouvoir ventiler et donc les décisions architecturales sur la façon dont vous concevez l'espace pour faire face à ces défis sont vraiment importantes. Et je pense qu'en termes d'autonomisation, puisque la communauté est pleine de personnes marginalisées, pouvoir obtenir un logement, qui leur appartient, qui est beau, bien ventilé dans lequel ils se sentent bien est vraiment une source d'*empowerment*.

AC

Si le gouvernement n'est pas présent lors du développement de la communauté, essayez-vous quand même de travailler avec lui ar la suite et si oui, comment faites-vous cela ?

PD

Building dignity travaille avec le gouvernement de manière occasionnelle. Cela ne concerne que des projets spécifiques et dépend de qui sont les leaders. Mais il y a tellement de changements au sein du gouvernement de la ville et de Villa El Salvador... Il y a beaucoup de scandales de corruption et tout le monde est licencié, puis il y a de nouveaux dirigeants qui arrivent et donc les organisations communautaires doivent recommencer le travail à zéro. Il faut alors toujours établir de nouvelles relations et ces dirigeants politiques ont des priorités différentes, donc c'est vraiment inégal. Je pense qu'il y a parfois eu des collaborations très significatives avec le gouvernement autour de projets spécifiques mais d'autres fois il n'y a pratiquement pas de communication entre les organisations locales et le gouvernement.

AC

Comment faites-vous quand vous ne bénéficiez pas de l'aide du gouvernement ?

PD

Le budget de *Building dignity* n'a jamais été suffisamment important pour financer ses projets. La contribution de *Building dignity* est donc en quelque sorte plutôt de rassembler les gens, de soutenir les dirigeants et de trouver les ressources ailleurs. Toutes ces communautés, comme vous le savez peut-être grâce à votre travail, sont des communautés d'entraide. Ainsi, même si le soutien apporté par *Building dignity* est petit, ces choses comptent beaucoup. Mais en fin de compte, la majeure partie de l'argent provient des familles. Elles construisent et paient tout de leur propre poche. Les familles sont donc prêtes à investir leur argent et coopérer avec leurs voisins. Elles doivent pour cela avoir un sens du sacrifice et de l'investissement partagé. Certaines communautés réussissent très bien seule à forger cet esprit communautaire mais parfois *Building dignity* intervient pour aider les dirigeants à forger une coopération entre voisins, pour qu'ils puissent partager leurs ressources. Les ressources ne correspondent pas seulement à de l'argent, mais aussi à du travail et des efforts. Les gens sont heureux lorsque le gouvernement donne un peu d'argent, mais ce n'est pas comme ça que les communautés se développent.

AC

Travaillez-vous également avec des architectes ?

PD

Oui. Par exemple pour une initiative destinée à la construction d'un hôpital dirigé par *Building dignity*. Nous avons travaillé avec l'architecte pour considérer une manière de

revitaliser le parc des Las encantadas. Un effort commun a été fourni pour faire une maquette de l'espace public et du terrain de foot etc.

AC

Comment travaillez-vous avec les architectes et les populations ?

PD

Nous avons des réunions de *brainstorming* et des rencontres avec l'architecte, facilitées par le personnel local de *Building dignity*. Alors les architectes rassemblent des idées et les partagent avec le personnel qui partage à son tour avec la communauté etc. Il y a une sorte de va-et-vient qui est mis en place. Ces va-et-vient se matérialisent par des événements au centre communautaire ainsi que par du porte-à-porte pour les personnes qui n'ont pas pu assister à ces réunions. Par la suite, ils organisent également des sessions sur place où les gens discutent de la façon dont ils imaginent l'espace.

AC

Comment les architectes avec lesquels vous travaillez sont-ils financés ?

PD

L'objectif de *Building dignity* est que l'architecte serve la communauté. Mais l'architecte veut être payé pour son travail. Alors la principale contribution de *Building dignity* pour la communauté dans les projets de constructions est de générer l'argent nécessaire à cette fin. Et c'est important, je veux dire si l'architecte a l'impression de travailler pour *Building dignity*, même si nous lui disons «faites ce que la communauté veut», il y a un effort pour plaire à celui qui paie, c'est donc un défi qui doit rester visible et être relevé.

AC

Lorsque vous travaillez avec des architectes, sont-ils engagés en faveur d'une certaine justice sociale ?

PD

Je pense que les architectes avec lesquels la communauté travaille sont déjà des architectes socialement engagés oui. Ils travaillent à des prix très bas et facturent juste ce dont ils ont besoin pour couvrir les coûts. Ils ne font pas vraiment de profit dans ce genre de projet. Ce sont des architectes qui effectuent le travail comme un service en quelque sorte.

AC

Je me souviens de quelques quartiers qui ont eu ce sentiment communautaire très fort au début, lorsqu'ils avaient des problèmes ou lorsqu'ils grandissaient mais qui, par la suite, dès que la situation se stabilisait, l'on peu à peu perdu. Comment les quartiers peuvent-ils s'organiser pour rester unis ?

PD

Je pense que la Villa El Salvador a aussi eu des problèmes, oui. Vous avez toujours un soi-disant chef de quartier et cela s'est produit aussi à Villa El Salvador, c'est certain. Mais il y a beaucoup plus de quartiers à Villa el Salvador où le leadership est véritablement démocratique et où il y a une continuité dans les changements de maires. Je pense que de manière générale, Villa el Salvador s'en sort mieux que d'autres endroits dans Lima. Dans l'ensemble, il y a donc une histoire de démocratie locale unique.

AC

Pensez-vous que ces communautés sont à présent partie intégrante de la ville ou sont-elles toujours en marge ?

PD

Je pense que certaines sont déjà bien intégrées au reste de la ville. En tout cas les parties de Villa el Salvador les plus développées qui ont maintenant cinquante ans. Ensuite celles avec lesquelles nous travaillons n'ont encore que dix ans, donc il y a beaucoup de différences. Mais vous savez ? Le metropolitano par exemple, tous les avancements, les infrastructures, les projets, leurs maisons : les citoyens de Villa el salvador en sont vraiment fiers. Ils font les choses vraiment consciencieusement et ils donnent vie à Villa el Salvador.

Sara Steiner

Nous avons remarqué que vous possédez également votre propre bureau d'architecte. Vos interventions au sein de IAS - Ingénieurs et Architectes Solidaire - relèveraient donc de volontariat ?

Renaud Dupuis

Oui. Ceux qui vont sur place sont souvent des anciens ingénieurs ou des anciens professeurs qui sont à la retraite et qui ont le temps, mais autrement c'est clair que c'est tous des gens qui ont un travail. Moi, par exemple, je suis architecte et j'en fais partie, mais c'est totalement bénévole. Par exemple, je travaillais sur un projet au Bénin, pour un centre de formation professionnel. Tout le projet a été développé en partenariat avec un architecte béninois. Par la suite je suis allé là-bas pour lancer la construction, mais disons que tous les contacts qui restaient là-bas était l'architecte béninois et un ingénieur béninois qui vit en Suisse.

SS

Quel est selon vous le rôle de l'architecte dans l'association ?

RD

Le rôle de l'architecte... en fait on n'a pas des rôles définis, donc chacun aussi fait ce qu'il peut par rapport au temps qu'il a, par rapport à ses intérêts et par rapport à son métier. En l'occurrence j'ai dessiné tous les plans des bâtiments et j'ai vraiment fait mon travail d'architecte par rapport au terrain, mais souvent, par exemple, il y a d'autres personnes qui vont faire les rectifications sur place, ce qui n'est pas forcément leur métier. Mais ils participent à la construction, la mise en place des panneaux solaires et des choses comme ça. Après, maintenant, de plus en plus, on a formé des électriciens sur place, que ce soit au Burkina, que ce soit au Bénin, ou dans différents pays, et puis on essaie de leur passer le relai et de faire que ce soit eux qui soient vraiment responsables des travaux qu'on fait là-bas.

SS

Vous construisez beaucoup de bâtiments ou ce sont plus des projets à petite échelle ?

RD

Non, non, ça c'était vraiment spécial, c'était justement avec cet ingénieur béninois qui était président d'une association au Bénin – parce qu'il était originaire de là-bas. Il m'avait demandé de faire le projet, mais en vrai on a peu de projets d'architecture... On fait plutôt vraiment des projets de puits, de pompage solaire, d'adduction d'eau, etc.

SS

Mais où l'architecte intervient aussi ?

RD

Oui, mais pas toujours, forcément en tant qu'architecte. Ça peut aussi être en tant que main d'œuvre pour aller construire ça.

SS

Vous dites amener des technologies du Nord au Sud, comment intervenez-vous sans essayer d'imposer une vision occidentale ? Est-ce que c'est une chose à laquelle vous faites attention ou ce n'est pas vraiment au cœur de votre travail ?

RD

C'est évident qu'on fait attention. Pour ce qui est des forages, électrifications etc. et bien là c'est une technologie... bon ils l'ont aussi sans nous, je veux dire ils peuvent apporter des panneaux solaires même si on ne les fabrique pas, donc ça c'est des technologies qui existent et qu'ils ont. Alors oui c'est une technologie occidentale de faire un château d'eau avec des panneaux solaires dessus, mais disons qu'avant, ils allaient chercher l'eau à la rivière et maintenant ils peuvent avoir des forages, donc là oui, on a apporté un certain savoir-faire, bien sûr. Maintenant, du point de vue de l'architecture, ce que j'ai remarqué là-bas, au Bénin, c'est qu'avec le partenariat que j'avais avec l'architecte Béninois, j'ai plutôt essayé d'inverser la tendance. C'est-à-dire qu'il voulait vraiment du brique-béton, toit en tôle, pour aller vite pour faire pas cher, et je lui disais : « on va essayer de faire autre chose ». Par exemple, le premier bâtiment a été construit par les étudiants du centre professionnel, qui ont fait des briques en terre, et puis ils les ont faites vraiment sur place et les ont construites sur place. Le but est plutôt d'essayer de leur faire utiliser les technologies de chez eux. Actuellement c'est vraiment l'envie entre guillemets de "modernité" qui est importée. Mon rôle a plutôt été à l'inverse de dire « mais non, on va faire avec ce que vous avez quoi ».

SS

Dans ce travail justement vous avez essayé d'utiliser des techniques alternatives, plus éco-durables, où l'architecte vient aider et il y a cette communication qui se met en place avec la population. C'est un mode opératoire un peu différent de ce qu'on connaît pour un architecte ici en Europe. Pensez-vous qu'un mode opératoire similaire pourrait être mis en place en Europe avec les populations les plus démunies ?

RD

Oui, il y a déjà, sans parler de population démunie, tout le mouvement avec les coopératives qui a quand même été développé maintenant et puis qui participe un petit peu à ça. C'est vraiment de la coopération. Par exemple, j'ai un projet qui n'a rien à voir avec IAS, avec la CODHA - c'est une coopérative d'habitation qui est la plus grosse coopérative genevoise et qui commence aussi maintenant à construire à Lausanne. Puis je fais partie d'une fondation qui s'appelle la Fondation Ensemble, à Genève, qui s'occupe de personnes handicapées. Ce projet est en partenariat avec la CODHA et la Fondation Ensemble. On

travaille sur un bâtiment qui va être entre des personnes dites “normales” et des personnes handicapées. Et là on a vraiment un partenariat avec eux et tous les résidents qui ont déjà été choisis. Alors on a fait des ateliers sur place, on a fait – comme il y a un grand jardin, des jardins potagers – on a fait des ateliers pour trouver les couleurs des salles de bain, des cuisines, donc c’est vraiment hyper participatif. Donc oui, ça se développe, et puis c’est génial !

Anna Clément

Comment gérez-vous tous les choix que vous allez faire dans ces ateliers ? Quel est votre rôle dans tout ça et êtes-vous celui qui va avoir le dernier mot, en tant qu’architecte, ou est-ce vraiment démocratique et c’est le vote qui compte ?

RD

Non, ça reste le plus possible démocratique, si bien que quand ça part dans tous les sens, on fait des pré-choix. Là on travaille avec une coloriste par exemple, pour le carrelage, la peinture des murs, etc., on a fait des pré-choix et après, pendant l’atelier, on a mis tous les choix et les gens pouvaient choisir pour leur appartement ce qu’ils voulaient. Ils étaient dirigés un peu par la coloriste qui leur disait « ça et ça, ça irait pas forcément ». Et voilà, après les gens, ils ont leur appartement et ils sont contents.

AC

Est-ce que ça ne prend pas du coup beaucoup plus de temps pour faire un projet ?

RD

Oui, clairement, mais voilà, après c’est une volonté de le faire comme ça, c’est hyper intéressant de mon point de vue, mais c’est évident que ça prend plus de temps.

AC

Quels seraient du coup les avantages à défendre contre d’autres bureaux d’architectes qui pourraient dire « non ça coûte trop cher, ça prend trop de temps » ?

RD

Les avantages c’est vraiment de croire à la participation, de croire que des gens qui vont habiter là, qu’ils seront heureux et contents d’avoir participé. Voilà les avantages. Maintenant, l’avantage entre guillemet financier, il n’existe pas, ça c’est évident. Il faut croire un petit peu quoi, je pense que c’est ça le principal et l’intérêt de notre travail, tout simplement. C’est ça en fait, de ne pas rester coincé dans des choix trop typiques.

Annexe 4 : Samia Henni

Sara Steiner :

La raison pour laquelle nous vous avons contacté est que nous sommes intéressées par ce que vous avez écrit et ce que vous recherchez dans vos travaux, l'aspect politique de l'architecture. Dans l'un de vos livres vous développez l'idée d'une architecture qui conditionne les personnes et les possibilités d'action politique, une architecture qui est ainsi productrice d'un urbanisme discriminant. Notre question est alors : quels sont selon vous les mécanismes d'un tel conditionnement au sein de l'architecture ? Parce que l'architecture en soi n'est pas forcément discriminante ; mais alors cela veut dire qu'il y a des mécanismes derrière qui la rendent discriminante. Est-ce la politique ?

Samia Henni :

Pour commencer, je ne dirais pas vraiment que le travail que je fais est un travail sur les questions politiques. Je trouve que toute architecture a un aspect politique.

Toute présence ou toute intervention humaine sur n'importe quel territoire dans le monde, dès que l'on ramène la culture dans la nature, est une intervention politique. N'importe quel environnement bâti, si c'est une ruine par exemple, a une connotation, une histoire. Même si c'est un nouveau bâtiment, on le crée sur un site, sur un territoire ou un terrain qui existe, ce terrain a une politique ; on emploie des matériaux de construction : d'où est-ce qu'on les ramène, d'où vient le sable, l'eau, etc ? Toute intervention matérielle dans le territoire est pour moi une intervention politique.

Ce qui m'intéresse, c'est l'histoire. L'intersection entre les environnements bâtis, les questions d'occupation du territoire, les questions coloniales, là où il y a imposition d'une forme, d'une façon d'habiter qui est importée d'un pays à un autre et qui n'est pas naturelle dans ce même pays. C'est une colonisation, une importation, une imposition qui engendre automatiquement une dépossession. Ce sont des questions très importantes et j'essaie de voir s'il existe une relation entre ce qu'on appelle une architecture civile et une architecture militaire. Dès que l'on parle de colonisation, il y a toujours un élément militaire, qui implique une imposition, un contrôle et des réglementations très strictes. Je trouve cela assez intéressant.

Pour répondre à votre question, j'aimerais peut-être plus m'ancrer dans un site. Je n'aimerais pas parler d'architecture en général, parce que ça dépend où, ça dépend quand, par qui c'est construit, pour qui, quel est le contexte précis. Pour moi, même un bidonville est une architecture, donc je n'aimerais pas donner une réponse générale, mais si vous pouvez peut-être me donner un cas précis, je pourrai peut-être répondre à cela.

Anna Clément

Pour notre énoncé théorique, on voulait éviter de s'inspirer d'un seul cas, d'une seule ville, d'un seul pays mais d'avoir justement une sorte de représentation un peu plus grande et arrêter de s'intéresser qu'à des villes d'Europe ou d'Amérique du Nord, et pour cela on voulait développer une cartographie de Séoul, Alger, Lima, Chicago et Paris.

SS

Pour nous, il s'agit également d'un processus de recherche. On essaie de voir s'il n'y a pas, dans la théorie même de l'architecture ou dans la manière dont on l'apprend, une sorte de colonisation - je ne sais pas si c'est le bon terme - de la pensée par la pensée occidentale. Est-ce que c'est toujours d'actualité ou est-ce que c'est peut-être un peu poussé de déclarer ça dans une société globalisée au final, c'est la question que l'on se pose. Il n'y a donc pas forcément un cas d'étude particulier que l'on aimerait traiter, mais on aimerait, dans la théorie de l'architecture en général, voir quelle est l'emprise d'une théorie occidentale.

SH

Mais c'est aussi très problématique parce que vous êtes à la recherche d'universalité, de quelque chose de général, de la théorie de l'architecture, c'est énorme. Moi je suis peut-être contre, pas pour critiquer ou vous critiquer vous, mais c'est dans mon approche ; le problème de la théorie de l'architecture occidentale, c'est vraiment d'essayer de toujours avoir une réponse générale, universelle dans le sens où on peut l'appliquer un peu partout et où on peut parler interchangeablement - je ne sais pas si on peut le dire. Moi je suis plus dans la micro-histoire, dans le sens où j'aimerais plus travailler sur des questions très très précises, sur des cas extrêmement précis et essayer, non pas vraiment de théoriser tout, mais de dire : est-ce que ce cas là peut nous faire réfléchir sur d'autres cas qu'on connaît ou peut-être pas du tout. Parce que, ce qu'on enseigne dans les écoles d'architecture – j'ai été étudiante à l'école d'architecture de Mendrisio, donc je suis passée par une éducation occidentale puis j'ai essayé de me désoccidentaliser (rires) et ce n'est pas facile parce qu'il faut vraiment des années – il faut l'*unlearn* ; ce qu'on apprend il faut le désapprendre et c'est un processus, on ne peut pas le faire rapidement. Et en fait, le *shortcoming*, le problème ou le désavantage du raccourci, c'est un aspect vraiment problématique de la théorie de l'architecture, c'est qu'elle veut parler d'un maximum de cas. Et moi je me pose la question de savoir si l'on peut vraiment prendre des cas où on n'a peut-être pas les capacités de les étudier. Si vous travaillez sur Lima ou sur Alger ou sur Séoul, le fait de ne pas parler la langue si on travaille sur Séoul est déjà un problème, on n'a pas accès à tout ce qui a été écrit sur cette ville en coréen. Je dis juste ça pour dire que je vous dirigerai plus vers un cas *bottom up*. Quels sont les fils que vous pouvez tisser de cas extrêmement précis comme un quartier et pas toute la ville. Peut-être que ce sont des mots, des termes, des typologies qui vont vous faire entrer dans ces villes, au lieu de chercher quelle théorie on peut appliquer, le *bottom up*, de l'intérieur vers l'extérieur.

AC

Justement ce qu'on veut dans notre énoncé à travers la cartographie ce n'est pas une étude de la ville. Ce qu'on veut faire, parce qu'on n'a pas accès à ces villes, c'est plutôt de faire ressortir par des lectures ou des personnes qui ont habité là bas, certains éléments, par exemple un monument colonial qui a un impact sur la ville, ou une rivière qui va séparer et discriminer. Le but est de déconstruire cette unique mentalité imposée

et voir quelles sont les multitudes de pratiques de résistance, comme on aime les appeler. Pour montrer qu'il n'y a pas qu'une seule possibilité mais qu'il y'en a des milliers. Et c'est à ces milliers de petites pratiques de résistances qu'on s'intéresse pour justement mieux les comprendre et voir comment elles arrivent à s'opposer à un seul régime.

SH

Vous dites des pratiques dans le sens des pratiques des habitants de ces villes, des pratiques des théoriciens...

AC

Exactement, dans tous les domaines, que ce soit les populations qui prennent d'elles-même le contrôle de leur ville par l'architecture ou même des architectes avec des architectures alternatives qui essaient justement de déconstruire leur propre rôle hiérarchique souvent considéré comme supérieur. On s'intéresse à ceux qui essaient de déconstruire un dictat social par des stratégies, ça peut-être des professeurs ou des théoriciens - on a parlé avec Léopold Lambert par exemple - qui réfléchissent d'une manière autre et qui n'essaient pas de montrer une seule possibilité mais de réfléchir à une multitude d'alternatives.

SH

Donc c'est plus la pratique de l'architecture par les habitants et par d'autres acteurs/actrices.

SS

Oui, et le rôle de l'architecte là-dedans.

SH

Donc ce n'est pas la théorie de l'architecture qui vous intéresse, c'est vraiment la pratique architecturale.

AC

La théorie nous permet de comprendre et d'avoir une plus grande perspective. On n'a pas envie d'écrire une sorte de nouvelle théorie de l'architecture, ce n'est pas du tout notre but. On voulait d'abord comprendre les mécanismes qui entraînent une discrimination urbaine dans l'espace, que ce soit des mécanismes liminaux ou théoriques et voir comment elles permettent par un enchaînement de cause à effet des discriminations à l'échelle physique. Puis dans un autre aspect découvrir ce que les gens font. Avoir une sorte de remise en question de l'architecture, du rôle de l'architecte, comment nous pouvons ne pas suivre ce modèle là. Remettre en question également certains termes qui ont pour nous une certaine ambiguïté et dont on voulait parler avec vous aussi, comme la décolonisa-

tion ou la désoccidentalisation. Ces éléments qui parfois peuvent être une sorte de réimposition d'une nouvelle mentalité à des populations. A la fin, on souhaite obtenir une sorte d'apport personnel qu'on partagera dans notre énoncé, et qui nous permettra par l'intermédiaire de notre projet du semestre prochain de le mettre en œuvre. Ce ne sera pas une alternative générale mais un projet qui découlera d'un cas précis développé selon ce qu'on aura pu apprendre de tout ça.

SH

D'accord, je vois. Je ne vais pas réagir, je veux d'abord voir les questions parce qu'il y a plein de choses que vous avez dites et qu'on va peut-être discuter.

SS

On s'intéresse aux mécanismes d'imposition d'un modèle qui sont toujours utilisés aujourd'hui et comment l'architecture occidentale continue de coloniser le monde dans sa vision unique de la ville et de savoir si c'est des propos à ménager dans un contexte globalisé parce qu'au final, nous ne sommes plus dans une période coloniale. Il semblerait pourtant que dans l'enseignement il y ait toujours un peu cette imposition d'un modèle. On voulait donc savoir si vous pensez que c'est un concept que l'on peut développer.

SH

Oui absolument, mais c'est très très large. Là aussi on parle du monde mais certaines personnes qui sont enseigné en occident ne sont pas à Dakar ou à Delhi, ça dépend bien sûr de ce qu'on appelle cette globalisation. Si on parle par exemple de l'Amérique du Nord où les Amériques mais surtout l'Amérique du Nord et l'Europe centrale plutôt, il y a, si par exemple quand je participe à des design studios ou à des critiques de projet, c'est toujours les mêmes références, toujours les mêmes personnes, auteurs, les mêmes approches... et là je me dis toujours mais pourquoi encore Foucault, et pourquoi encore celui-là ou encore celui-là, est-ce que c'est un problème de paresse ou c'est un problème d'enseignement ? C'est-à-dire que l'éducation qui est offerte insiste beaucoup sur des auteurs hommes blancs, il faut le dire, des femmes aussi. Et surtout c'est toujours dans cette génération de professeurs qui ne veulent pas se mettre à jour et qui ne voient pas le développement, le changement du monde et surtout ne parlent pas à la nouvelle génération. Il y a vraiment un très grand clash entre des jeunes professeurs jeunes mais qui ont fait ce travail de décolonisation de soi. Moi aussi on m'a enseigné ce mécanisme, ces frameworks (cadres), mais ça ne me parle pas, ça ne me représente pas. Je l'entends partout et c'est utilisé de façon très superficielle et je me suis toujours posé la question : je connais sept langues alors pourquoi toujours les mêmes ? Alors pourquoi ne pas essayer de comprendre ou d'inclure d'autres personnes. Et ça, je dois le dire, quand j'ai enseigné à l'ETH, les étudiants étaient déjà prêts, ils étaient assoiffés de ce savoir parce qu'eux aussi ils viennent de géographies très différentes et ont des parcours très différents. Ils veulent aussi comprendre le monde avec un prisme, avec plus de vues et pas seulement les mêmes

“lunettes” qui donnent juste une vue. Il faut dire, c’est ma critique peut-être, qu’il y a des personnes qui aimeraient *diversify* (diversifier) le curriculum et il y en a d’autres, on les appelle des *gate keepers* (gardiens), qui disent que ça a toujours bien marché et qu’il faut continuer à faire comme ça, parce qu’il n’y a que ça. C’est un problème très colonial. J’utilise le mot colonial parce que c’est aussi une mentalité, ce n’est pas seulement un processus d’occupation du territoire. Il y a des mentalités coloniales, de gens que je connais, et j’entends des discours très coloniaux, dans le sens de supériorité, d’ignorance par rapport à l’autre. Il y a vraiment cette représentation complètement déformée de l’autre, que ce soit de la femme, des personnes de couleur ou même des genres différents. Il y a donc vraiment une déformation de l’autre qui se passe.

Par rapport à la globalisation. J’ai donné un cours qui s’appelle *De la colonisation à la globalisation*. Dans ce cours j’essaie de démontrer, que même si les formes sont différentes – formes d’imposition économie culturelle, sociale, spatiale etc. il y a plein de niveaux – les intentions continuent d’exister parce qu’après la deuxième guerre mondiale, on a créé les Nations Unies. On a divisé le monde en *first world*, *second world* et *third world* et on a classifié comme ça des populations, des territoires, en fonction de l’industrialisation, en fonction de l’économie, en fonction de l’argent. C’est vraiment le capital, pas le capital culturel ou capital social, mais le capital économique. Donc si on fait vraiment des recherches très approfondies sur ce qu’est la globalisation, alors oui c’est une forme de colonisation absolument. Encore aujourd’hui si vous lisez et faites une déconstruction du texte quand ils parlent des bidonvilles ou des camps au Kenya, ou d’autres pays, il y a un langage très colonial.

SS

Donc c’est une colonisation par le capital en quelque sorte.

SH

Oui, même si des collègues ne veulent pas utiliser ce mot, je comprends que c’est un problème, parce que pour eux la colonisation c’est aller, prendre et partir. Maintenant on peut même le faire par internet, avec le *banking* en ligne. Pour moi, il y a encore une exploitation, une continuation d’un régime colonial ou d’une mentalité coloniale qui considère l’autre encore une fois comme un être humain inférieur.

AC

Pour vous, quels seraient les moyens de mettre à jour ces mentalités en tant que personne ou en tant qu’architecte.

SH

Pour moi ça commence vraiment à l’université, dans le cursus, dans le sens de : qu’est-ce qu’on enseigne, qu’est-ce qu’on considère comme ville, quelles sont nos références, quelle est notre façon de décrire l’autre. Si on veut faire un discours colonial, ça ne me représente pas. Même si on parle de l’histoire ... on va prendre un exemple. Si on fait l’histoire de l’architecture européenne. Je n’ai jamais compris pourquoi lorsque l’on parle de l’histoire de l’architecture européenne, au 19e, au 20e, ou même avant, on ne parle

pas des empires, de l'Empire Britannique, de l'Empire français. A l'époque il n'y avait pas la France mais l'Empire français. Et encore aujourd'hui il y a des colonies françaises, et anglaises etc. Et quand on parle du Royaume-Uni, c'est que la *Britain* (l'Angleterre) de l'Europe. Donc même si on essaie de regarder l'architecture européenne, elle a voyagé dans le monde entier donc comment cette exportation, cette colonisation, cette globalisation de cette architecture doit-elle être enseignée ? Et je veux dire, même normalisée, ça fait partie d'un cursus et on voit qu'il y a une grande différence. Là ce n'est même plus politique, c'est vraiment l'histoire. Quand on dit « elle fait un travail politique », non ce n'est pas vrai. Je ne veux pas dire vous, je l'entends très souvent. Le travail politique c'est que je suis dans la rue et je fais de l'activisme, ça c'est de la politique pour moi. Il ne faut absolument pas que ce bâtiment soit bâti parce qu'on a déplacé les populations, parce qu'on est en train de tuer des animaux, etc. et je suis dans la rue avec un groupe, ça c'est de la politique, de l'activisme politique qui veut un changement maintenant et réel.

Prenons l'exemple d'une série de conférences ce semestre sur le désert. Le désert est un territoire et qu'est-ce qu'on a fait dans le désert ? On a fait exploser des bombes nucléaires, il y a du pétrole etc. Tout cela fait partie de l'architecture pour moi. Ce n'est pas que l'objet de l'homme blanc que l'on fait pour des hommes blancs - une histoire complètement détachée de l'histoire. C'est vraiment une histoire de l'objet sans l'histoire des peuples, sans l'histoire des capitaux, sans l'histoire des territoires et sans l'histoire des personnes en fait. Et si on commence déjà dans les universités ou à l'école à étudier et comprendre une histoire beaucoup plus réelle qui est liée à un contexte historique qui a réellement existé ; là on commence à se dire que c'est normal de faire une recherche à Lima ou ailleurs parce qu'on a quand même des instruments et on en a marre de parler toujours des mêmes. Je pense qu'il y a déjà un travail à faire dans les universités dans la façon dont on l'enseigne. Même si on fait un atelier hors de Suisse par exemple, il faut donner les instruments aux étudiants bien sûr mais aussi il faut travailler avec les gens qui habitent dans ces villes-là. Et quand on tend à aller dans des endroits, penser qu'on sait et aller utiliser des mots violents – je pense, là on reprend encore une fois cette pratique coloniale.

Par exemple, quand on parle de *informal settlements* : pourquoi une certaine population – et je vais dire l'homme blanc parce que je n'ai pas un autre mot sur le vif, mais j'ai un autre vocabulaire plus véridique – qui théorise, qui fait des expositions énormes au MoMa ou je ne sais pas où etc., qui a un public assez grand et un public encore une fois blanc – même s'il y a plein de diversité dans le monde etc. créé comme ça dès nomenclature ou des termes qui minimisent et rabaissent les populations. Parce que, quand on parle de quartier informel, c'est toujours en relation avec le formel. Alors que là encore, on n'a pas forcément les instruments, les “lunettes” pour parler, théoriser ou encore décrire ces bâtiments ou ces quartiers.

J'ai écrit un article sur *E-flux*, je ne sais pas si vous connaissez : *The frame of reference*. Et là je dis : qu'est-ce qu'on peut faire à l'école ? Déjà, enlever ses “lunettes” et en mettre d'autres, pour essayer de voir, de comprendre. Mais il faut être très ouvert d'esprit. Il faut avoir un respect pour l'autre. Et ça encore, c'est difficile de l'avoir, vu que ces personnes disent que ça a toujours marché comme ça alors pourquoi changer. Et ces personnes là ont un certain âge. Je pense que c'est vraiment une question de génération, mais c'est vrai que ceux qui ont le pouvoir tendent aussi à embaucher ceux qui continuent à garder

cette mentalité. Il y a une certaine peur. Moi, j'ai toujours dit : ce n'est pas une question de *either/or*, soit ça/soit ça, il ne faut pas choisir entre « on fait ça ou ça ». Je pense qu'il s'agit vraiment d'insérer, de créer des dialogues et écrire une histoire de l'architecture, une théorie de l'architecture et un enseignement beaucoup plus proche de l'histoire réelle. Je vous donne un exemple très bête. Quand on parle des brises-soleil. A quoi pensez-vous pensez quand on vous dit brise-soleil ? Quelle histoire on vous a appris ?

AC

Pour mettre de l'ombrage, pour éviter qu'il y ait trop de chaleur à l'intérieur d'un bâtiment ?

SH

Exactement. Mais d'où il vient ? ? On ne parle pas d'où ils viennent, comment ils ont été créés.

AC

Non, pas spécialement.

SH

Ça c'est vraiment une histoire que je raconte, et je demande parce que ça dépend vraiment de quelle école ou de qui enseigne, donc on ne peut pas tout généraliser.

Donc par rapport à ce brise-soleil. A ce qu'il paraît, c'est Le Corbusier, qui lors d'un voyage où il s'est auto-invité parce qu'il a créé ce centenaire de la France en Algérie – donc l'anniversaire de la présence française en Algérie. Il a dessiné ses bâtiments et voyant que le soleil en Algérie et en Afrique du Nord en général tape très fort, il a dû absolument trouver des éléments appliqués à la façade pour la protéger. Il a eu pleins de projets, et puis cette idée du brise-soleil est retournée en Europe et a été utilisée. Mais déjà savoir l'histoire qu'il soit passé par Alger, de pourquoi Alger ou pourquoi l'Algérie ou pourquoi d'autres – comme Chandigarh etc, si on l'enseigne dans l'architecture européenne en tenant compte des colonies, on comprend l'échelle de ce territoire et de ces empires qui existaient à l'époque. C'est juste un exemple, vraiment.

AC

C'est intéressant, parce que même quand nous on apprend à l'école par rapport à Le Corbusier ou à certains architectes, j'ai l'impression qu'il y a souvent, un peu comme vous disiez sur l'histoire de l'Angleterre ou de la France, on ne montre pas justement l'impact que ça a sur les populations ou les dessous de tout cela et c'est vraiment parce que nous on s'y intéresse qu'on a commencé à l'apprendre. On se disait : pourquoi on ne nous a pas appris ça avant ?

SH

Et là on le voit aussi, ce sont des architectures très intéressantes, par exemple tout ce qu'on appelle *tropical architecture*, ça c'est vraiment l'Angleterre ou l'Empire Anglais,

quand il y a eu ces guerres entre les français et les anglais. D'abord ils ont représenté ces territoires de façon très négative parce qu'ils ne comprenaient pas, parce qu'ils tombaient tous malades, parce que le climat était extrêmement humide et nouveau pour eux. Et petit à petit, avec les nouvelles générations, ils ont commencé à faire ce qu'on appelle « l'exploration », entre guillemets parce que c'est très colonial aussi, et ils ont essayé de créer des cartes, faire des études sur ces climats et après ils ont créé des architectures qu'on appelle *tropical architecture*. Et après ils ont créé une antenne à la AA (Ecole d'architecture) à Londres pour former leurs propres architectes, encore une fois avec une mentalité extrêmement coloniale. Mais tous ces va-et-vient, tous ces mouvements entre architectes, tous ces matériaux de construction, toutes ces formes, tous ces climats, etc. qui ont après fini aux Nations Unies... c'est très intéressant.

AC

Pour revenir sur ces niveaux d'échelle, et c'est vrai que c'est toujours mieux de travailler avec les populations à la petite échelle, mais on se demandait avec Sara : si on travaille à la petite échelle, est-ce qu'on arrivera à déconstruire, questionner vraiment les modèles urbains de la ville qui sont déjà mis en place.

SH

Pour moi, si vous parlez de résistance, ce n'est pas de la grande échelle. Et ça c'est une révolution, pour faire court. Pour une révolution, il faut des milliards de personnes. Je ne veux pas dire que ce n'est pas possible, *inshallah* peut-être (rires), je ne saurais pas le dire. La résistance, c'est vraiment la petite échelle. Mais elle peut avoir un impact énorme. C'est essayer de faire des projets pilotes pour comprendre, pour essayer de voir. Parce qu'aussi on a une mentalité de *top down*, et ça c'est *by definition*, l'architecture qui est comme ça : on a un plan, on a une feuille blanche, puis on reprend et on applique, et on oublie qu'il y a des êtres humains qui sont là. Donc comment essayer de trouver un instrument, une façon de travailler sur le terrain, de travailler dans ces quartiers, pour essayer de donner la plus grande liberté à la population, de démocratiser l'architecture et l'urbanisme.

Ce qui est intéressant dans votre idéologie, c'est peut-être aussi de voir comment les gens, les personnes, les habitants, utilisent ces quartiers. Pleins d'architectes leur ont fait des routes, des rues, des ruelles, etc., mais on voit toujours que dans la ville il y a de magnifiques traces créées par les gens parce que les architectes veulent faire ça, mais ça, ça ne marche pas. Donc c'est essayer d'apprendre des habitants et pas des architectes. Pour moi, ça, si j'étais vous, je prendrais vraiment un quartier et je créerais des layers, des calques qu'on ne connaît pas. D'habitude on a la rue, la rivière, etc., mais essayez d'imaginer, comment vous pouvez désapprendre ce qu'on vous a appris. Et pour moi, désapprendre ne veut pas dire *cancel*. C'est une question de délimitation. C'est ça le problème de plusieurs collègues, qui pensent qu'« elle, elle ne parle pas de ça », alors que non, moi je parle de ça, c'est important, mais c'est une autre façon de voir ça. Ça ne veut pas dire que ce que vous faites est faux, non, ce n'est pas par rapport à ça, mais est ce qu'on a d'autres possibilités, d'autres moyens, d'autres instruments de lire cet environnement bâti, d'étudier et d'essayer de le questionner. Et si vous arrivez vraiment à choquer positivement - bien

entendu - vos professeurs, parce que vous allez ajouter des calques, des mots, un vocabulaire, qui est pour eux nouveau, mais qui ne l'est pas pour les habitants, parce que les habitants s'en foutent de certaines couches. Si vous arrivez à apprendre ce qui se passe à l'échelle de l'habitant et de le ramener dans votre projet, ça ce serait vraiment extraordinaire.

AC

Et bien justement, on a aussi interviewé - je ne sais pas si vous connaissez des collectifs en France - un architecte de collectifs au sujet de leur pratique alternative pour voir comment on peut s'approcher des populations, comment on peut construire avec eux. Mais la plupart du temps ces collectifs construisent des espaces publics dans l'espace urbain. Et il y aura toujours des constructions de privés, de logements, qui elles perpétuent la discrimination urbaine. Et c'est pour ça que je vous posais cette question de savoir comment partir sur une échelle plus grande, ou quels seraient peut-être les entre-deux à trouver, pour à la fois aller chercher à approcher des bâtiments privés un peu plus grands et garder les principes d'une approche à petite échelle.

SH

Là aussi, je dirais que ça dépend vraiment de la ville, de ce que vous voulez faire aussi de cette ville. Est-ce que vous le faites parce que c'est nécessaire ou parce qu'il y a un besoin, ou vous le faites par rapport à la discipline seulement, comme une réaction. Pour moi, il y a ce *site specific* qui est crucial. Par exemple, cette ville là appelle à une intervention à grande échelle, cette autre ville non, car ce sont des quartiers beaucoup plus petits, ou ici on fait que du *public space* parce que c'est l'espace public qui crée la ville et on s'en fiche de ce qui se passe à l'intérieur parce que l'habitat est privé mais c'est l'espace public qui est l'endroit où il y a des rencontres... Vraiment, chaque ville pour moi a son potentiel, son caractère, sa culture, ses odeurs ...il s'agirait aussi d'utiliser peut-être pour vous - je pense déjà au projet - des façons de dessiner ou de représenter ces villes qui sont un peu hors du commun, qui sont différentes. Chaque ville a son propre langage ou forme de représentation. Je pense que ça serait très fort. Si vous essayer d'homogénéiser, c'est encore une fois ce qu'on vous demande de faire, « on a le template », et là c'est « non, moi je fais ça comme ça, là je le fais comme ça... » donc peut-être aussi revoir un peu vos instruments. Encore une fois, les garder et les transformer, et non pas les rejeter. Faire ce travail de désapprentissage et surtout un travail d'adaptation à chaque partie où à chaque ville. Ce travail ne vient pas de, par exemple, ce que moi je dis ou quelqu'un d'autre, mais plus du travail sur la ville elle-même, avec les personnes qui l'ont étudiée, qui la vivent et là ça devient *challenging*, inspirant.

AC

Mais alors, pensez-vous qu'il serait plus logique d'adresser la question de la construction dans nos pays respectifs ? Parce que dans la société d'aujourd'hui, on construit un petit peu partout dans le monde, et par exemple

si on a un projet à Amsterdam et qu'on ne peut l'étudier de manière approfondie, est-ce que vous pensez du coup qu'il serait peut-être plus judicieux de rester un peu dans la zone dans laquelle on étudie ?

SH

Non, irréel, ce n'est pas possible. Ça devient presque nationaliste (rires) et je ne dis pas ça à vous. L'architecture ou la pratique architecturale est une discipline qui est appelée à faire un projet ici, un projet là-bas, et on le voit aussi même quand on fait des expositions. Je fais beaucoup d'expositions, et je pense que si on est toujours dans notre propre zone de confort ou cocon, on perd plein d'occasions d'apprendre, mais d'enseigner aussi. Il faut beaucoup de temps et le problème c'est qu'après trois mois on fait un projet et *next*. Ce n'est pas possible. Donc si on veut vraiment faire un travail de fond, un travail de conversation, de compréhension du terrain ou même peut-être un recyclage ou quelque chose qui parle à notre *era* (ère), je pense que ça c'est très intéressant et enrichissant. Mais, il faut un temps plus long et plus réel. Sinon que fait-on ? On a un objet qu'on répète un peu partout dans le monde et on s'appelle Rem Koolhaas. Ce n'est pas possible. Si on vit dans les années 90, c'est bon, mais là on est dans une autre époque. Il ne faut pas être amoureux de l'objet, il faut être amoureux ou amoureuse d'autre chose, d'une langue, d'une culture, des odeurs des villes, vraiment des choses qui sont plus proches des êtres humains. Ça je pense que c'est important.

AC

Lorsqu'il faut plus de temps, il faut aussi plus d'argent et comment est-ce que réalistiquement on peut répondre à un besoin précis, avec le problème du capital qui se cache derrière ?

SH

Comment ? Moi je dis toujours : un architecte ou une architecte - parce qu'en anglais ça n'a pas de pronom – a un pouvoir. Il a le pouvoir de changer *le brief*. Quand on vous dit vous avez ce terrain, faites-moi une tour d'habitat et de bureaux ; un ou une architecte peut dire « attendez, il faut absolument voir le marché, peut-être qu'on peut ajouter une bibliothèque, une crèche, etc. » Ça c'est un des pouvoirs, celui d'influencer le mandat. Influencer c'est vendre parce qu'il faut vraiment vendre aussi. Influencer le long terme. On se dit: si on prend le double de temps, vous allez les payer, oui, mais qu'est-ce qu'on va y gagner ? Donc vraiment essayer de voir toujours le long terme, la vie d'un bâtiment. Surtout, l'intérêt ou la critique de, je ne veux pas dire de l'environnement où on construit, mais tout de même d'essayer de proposer une lecture différente de l'objet, du temps, de la commission. On va dire ça comme ça. C'est encore une fois un travail d'équipe, *the good news* c'est que dans les années 90 c'était très difficile de faire ça, et aujourd'hui il y a beaucoup de pratiques qui le font, il y a beaucoup beaucoup d'architectes qui ont dit « non, on ne fait plus ça, on n'est pas intéressés, parce que qu'est-ce qu'on va y gagner ? Encore de l'argent ? Pour faire quoi ? On ne va pas passer notre temps à faire des clics et puis c'est fini. On veut repenser. » Et ça c'est vraiment dans plusieurs villes du monde entier, pas seulement en Europe. Il y a beaucoup de pratiques architecturales où peut-être

que la solution ou l'objet ce n'est pas un bâtiment. C'est peut-être réouvrir des portes des jardins tout autour pour créer cette inclusion de la population, et ce n'est pas, encore une fois, un centre de jeunes à rééduquer. Donc ici, il s'agit de revoir un peu la lecture, surtout et encore, avec des lunettes différentes. Si on sait déjà ce qu'on va faire, on a perdu. Je dis toujours à mes doctorants ou doctorantes : si tu sais déjà, pourquoi tu vas le faire ? Tu n'as pas de curiosité ? Le monde s'ouvrira peut-être si on y va avec curiosité, ouverture, beaucoup de respect et l'envie de comprendre. Ne pas dire « voilà je vais déjà le faire de cette façon ».

Et je vous donne juste un exemple. A Manifesta 13 à Marseille, j'ai fait une exposition qui s'appelle *La femme : Pharmacologie du logement*. Quand la pandémie a explosé et que le confinement a commencé en France, je me suis dit je ne peux pas maintenant continuer à faire mon exposition comme je voulais le faire avant le confinement. Il y a une situation mondiale qui entraîne beaucoup d'insécurités, on ne sait pas ce qu'on va devenir, on ne sait pas ce qu'on va faire, alors on ne peut pas juste continuer comme si de rien n'était. J'ai refait tout le projet en trois mois et je ne savais pas où ça allait mener. Mais toutes les personnes avec lesquelles j'ai travaillé étaient Marseillaises, donc on a fait un projet sur Marseille et exposé dans le musée d'histoire de Marseille. J'ai dit à ces personnes : « moi, ça c'était le projet, mais je ne peux plus le faire, c'est fini. Le monde a changé en quelques jours. » Alors, il fallait construire cette confiance, cette relation pour dire « moi je ne sais pas mais je n'ai pas peur de le dire. Je ne sais pas ce que ça va devenir mais je sais que quelque chose va sortir de tout cela. » Parce que tout ce qui se dit d'une ville est très intéressant, mais comment peut-on prendre certains discours ou certains *viewpoints*, et les partager avec le grand public ? Ça, ça devient audiovisuel, c'est vraiment des questions d'esthétique, mais aussi des questions éthiques dans le fond. Ce sont vraiment des questions fondamentales.

Sara Steiner

Pouvez-vous raconter un peu votre parcours ?

Akuto Akpedze Konou

Alors j'ai fait mes études d'architecture à Lomé, au Togo, d'où je suis originaire. Après j'ai postulé pour une bourse aux Etats-Unis que je l'ai eue et c'est ça qui m'a amené aux Etats-Unis en Août 2018. J'ai fait un master en urbanisme là-bas - community and regional planning. De là j'ai reçu un appel de l'EPFL, du laboratoire qui avait besoin de quelqu'un avec mon profil pour travailler sur un projet de doctorat. C'est suite à ça que je suis arrivée en Suisse, en février. Je travaille sur un projet pas du tout architectural et je suis censée trouver les impacts de l'agriculture urbaine sur la santé des citadins, aussi bien des pratiquants que des consommateurs de produits issus de l'agriculture urbaine, en Afrique. En parallèle je continue de diriger mon cabinet. J'ai notamment travaillé sur un projet d'école. Il fallait leur proposer quelque chose d'écologique, donc on a utilisé de la brique de terre comprimée et stabilisée avec une structure en béton armée et des claustras. Ça a été compliqué pour faire accepter le concept aux villageois parce qu'ils ont l'habitude de construire leurs maisons. On a travaillé avec une association française jumelée avec une association togolaise qui ont contacté l'Ordre National des Architectes du Togo pour avoir un architecte qui puisse s'insérer dans le sciage écologique. C'est là qu'on m'a contactée. Après ça j'ai dû organiser des séances de sensibilisation des villageois pour leur montrer les avantages qu'ils ont à construire comme ça et leur assurer que ça va être des nouvelles techniques de construction, et non pas exactement comme ils font leurs maisons.

Sara Steiner

Et ça n'aurait pas été possible de faire une architecture que en terre ?

AAK

Oui, ça aurait été possible. Moi, j'aurais bien aimé. Je m'apprête à travailler pour une association suisse qui soutient un orphelinat au Togo, parce qu'ils veulent une diversité de construction. Ils veulent un conteneur, du bois, du pisé, un peu tout ce qui se trouve sur le terrain et c'est un grand terrain donc on va pouvoir s'amuser dessus. Mais là, comme je vous l'ai expliqué, c'était compliqué à faire, disons "avaler" par les villageois, donc on a du choisir une méthode à mi-chemin entre les briques en ciment et la terre pour les convaincre.

SS

Parce que les villageois voulaient des briques en ciment ?

AAK

Oui. C'est que, pour eux, le ciment ou le dur, le béton, c'est la modernité. Et donc c'est la durabilité, c'est signe de richesse. Le luxe en fait. Et, ils auraient aimé, s'il y a un bailleur de fond qui veut les aider, ils veulent paraître moderne, et donc « pourquoi, vous,

architectes, vous venez poser des choses en terre ? C'est un peu rudimentaire ». C'était rédhibitoire pour eux.

SS

Du coup tu es très axée durabilité et écologie. Comment arrives-tu à mettre en place ce genre d'architecture au Togo ? T'inspires-tu des constructions vernaculaires ?

AAK

Oui, c'est le but en fait, mais comme je vous l'ai expliqué...

SS

...ce n'est pas forcément accepté.

AAK

Voilà. C'est pour ça que je vous ai aussi un peu raconté mon parcours...il y a quelqu'un qui m'avait dit...c'était pour blaguer mais à la fin j'ai trouvé qu'il avait raison. Je participais en tant qu'urbaniste experte, pour réfléchir à la vision du Togo pour l'année 2030. Je travaillais donc sur l'habitat et l'urbanisme au Togo et lors de discussions dans nos travaux, le ministre de l'économie de l'époque est venu me dire « tu sais à Lobé, les idéologues ils meurent pauvres, il ne deviennent jamais riche parce que, voilà, ils ne sont jamais alignés sur les choses classiques, hors c'est les choses classiques qui font de l'argent » et je lui ai répondu « ok, mais c'est pas l'argent qu'il me faut, il faut essayer de se battre... ». A la fin j'ai quand même compris qu'il me fallait quand même de l'argent pour faire passer mes idées, et donc pendant longtemps je me suis battue contre vents et marées sans vraiment d'argent, et à un moment donné je me suis dit « non, il faut que je trouve le moyen de me faire financer, de faire financer mes idées ». J'ai même appris il y a peu d'Elon Musk qu'il que lorsqu'il invente des choses, il veut les faire utiliser en premier par les riches. Il fait tout pour que ce soit adopté par des riches, et quand ce sera adopté par les riches, même les personnes de moyenne classe ou les pauvres vont vouloir se battre pour ressembler aux riches, et voudront donc adopter cette mode. C'est une manière de procéder... En suivant ce principe, si je construis ma maison, j'aimerais la faire originale, utiliser des méthodes vernaculaires et les mélanger avec des nouvelles techniques de constructions, pour que si les gens passent devant, ils se disent « mais wow, c'est possible ça ? ». Mais pour ce faire, il faut de l'argent et c'est ça qui m'a décidé à sortir du Togo en fait, parce que je trouvais que c'était compliqué de se faire sa place, même avec du talent et des compétences. Il y a tellement de corruption que c'était compliqué de se faire sa place. Donc je me suis dit « je vais aller me chercher dehors, je vais voir si c'est la même chose, si c'est la même tendance, les mêmes mentalités ou si c'est différents ». Et là maintenant je me dis « je vais pouvoir mieux revenir et savoir un peu mieux comment véhiculer mes idées. »

SS

Ok. Qu'est-ce qui pourrait alors faciliter des projets sociaux ou écologiques au Togo ?

AAK

Qu'est-ce qui les faciliterait plus ? J'ai l'impression que c'est quand ces projets sont portés par des associations ou des bailleurs de fonds étrangers.

SS

...c'est plus des petites instances alternatives qui permettent de faire émerger ce genre de projet, plus que le pouvoir en place et plus que les planifications urbaines ?

AAK

Oui, oui, oui. Tout à fait. Parce que les autorités, le pouvoir en place, le système disons institutionnel est très cadré occidental en fait. S'ils ont la possibilité de prendre un projet, tel qu'il est fait par exemple à Lausanne, et de le faire réaliser à Lomé sans adaptation, ils le feront, parce qu'ils sont aussi dans le système... Je ne sais pas si c'est une mentalité propre ou s'ils sont comme des pions joués par les pays occidentaux qui financent le gouvernement, donc il y a une certaine dépendance en fait ici. Et donc les politiques publiques sont très axées, orientées New York, Paris...

SS

Une vision un peu occidentale du coup.

AAK

Oui, voilà.

SS

C'est un peu ce à quoi on s'intéresse justement pour notre master. Mais on s'est rendues compte que si un système est en place, capitaliste, très occidentalisé, c'est quand même très difficile voire impossible de renverser ce système et de le remplacer. Et il s'agit alors de faire comme tu fais, de s'adapter et d'avoir une espèce d'hybridation. On cherche à savoir comment est-ce qu'on peut trouver des entre-deux, des craquelures, les angles morts au système qui nous permettraient justement d'agir.

AC

Et donc ça se fera par l'intermédiaire justement d'une remise en question du rôle de l'architecte, de la place qu'il a etc.

AAK

... Ramener l'architecte au niveau de l'utilisateur.

AC

Exactement, de la population. On ne sait pas encore trop comment, mais il s'agirait de développer quelque chose de terre à terre et de dire là, on peut essayer de faire quelque chose ... c'est encore un peu flou c'est vrai.

AAK

Ok. Quand j'y repense du coup je me dis, de par ma petite expérience, j'ai l'impression que passer par la société civile ou les associations c'est un bon tremplin, un bon moyen de s'approcher justement de ces populations. Parce que les associations ont une certaine facilité déjà de se faire accepter par les communautés, quel que soit leur niveau social, leur statut social, j'ai l'impression que la société civile arrive un peu plus facilement à s'approcher de la population. C'est plus leur "rang social". Et donc l'architecte peut passer par cette voie-là, s'approcher de ces associations pour en quelque sorte renverser indirectement ses pouvoirs très dictatoriaux. Voilà, c'est ce qui me vient de par mon expérience.

SS

Et je me demandais aussi : en Europe il existe des collectifs d'architecture qui se sont mis en place et qui essaient justement de travailler avec la population. Est-ce que c'est quelque chose qui se met aussi en place au Togo, des collectifs d'architecture qui travaillent au plus près de la population ?

AAK

Non, pas du tout, parce qu'il y a un grand fossé entre le nombre d'architectes dans les pays occidentaux et les autres, en tout cas, en Afrique, et particulièrement au Togo. On n'atteint pas encore 200 architectes, et on est 7 millions d'habitants. On est très peu. Et comme je vous l'ai dit, comme architecte, soit tu connais des gens dans le gouvernement, des gens au pouvoir, tu es un ami du ministre ou du président, ou l'ami d'un ami du président et tu es sûr que beaucoup de gros projets vont passer par toi, et quand je dis gros projets je dis projets à l'image occidentale forcément, beaucoup de béton, de vitres, de climatiseurs et donc beaucoup d'argent pour tes poches en tant qu'architecte. Soit c'est ça, pour une minorité, soit l'architecte continue de se chercher tous les jours... Personnellement j'avais beaucoup de clients mais les clients ne paient pas, il ne reconnaissent pas encore la place de l'architecte, parce qu'il y a peu, ils construisaient eux-mêmes leurs choses. C'est donc un peu compliqué de leur montrer l'utilité d'un architecte. Pour eux, il faut juste trouver quelqu'un qui sait placer des briques de béton et voilà, pas besoin de quelqu'un pour te faire des plans, pour te faire une étude, pour te donner des conseils, et tout ça est particulièrement présent au Togo. Donc soit c'est des projets publics, ou en tout cas, il y a de plus en plus de personnes qui font recours aux architectes, beaucoup mieux qu'il y a 5 ans ou 10 ans, mais le travail, il reste toujours beaucoup à faire parce que même quand on t'appelle, ils ne sont pas prêts à te payer. Ils te donnent le dixième de ce qu'ils devraient te payer. Les techniciens génie civil, les dessinateurs d'architecture sont en train de se faire architectes aussi. Il suffit qu'ils sachent faire des plans, utiliser un logiciel et faire de beaux rendus, et ça leur suffit pour bluffer le client et même leur soutirer beaucoup plus d'argent que l'architecte ne puisse le faire. Donc le marché est un peu mitigé et ça fait que l'architecte, il n'a pas fini de se chercher pour se lancer dans le social. C'est la triste réalité en tout cas au Togo. Dans les deux cas de figures ils s'en "fiche" un peu du social et ils sont obligés de faire du moderne, du contemporain occidentalisé pur et dur. Ou alors ils se cherchent et font ce que la personne veut, le minimum pour pouvoir gagner un peu de sous. Dans ces conditions, c'est compliqué de vraiment œuvrer dans la société,

c'est la réalité. C'est pour ça aussi que le ministre me disait que quand tu es idéologue, tu risques de finir les poches vides. Mais ça ne me décourage en rien! Donc, il existe toujours des gens comme vous, comme moi, qui sont prêts à lutter, à aller jusqu'au bout, pour voir les objectifs atteints, le côté social de l'architecte, de la pratique architecturale, même s'il n'y en a pas encore beaucoup. Donc des collectifs je n'en connais pas. Mais ça me donne une idée, peut-être que je créerai le premier au Togo ! mais vous savez, je connais presque tous les architectes de Lobé, j'ai été élue, juste avant de voyager, commissaire aux activités du bureau de l'Ordre National des architectes. Je représente la gente féminine au sein du bureau. Et je ne vois pas encore quelqu'un accepter une telle idée si je la lui présentais. Peut-être des jeunes qui viennent fraîchement de sortir, mais ça dépendra aussi de leur background social, s'ils viennent de familles aisées, peut-être que ce sera plus facile. Bon j'ai travaillé avec deux architectes sur le projet d'un village pour une association. C'était pour une sensibilisation, un suivi de chantier etc. Ces deux-là par exemple, je pense qu'on pourrait faire quelque chose, et peut-être avec les jeunes.

SS

Et du coup, on ne s'intéresse pas spécifiquement aux collectifs, mais au rôle de l'architecte en tant que tel, pas seulement comme celui de servir un système en place. On essaie de se dire que c'est peut-être plus un rôle de médiateur justement, de conseiller mais qui travaille avec la communauté au lieu d'imposer un modèle. Voilà un peu nos réflexions.

AAK

L'architecte est là pour servir en premier le peuple, la population. Donc oui, et moi je trouve que c'est un bon concept, je trouve que ça va être très intéressant si vous arrivez à produire quelque chose. Parce que dans tous les cas on a quand même besoin que les choses soient mieux, que les espaces soient mieux organisés, on est obligé de passer par les architectes en fait. Donc, à la fin, il faut trouver le moyen de rapprocher l'architecte du peuple. C'est un renversement de situation, et en fait vous souhaitez proposer des stratégies ou des méthodes pour arriver à ce renversement ?

SS

Alors oui idéalement. Mais aujourd'hui, beaucoup de pratiques de résistance existent déjà, il y a toujours des personnes qui arrivent à mettre en place des projets, à faire des projets sociaux, à être près de la population et tout, mais c'est encore rare.

AAK

Donc, il faut partir de la formation de l'architecte.

AC

Exactement, on pense aussi que le système peut s'adapter si on développe une éducation qui est axée sur le social et sur les populations. C'est juste que si les architectes continuent de faire des projets qui discriminent

d'autres populations, il y aura toujours des gens pour leur donner de l'argent, mais si les architectes commencent à penser que, justement non, ce n'est pas correct de travailler dans ce sens et qu'ils s'y refusent, et bien les autres n'auront juste pas le choix que de demander autre chose, ou demander à quelqu'un d'autre..

AAK

Oui, tout à fait. Mais j'ai juste peur qu'on ne soit qu'un type de personnalités ou de tempérament pour penser ainsi, parce que, encore une fois, chez moi à l'époque c'était clair que beaucoup de gens venaient inscrire leurs enfants à l'école d'architecture dans le but de les voir tout-puissants et riches. Il y a un certain orgueil qui naît et qui conduit tout le cursus même de l'apprentissage, et qui se poursuit sur le terrain de la pratique. Il serait possible d'imaginer une nouvelle branche carrément qui se spécialise dans cette manière de faire et on sait que ceux qui choisissent cette branche sont venus avec le cœur pour travailler pour le social. Et comme tu as dit, s'ils travaillent bien, ils arriveront bien peut-être à faire changer la demande. La typologie de la demande peut aussi changer, ce qui va obliger aussi les autres qui se prennent tout-puissant à s'adapter. Donc c'est toute une mentalité à la base qu'il faut changer, et je pense que ça doit venir de la formation. Il faut des cours spécifiques, précis, pour donner plus de perspective à cette mentalité-là dès la racine et montrer les problèmes qu'elle peut engendrer, sinon après on rentre dans le système et on se laisse avaler.

Sara Steiner

Il existe un aspect social dans l'architecture, mais finalement nous avons ce sentiment qu'aujourd'hui il n'est plus connecté à cet aspect. Quel est selon vous le mécanisme qui a limité l'architecture de cette façon ?

Nicole Moyo

Je pense que le capitalisme joue un grand rôle. La croissance du développement urbain par exemple. Lorsque l'on construit les bâtiments et la communauté, nous sommes plus préoccupés par le gain maximum et le rendement maximum que sur les besoins de la communauté. Et je pense qu'en ce moment, l'architecture est une réflexion directe de la société dans laquelle nous vivons. Si nous regardons l'engagement avec la technologie ou le téléphone par exemple : on ne se concentre que sur l'individu et on perd tout sentiment de communauté. C'est malheureux mais c'est la réalité du monde dans lequel nous vivons.

AC

Comment pensez-vous qu'il est possible de travailler avec cette situation ? Comment est-il possible de contrer cela dans votre travail par exemple ?

NM

Actuellement je travaille comme urbaniste dans le bureau DIALOG. Et ce qui est bien quand on travaille comme urbaniste c'est qu'il faut un processus de projet pour des lieux qui ne sont pas construits. Alors un des points importants que j'ai appris, c'est l'engagement communautaire. Il ne faut pas imposer ses idées et son architecture à la communauté, mais les engager dans le processus. Il faut comprendre quels sont leurs besoins et ce qu'ils veulent. On a cet outil *The Community Wellbeing Wheel* qui, à chaque fois que l'on design nous permet de penser à tous les aspects de la communauté. Ce peut-être avec de l'ingénierie, de l'architecture, l'environnement présent - aspects socio-économiques. Il y a un certain nombre d'aspects vraiment importants qui jouent un rôle dans notre travail quotidien. Mais j'ai décidé de travailler comme ça. L'architecture sociale est une branche que l'on doit décider de suivre. Ce n'est pas une direction sûre en termes d'argent, alors il faut beaucoup de contacts, ou il faut trouver la bonne organisation avec laquelle travailler. C'est pourquoi on n'en voit pas beaucoup.. Le monde s'intéresse à ce qui est rapide et pas cher. Malheureusement.

SS

Comment communiquez-vous avec les communautés ? Il doit y avoir des limites à cette pratique, non ?

NM

Oui. Il faut d'abord identifier, dans ton projet, dans ton futur, il faut d'abord identifier les acteurs. Les acteurs sont la communauté. Que ce soit une église, un club de football, un hôpital, il faut trouver un moyen de s'engager auprès de la communauté. On peut investir

l'espace public, faire une installation et dire " on veut vos idées et vos retours", mettre en place des posters et leur donner des autocollants, ou parler avec eux. Donner leurs des options et accumuler des informations. Parfois c'est dur, parce qu'on ne connaît pas les communautés, les personnes, mais ce n'est pas difficile de le faire. Je ne sais pas où vous allez choisir votre site pour votre projet de Master, mais si vous cherchez au sein d'une communauté défavorisée, alors les premiers bon endroits où chercher c'est l'église. L'église vous dira où aller, où sont les besoins. Ils vous diront que cette personne est dans cette communauté depuis tant de temps etc. Ensuite vous pouvez diriger vos interviews aux bons endroits pour récolter des informations et partager leurs histoires. Mais il existe de nombreuses autres façons de collaborer avec la communauté.

SS

Quel est le rôle de l'architecture et de la planification urbaine dans les discriminations urbaines ? Pensez-vous que l'architecture peut empower les populations ? Est-ce vraiment l'architecture qui leur permettra d'être empower finalement ?

NM

Oui, je pense que l'architecture est très importante, parce que tout est question d'accessibilité. Si on met les choses dans une perspective plus large, la manière dont on construit nos villes est fondamentale. Rien que dans l'éclairage urbain. Si l'on pense à toutes les choses que l'on peut faire, en tout cas personnellement en tant que personne "privilegiée", je me lève et je sais que j'habite à moins de vingt minutes de mon bus, je peux me déplacer facilement, je suis en sécurité dans mon quartier pour aller faire mes courses toute seule etc. Si on ne construit pas des infrastructures de base, tels que des trottoirs, des éclairages, l'électricité ou encore bien d'autre, alors oui immédiatement en termes de design urbain, vous créez de la discrimination. Ca c'est une chose.

Ensuite si l'on pense aux villes, avec le centre des affaires dans l'aire métropolitaine. Qui a accès à ce quartier et lorsqu'on y a accès quel job ont-ils et combien doivent-ils payer pour s'y rendre ? Combien dépensent-ils de leur salaire pour se déplacer d'un endroit à un autre ? Alors qu'une personne très privilégiée qui peut se permettre de rester au centre-ville n'a pas tous ces coûts ou toutes ces choses auxquelles penser. Leurs qualités de vie diminuent immédiatement. Nous devons repenser la manière de se déplacer à pied, manière d'éclairer, au moins pour les commerces de premières commodités, les supermarchés, les cliniques etc. L'architecture est si puissante quand on y pense, rien que le fait de savoir si : "ce bâtiment est-il accessible quand je me tiens devant ? Il y a-t'il un énorme mur ? Puis-je voir à travers ? Est-ce que je me sens en sécurité ? Il y a beaucoup d'aléas et encore plus en tant que femme, si on y pense, on ne questionne pas suffisamment le bâtiment comme on le devrait. Ces questions sont à une micro-échelle mais à la grande aussi. L'architecture est vraiment importante et je pense que l'on devrait vraiment réfléchir à comment elle exclut et isole les personnes.

SS

Que priorisez-vous alors dans vos projets ?

NM

Je pense que le principal c'est le SDG (*Sustainable development goals*) mais même là ce n'est pas un fait que le plus important c'est l'accessibilité. Parce que l'on peut voir l'architecture comme une belle structure mais on doit aussi réfléchir à comment elle va impacter la communauté et son environnement. Quand je suis née par exemple, on avait un téléphone fixe et on devait être à la maison pour recevoir un appel ou dans un endroit précis. Mais avec les téléphones portables on peut aller où on veut et on peut faire tellement de choses avec. Et je pense que d'une certaine manière faire un peu la même chose avec les communautés et leur permettre de devenir indépendantes des ressources qu'elles ont et de ne pas dépendre que du gouvernement, au moins pour les familles à faibles revenus, qui pourront ainsi mieux se concentrer sur l'éducation et la santé. Quand on pense aux communautés, on s'inquiète de la nourriture, de la lumière, de l'argent etc. mais quand on se réveille le matin et qu'on ouvre le robinet pour boire de l'eau, j'espère y voir de l'eau. Alors je pense qu'attendre une société équitable, au moins pour les besoins de première nécessité, comme l'eau, l'électricité ou des infrastructures sécurisées sont critiques et tous les pays n'ont pas tout ça, parfois de manière plus évidente que d'autres, quand on sort de son quartier on rencontre ces personnes qui ne vivent pas la même que nous.

SS

Dans cet objectif là, quel serait l'angle d'attaque à prendre pour aborder les discriminations urbaines ? Quelle est votre méthode ?

NM

Ok alors vous savez, chaque communauté est différente. Et je ne pense pas que l'approche du one size fit all fonctionne. Une communauté basée sur les mines et une autre sur la pêche sont totalement différentes. Et ils ont des besoins différents et la population est également différente. Alors il faut vraiment être soucieux de ne pas appliquer les mêmes solutions partout. Mais vous pouvez avoir vos questions stratégiques de base. Celles que vous allez toujours devoir vous poser en regard à quelle communauté vous vous adressez. C'est toujours "l'histoire de qui n'a pas été racontée ?" Quand on observe on peut voir et dire "ok, il manque l'histoire de quelqu'un". A partir de là, on peut commencer à étudier en profondeur.

Donc toujours aborder les communautés comme si vous ne saviez rien. Vous y êtes pour apprendre, écouter, prendre le plus d'informations possible et seulement après vous pouvez commencer à retranscrire ces informations et raconter leur histoire. Et pas seulement les problèmes mais également les solutions! Je pense que c'est une chose linéaire où vous commencez à penser à "ok, quel sera le résultat final ?" alors qu'on ne peut commencer un projet en connaissant déjà le résultat final, c'est délicat. Des personnes sont un jour venu me dire "peux-tu faire ce projet dans notre communauté ?" et je leur ai répondu «Ça ne marche pas comme ça». Si la communauté est différente, va-t-on quand même leur fournir l'eau ? Oui. Mais va-t-on le faire de la même manière ? peut-être que non, parce que peut-être le climat est différent. Pleut-il beaucoup ? Y a-t-il de la sécheresse ? Je ne sais pas. Alors je ne peux pas dire. Vous devez vraiment poser continuellement des questions en supposant que vous ne savez rien.

SS

Certains architectes comme vous se sont engagés et sont des exemples positifs aujourd'hui de ce type de stratégies bottom up. Mais ces initiatives ne semblent pas pouvoir aller au-delà de la petite échelle d'action. Alors comment pensez-vous que ces initiatives pourraient avoir un impact à plus grande échelle ? Est-il seulement possible ? Devrions-nous nous attendre à une multiplication de ces petites échelles d'action ou pouvons nous espérer à ce qu'elles se développent à une plus grande échelle ?

NM

Je pense que toutes les bonnes choses commencent à la petite échelle. Mais j'ai étudié l'architecture puis je me suis spécialisée en urbanisme parce que je savais, comme vous le dites, que l'architecture travaille à la petite échelle si on regarde dans un contexte global. Et la véritable influence se fait au travers de la politique, parce que les lois dirigent le développement de la construction de la ville. Alors si on commence à influencer la politique avec l'architecture, alors je pense que ça pourrait marcher. Mais si nous ne faisons que des projets au cas par cas, et que cela ne va pas jusqu'à la politique, et que cela ne met pas la pression sur les gouvernements, les communautés, les municipalités, pour mettre en œuvre certaines de ces choses, alors c'est difficile. En même temps, je sais pourquoi ils ne vont pas au-delà de la petite échelle. Parce qu'avec mes projets, si vous y réfléchissez bien, je retire l'argent des impôts au gouvernement. Donc, si je dis aux communautés qu'elles peuvent gérer leurs propres ressources ou si j'examine comment elles peuvent gérer leurs propres ressources, alors elles n'ont pas à payer l'argent du gouvernement pour traiter les choses. Donc, à la fin, il y a un conflit parce qu'il y a un conflit d'intérêts. Et même au sein des communautés, il y a des niveaux de pouvoir que vous devez supposer parce que ce n'est pas seulement la faute du gouvernement, mais aussi celle des gens de la communauté qui sont avides. Il faut être très stratégique dans ce domaine et je n'ai pas encore trouvé de solution, mais je vais le faire.

Je suis un peu ambitieuse. Je pense qu'il existe un moyen. La chose qui est merveilleuse dans l'ère digitale dans laquelle nous nous trouvons c'est que l'on peut raconter l'histoire de ces communautés. Je pense que si vous racontez une histoire suffisamment claire sur pourquoi on doit agir, comment on peut agir et pourquoi c'est important.. plus les gens l'entendront le mieux ce sera. Je veux dire, pour moi, même aujourd'hui, je pense qu' internet est tout aussi important que l'eau. Regardons les effets de la pandémie par exemple. Toutes ces notions d'accessibilité dont nous avons discuté se retrouvent là-dedans. Alors je pense qu'il y a beaucoup de travail mais il faut ne pas abandonner. Et ça me fait plaisir de voir que vous travaillez également dans cette direction, ce n'est pas le travail d'une personne. Lorsque j'ai fini mon projet de master je l'ai proposé au directeur de UN-Habitat de l'époque mais il n'a aucun réel pouvoir. Il ne pouvait pas prendre le projet pour le faire. Les changements de notre époque se font sur internet, au devant de la scène et pas dans les conversations des hauts-placés. Avant, on ne savait pas ce que les gens faisaient, mais maintenant on sait. Il y a des personnes qui sont plus efficaces que moi et c'est génial.

SS

On s'intéresse également à la colonisation en architecture, non pas de la période coloniale, mais à une colonisation mentale et plus précisément sur l'influence des modèles occidentaux dans l'architecture. Pensez-vous qu'il existe une influence occidentale dans l'architecture sud-africaine ? si oui est-ce problématique ?

NM

Alors oui mais vous savez, tout cela est un problème d'éducation. Encore une fois, il y a un lien direct réel entre l'environnement, nos sociétés et l'éducation... cela arrive même avec les vêtements et les choses comme ça, vous supposez que quelqu'un est bien loti parce qu'il est bien habillé... c'est cette perception de penser que certaines choses sont meilleures que les autres. Vous savez, j'ai eu ce problème au travail aussi, nous concevions des projets dans des communautés différentes et nous avions exactement la même approche, qui était de créer ces blocs. Chaque communauté devait faire partie d'un bloc. Mais je ne pense pas que ce soit vrai. Peut-être que les blocs se trouvaient dans une partie de la ville mais pas dans la ville entière... mais là encore, c'est juste une influence du copier-coller de la façon dont les villes britanniques ont été construites. Et il faut reconnaître que dans les pays qui ont été colonisés, les infrastructures qui ont commencé dans ces villes sont très représentatives de la domination coloniale qui y régnait. Et, malheureusement, vous voyez partout dans le monde des gens qui continuent à construire ces infrastructures... ou qui perçoivent les villes de l'Occident comme les meilleures, ce qui n'est pas vrai non plus. Donc, tout ça pour dire que je pense qu'il y a beaucoup de désapprentissage à faire dans le système éducatif parce que c'est comme ça que nous avons été formées, n'est-ce pas ? Nous allons à l'école et on nous dit que c'est "comme ça" qu'il faut faire et on ne remet pas vraiment cela en question, jusqu'au moment où l'on vieillit et que l'on remarque qu'on se reconnaît de moins en moins dans cet apprentissage.

Je voudrais donc blâmer tout le monde, mais c'est vraiment l'éducation qui est en cause. Il faut changer de manière utile l'éducation pour permettre de nouveaux types de planification. Un bon exemple dans mon cursus est celui de Levittown aux Etats-Unis. Lorsque l'accession de la propriété s'est développée, et que la voiture est devenue un moyen d'accéder à la terre et de permettre à n'importe qui de posséder sa maison, c'était l'exemple de réussite. Ce qui n'était pas vrai.. Je n'ai découvert que cette année que seules certaines personnes pouvaient acheter des terres dans ces régions.

Encore une fois, c'est triste, nous devons nous interroger sur ce que nous apprenons.. Mais quand on est à l'université, on n'a pas vraiment le temps de penser «est-ce vrai ?». On espère simplement que le système éducatif nous donne les bonnes connaissances, mais ce n'est pas toujours le cas... Alors je dirais, par exemple de se poser les bonnes questions, qui fixe les normes ? Quelles sont ces normes ? Qui siège à ces conseils d'administration ? Pourquoi n'y a-t-il pas de diversité dans ces conseils, y compris des femmes, n'est-ce pas ? Même Vitruvius, dont nous apprenons tous immédiatement l'existence en architecture, je ne me suis pas demandée pourquoi le thème était présenté avec un corps d'homme et qu'il avait une certaine allure... Ce sont des questions que nous devons poser, mais quand on est à l'école, on n'a pas forcément la possibilité de poser ce genre de questions.

Anna Clément

Vous travaillez dans une équipe multidisciplinaire, quel est alors le rôle de l'architecte ?

Consuelo Polanco

Le rôle de l'architecte de TECHO c'est l'immobilier social mais comme vous l'avez dit, il s'agit d'une équipe multidisciplinaire. Nous travaillons toujours en équipe en essayant d'aborder les problèmes sous tous les angles. Cela peut être d'un point de vue juridique, social, technique ou architectural. Mais le rôle spécifique de l'architecte est le développement de l'architecture, de faire la planimétrie, la spécification technique, la conception participative avec les communautés pour expliquer tout ce qui est lié à l'architecture. Il ne s'agit pas simplement de développer un projet, nous devons être capables de transmettre ces informations à la communauté. Ensuite, nous devons aussi faire un acte en face à face et savoir bien expliquer ces informations. Tout ce qui est contact avec les municipaux - ceux qui approuvent les plans - c'est notre rôle et nous approuvons tout avec l'entité d'État chargée de donner les subventions. Nous devons donc communiquer en permanence et une fois le projet en cours, c'est aussi la tâche de l'architecte de s'occuper de tout ce qui concerne le suivi des travaux, de veiller à ce qu'ils soient bien exécutés selon les plans.

AC

Quand vous travaillez avec la population au final c'est vous qui prenez les décisions ? Quel est la place de la population dans le projet et peut-elle apporter des idées ?

CP

Nous menons toujours des activités avec la communauté pour voir comment ils souhaitent construire leur logement, même si cela a certaines limites. Par exemple, si le terrain est très petit et que les familles veulent vivre dans des maisons, il se peut que ce soit impossible à cause de la taille du terrain. Nous allons alors devoir opter pour une solution qui est dans des appartements et des choses comme ça. Dans la mesure du possible, nous essayons toujours de pouvoir discuter et dialoguer avec eux lorsque nous prenons des décisions. Mais nous allons toujours le faire. Cela fait partie du processus. Seulement après nous développons un projet. De plus, avant que ce projet soit approuvé par la direction du travail ou par l'entité de l'État, nous avons besoin de l'approbation des familles. Si les familles disent ne pas vouloir vivre dans ce projet, nous arrêtons les démarches et essayons de résoudre ce qui ne leur plaît pas.

AC

Ok

CP

Mais il est évident que tout le monde ne sera pas satisfait, on opte pour la majorité mais

il y a toujours des gens qui ne sont pas heureux.

Sara Steiner

Cette façon de faire de l'architecture est-elle quelque chose que vous avez appris à l'école ? Parce que ce n'est pas ce que l'on pourrait appeler une façon traditionnelle de faire de l'architecture. Ou avez-vous commencé à le faire seulement une fois que vous avez commencé à travailler ?

CP

Non, dans les universités on ne vous apprend rien, je veux dire, je pense que c'est similaire à ce que vous avez appris, un enseignement très technique. Au moins, j'ai quitté l'université en sachant très bien dessiner, développer la planimétrie mais par exemple toute la partie qui est le traitement municipal ou comment aller traiter ces plans à la direction de la construction, non. Je n'ai pas non plus appris à rédiger, par exemple, des spécifications techniques et encore moins toute la partie sociale. Nous n'avons jamais eu besoin de dialoguer avec qui que ce soit pour développer un projet, notre projet a toujours été le nôtre. Nous n'avions pas d'homologue ou de client exigeant, donc c'était totalement nouveau. Et en dehors du domaine professionnel de l'architecte, le travail de TECHO est très différent parce que vous ne travaillez pas avec une personne ou une famille, mais avec 100 familles. Il est donc beaucoup plus difficile de concilier les intérêts de 100 familles avec un projet. Lorsque vous n'avez qu'une seule famille, la solution arrive peut-être plus rapidement. Mais je trouve qu'il est assez difficile de travailler avec des communautés de grande taille.

AC

Quelle est donc pour vous la manière la plus efficace de travailler avec les communautés ?

CP

Ecoutez, je pense que nous, nous nous soutenons toujours en tant qu'équipe. C'est-à-dire que nous prenons toujours toutes les décisions en prenant compte de l'opinion des autres, que ce soit les avocats, les coordinateurs des organisations communautaires, les coordinateurs techniques et les architectes. Il faut pouvoir appréhender le projet de tous les points de vue. Parce que si on pense que le projet ne tient que de l'architecte, on prend les décisions seuls et on peut ne pas se rendre compte d'un problème et retarder le projet. On est tous liés dans ce qu'on fait. Voilà pourquoi il faut consulter et aborder le projet en tant que groupe. De plus, lorsque nous devons prendre des décisions très importantes il faut maintenir informé la communauté, et impliquer la direction dans les décisions. La direction c'est les dirigeants sociaux de la communauté. On ne pourra pas toujours consulter l'ensemble de la communauté. Mais pour cela qu'ils ont choisi des représentants - 3-4 personnes. Ensuite, je dirais qu'il est important de prendre en considération et de transmettre les problèmes. Il ne faut rien cacher et être transparent. Comme les projets sont très longs et durent plus de 7 ans, si les gens perdent confiance dans l'équipe professionnelle parce qu'ils cachent des informations, c'est problématique. Il devient alors difficile de maintenir

l'intérêt et la participation des gens. Finalement, la confiance c'est ce qu'il y a de plus important. Ils doivent nous faire confiance pour continuer à participer et continuer à croire que leurs logements viendront un jour. Je dirais donc qu'il est important d'inclure les communautés dans le processus de décision et de toujours rendre tous les problèmes transparents

SS

Quel impact voulez-vous que votre travail ait sur l'environnement urbain ? Pensez-vous que le travail de TECHO peut aussi avoir un impact sur la ville, sur la société, sur des choses que vous pensez pouvoir changer dans le futur ?

CP

Je pense que oui. Par exemple nous essayons toujours d'être très actifs dans les discussions qui traitent de la politique du logement, c'est-à-dire que si un nouveau décret sort, nous essayons de le lire, de l'analyser et d'une manière ou d'une autre d'envoyer au ministère notre avis et de voir comment cela peut être modifié et comment il peut être amélioré. Il y a une section dans TECHO qui est appelée centre d'étude socio-territorial qui est responsable de l'incidence. Ils sont chargés de générer des données pour les analyser et réaliser d'autres enquêtes dans le genre. Cette section est plus apte à concrétiser un changement du côté législatif. Et je pense que c'est un facteur important.

AC

Nous nous intéressons à la discrimination urbaine savons que TECHO travail pour amoindrir cet discrimination. Comment vous y prenez-vous ?

CP

Ce n'est pas une question à laquelle il est facile de répondre. Il n'y a pas une solution. Mais je pense qu'à TECHO, ce qui peut nous différencier des autres personnes ou des autres agences immobilières, c'est que nous essayons de mettre la communauté toujours au premier plan. Ils sont le point de départ du développement de toute l'architecture. Je pense également que notre travail quotidien est de construire une société juste, même s'il est très difficile de le faire concrètement. Je pense que cela fait partie de l'esprit de TECHO. En effet TECHO ne fait pas que du logement social, la fondation agit de différentes manières. Il y a des programmes d'éducation pour les jeunes enfants ou des ateliers d'enseignement pour les communautés afin qu'ils puissent obtenir un moyen de travailler par exemple. TECHO essaie de couvrir différentes dimensions.

SS

Quelle est la relation que vous avez avec le gouvernement, comment travaillez-vous avec eux ?

CP

Nous travaillons avec eux au jour le jour car les subventions qui financent nos projets sont

octroyées par le gouvernement. Nous devons donc les rencontrer en permanence, pour nous mettre d'accord. Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une relation horizontale puisqu'il reste notre "patron", pour ainsi dire, mais c'est une communication très fluide. De plus nous travaillons souvent avec différentes équipes professionnelles, donc ce n'est pas comme si nous travaillions toujours avec les même cinq personnes du gouvernement. Voilà notre façon de travailler avec eux.

AC

Pensez-vous que dans l'urbanisme de Santiago, il y a une influence occidentale dans la manière de construire, ou pas vraiment ?

CP

Peut-être que vous pouvez voir des traces de colonisation dans le centre historique de Santiago, il a tout un style qui est plus européen pour ainsi dire. Mais dans les nouvelles constructions, je dirais non. C'est un peu tiré de l'Europe, mais c'est un style moderne, contemporain. Et personnellement, ce que nous essayons de faire, quand nous travaillons sur le choix de la matérialité, c'est toujours de chercher des matériaux de la région. Donc, si nous construisons dans le sud du Chili, nous faisons les maisons en bois ou des choses comme ça. Nous travaillons avec des matériaux locaux avec lesquels les communautés se sentent représentées et en sécurité.

NB : La retranscription Annexe 6 de Léopold Lambert n'est pas disponible.

Bibliographie

- « # ARAKAWA/GINS /// Towards an Architecture That Does Not Know What a Body Is ». 2014. THE FUNAMBULIST MAGAZINE. 3 novembre 2014.
<https://thefunambulist.net/architecture/arakawagins-towards-an-architecture-that-does-not-know-what-a-body-is>.
- « # ARCHITECTURAL THEORIES /// A Subversive Approach to the Ideal Normatized Body ». 2012. THE FUNAMBULIST MAGAZINE. 29 avril 2012.
<https://thefunambulist.net/architecture/architectural-theories-a-subversive-approach-to-the-ideal-normatized-body>.
- Agier, Michel. 2013. *La condition cosmopolite: l'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*. Paris: La Découverte.
- . 2015. *Anthropologie de la ville*. 1re édition. Paris: Puf.
- Aldenderfer, Mark S. 1993. *Domestic Architecture, Ethnicity, and Complementarity in the South-Central Andes*. University of Iowa Press.
- All Inclusive Cities | Jesper Koefoed-Melson | TEDxCopenhagen*. s. d. Consulté le 29 mai 2020. <https://www.youtube.com/watch?v=njFMnDr9tFA>.
- « An Interview with Bogotá-Based Giancarlo Mazzanti ». s. d. Archinect. Consulté le 8 janvier 2021.
<https://archinect.com/features/article/137512201/an-interview-with-bogot-based-giancarlo-mazzanti>.
- Atkinson, Rowland, et Gary Bridge, éd. 2004. *Gentrification in a Global Context*. 0 éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203392089>.
- Bagault, Céline. 2013. « Entretien avec Michel Agier : Habiter la frontière ». *Sciences Humaines* N° 249 (6): 8-8.
- Barancy, Olivier. 2017. *Misère de l'espace moderne: la production de Le Corbusier et ses conséquences*. Contre-feux. Marseille: Agone.
- Baudouï, Rémi. 2014. « Penser la transition éthique de l'urbanisme pour l'aménagement de villes durables. Le cas de la France et de la Suisse ». *Éthique publique* 16 (1). <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1404>.
- Beynon, David. 2009. « Architecture, Multiculturalism and Cultural Sustainability in Australian Cities ». *The International Journal of Environmental, Cultural, Economic, and Social Sustainability: Annual Review* 5 (2): 45-58.
<https://doi.org/10.18848/1832-2077/CGP/v05i02/54586>.
- Biczel, Dorota. 2013. « Viewpoint: Self-Construction, Vernacular Materials, and Democracy Building: Los Bestias, Lima, 1984–1987 ». *Buildings & Landscapes: Journal of the Vernacular Architecture Forum* 20 (2): 1-21.
<https://doi.org/10.5749/buildland.20.2.0001>.
- Blanc, Maurice. 2015. « Pratiquer la comparaison en sociologie urbaine ». *Espaces et sociétés* n° 163 (4): 141-51.
- « Bobos en ville, bobo à l'âme des quartiers? | Tribune de Genève ». s. d. Consulté le 8 janvier 2021.
<https://webspecial.tdg.ch/longform/podcast-bobos-quartier/bobos-ville-bobo-a->

- lame-quartiers.
- Bonerandi, Emmanuelle, et Hélène Roth. s. d. « POUR UNE GEOGRAPHIE DES ESPACES ANTI-HEROS : AU-DELA DE LA BANALITE DES ESPACES INTERMEDIAIRES », 17.
- Breitung, Werner. 2011. « Borders and the City: Intra-Urban Boundaries in Guangzhou (China) ». *Quaestiones Geographicae* 30 (4): 55-61.
<https://doi.org/10.2478/v10117-011-0038-5>.
- Budds, Diana, Diana Budds, et Diana Budds. 2016. « How Urban Design Perpetuates Racial Inequality—And What We Can Do About It ». Fast Company. 18 juillet 2016.
<https://www.fastcompany.com/3061873/how-urban-design-perpetuates-racial-inequality-and-what-we-can-do-about-it>.
- Casanova, Marielly. 2019a. *Social Strategies Building the City: A Re-Conceptualization of Social Housing in Latin Ameica*.
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=2090010>.
- . 2019b. *Social Strategies Building the City: A Re-Conceptualization of Social Housing in Latin America*. LIT Verlag Münster.
- cecile. 2019. « Économie sociale et solidaire ». Jean-Louis Laville (blog). 12 décembre 2019.
<http://www.jeanlouislaville.fr/index.php/2019/12/12/leconomie-sociale-et-solidaire/>.
- Center, East-West. 2019. *Asia's Regional Architecture: Alliances and Institutions in the Pacific Century*. <https://vimeo.com/333605933>.
- Chagnollaud, Fanny. 2016. *Urbanisation informelle par l'autogestion au Pérou: L'invention d'une culture andine urbaine à Ayacucho*. Editions LHarmattan.
- CHAMBERS, BILL. 2005. « The Barriadas of Lima: Slums of Hope or Despair? Problems or Solutions? » *Geography* 90 (3): 200-224.
- Chan, Jeffrey K. H. 2019. *Urban Ethics in the Anthropocene: The Moral Dimensions of Six Emerging Conditions in Contemporary Urbanism*. 1st ed. 2019. Singapore: Springer Singapore : Imprint: Palgrave Macmillan.
<https://doi.org/10.1007/978-981-13-0308-1>.
- Clowney, Stephen. 2012. « Landscape Fairness: Removing Discrimination from the Built Environment ». SSRN Scholarly Paper ID 2096409. Rochester, NY: Social Science Research Network. <https://papers.ssrn.com/abstract=2096409>.
- « Community Wellbeing Framework | DIALOG ». s. d. Consulté le 9 janvier 2021.
<https://www.dialogdesign.ca/community-wellbeing-framework/>.
- Cripps, Christopher. 2004. « Architecture, race, identity and multiculturalism: a radical 'White' perspective ». *Social Identities* 10 (4): 469-81.
<https://doi.org/10.1080/1350463042000258917>.
- Damon, Julien. 2014. « Chiffres, approches et paradoxes de la pauvreté urbaine ». *Questions de communication*, no 25 (août): 143-60.
<https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8989>.
- Dayre, Jean. 1962. « Un capitalisme social est-il possible ? » *Les Cahiers de la publicité* 2

- (1): 65-72. <https://doi.org/10.3406/colan.1962.4759>.
- Déchaux, Jean-Hugues. 2010. « Ce que l'« individualisme » ne permet pas de comprendre.: Le cas de la famille ». *Esprit* Juin (6): 94. <https://doi.org/10.3917/espri.1006.0094>.
- « Définition ». s. d. APRÈS. Consulté le 22 décembre 2020. <https://www.apres-ge.ch/definition>.
- Demeulenaere, Pierre. 2003. « Normes sociales, individualisme et holisme ». *Sociologies*, 43-63.
- Design Strategies for Informal Settlements | Mangaliso Chima | TEDxLilongwe*. s. d. Consulté le 29 mai 2020. <https://www.youtube.com/watch?v=5UI07DN1HMA>.
- Didi-Huberman, Georges. 2009. *Survivance des lucioles*. Paradoxe. Paris: Minuit.
- Dirlik, Arif. 2005. « Architectures of Global Modernity, Colonialism, and Places ». *Modern Chinese Literature and Culture* 17 (1): 33-61.
- Doat, Patrice. 1985. *Construire en terre*. Paris: Alternatives.
- Driant, Jean-Claude. 2015. *Las barriadas de Lima: Historia e interpretación*. Institut français d'études andines.
- Escobar, Arturo, et Eduardo Restrepo. 2009. « Anthropologies hégémoniques et colonialité ». *Cahiers des Amériques latines*, no 62 (décembre): 83-95. <https://doi.org/10.4000/cal.1550>.
- Espinosa, Agustín, Alicia Calderón-Prada, Gloria Burga, et Jessica Güímac. 2007. « Estereotipos, prejuicios y exclusión social en un país multiétnico: el caso peruano ». *Revista de Psicología* 25 (2): 295-338.
- Fabricius, Daniela. 2011. « Looking Beyond Informality ». *Architectural Design* 81 (3): 144-49. <https://doi.org/10.1002/ad.1253>.
- Fauveaud, Gabriel, éd. 2017. *Les villes non occidentales: Comprendre les enjeux de la diversité urbaine*. Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.4000/books.pum.11857>.
- Foucault, Michel. 2008. *Surveiller et punir: naissance de la prison*. Collection TEL. Paris: Gallimard.
- Garnier, Jean-Pierre, et Sophie Accolas. 2013. « Architecture sociale et logiques capitalistes: Entretien avec Jean-Pierre Garnier réalisé par Sophie Accolas ». *Journal des anthropologues*, no 134-135 (octobre): 341-53. <https://doi.org/10.4000/jda.4857>.
- Genna, Karen, et Agustín Espinosa. 2012. « Identidad, etnicidad y bienestar social en un contexto socialmente excluyente ». *Psicología & Sociedade* 24 (1): 84-93. <https://doi.org/10.1590/S0102-71822012000100010>.
- Ghanbari, Javid. 2019. « Psychological Role of Architecture in Social Integration of Immigrants in Multicultural Cities: Design Experience of a Residential Mixed-Function High-Rise ». *Journal of International Migration and Integration* 20 (2): 577-92. <https://doi.org/10.1007/s12134-018-0616-7>.
- Giraldez, Elia Saez, José García Calderón, et Fernando Roch Peña. 2010. « La ciudad desde la casa: ciudades espontáneas en Lima ». *Revista INVI* 25 (70). <https://doi.org/10.4067/invi.v25i70.503>.
- Goudin-Steinmann, Elisa. 2014. « Espaces résiduels et espaces collaboratifs : le dévelop

- pement du secteur socioculturel berlinois au sein des interstices de la ville (1990-2013) ». *Carnets de géographes*, no 7 (décembre).
<https://doi.org/10.4000/cdg.536>.
- Gyger, Helen. 2019. *Improvised Cities: Architecture, Urbanization, and Innovation in Peru*. University of Pittsburgh Press.
- HACER MUCHO CON POCO (*Do More With Less*). s. d. Consulté le 7 mai 2020.
<http://www.kliwadenkonovas.com/portfolio/hacer-mucho-con-poco>.
- Harvey, David. 2013. *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. Paperback ed. London: Verso.
- Hernández, Felipe, Peter Kellett, Lea K. Allen, et Lea Knudsen Allen. 2012. *Rethinking the Informal City: Critical Perspectives from Latin America*. Berghahn Books.
- Informal Settlements, Slums & Inclusive Cities - Associate Professor Paul Jones*. s. d. Consulté le 28 mai 2020. <https://www.youtube.com/watch?v=10Ob3H5Gpww>.
- Jaillet, Marie-Christine, Evelyne Perrin, et Françoise Ménard, éd. 2008. *Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité*. Collection « Recherches » du PUCA, no. 180. La Défense: Plan urbanisme Construction Architecture.
- Keane, Jondi. 2012. « An Arakawa and Gins Experimental Teaching Space : A Feasibility Study ». *Inflexions*, no 6 (janvier): 234-49.
- Keedwell, Paul. 2017. *Headspace: The Psychology of City Living*.
- Klaufus, Christien. 2011. « Arquitectura de Remesas: “Demonstration Effect” in Latin American Popular Architecture ». *Etnofoor* 23 (1): 10-28.
- Kobayashi, Audrey. 2014. « Neoclassical Urban Theory and the Study of Racism in Geography ». *Urban Geography* 35 (5): 645-56.
<https://doi.org/10.1080/02723638.2014.920228>.
- Konou, Akuto Akpedze Rolande. 2017. « Vert Damadé : Pour une école plus verte », Les jeunes francophones en action. Faire des emplois vert une aubaine, , no n°106 (3e semestre): 76.
- Koolhaas, Rem, Francis Guévremont, et Manuel Orazi. 2017. *Etudes sur (ce qui s'appelait autrefois) la ville*.
- Kornberger, Martin, Christian Borch, et Taylor & Francis (Londyn). 2016. *Urban Commons: Rethinking the City*. London; New York: Routledge Taylor & Francis Group.
- La Cecla, Franco, et Ida Marsiglio. 2017. *Contre l'architecture*. Paris: Arléa.
- « La mondialisation rend-elle le monde uniforme? - L'Express ». s. d. Consulté le 8 janvier 2021.
https://www.lexpress.fr/actualite/monde/la-mondialisation-rend-elle-le-monde-uniforme_1900309.html.
- « La ville adaptable | ». s. d. Consulté le 9 janvier 2021.
<https://www.fair.archi/la-ville-adaptable/>.
- Lambert, Léopold. 2014a. *The Funambulist Pamphlets. Volume 8, Arakawa + Madeline Gins*.
https://www.dropbox.com/s/ngsga2bscdlxjk5/Funambulist_08_Arakawa_Gins_EBook.pdf?dl=0.
- . 2014b. « Forteresses capitalo-idéologiques: l'architecture défensive des villes

- occidentales Le Funambule | Espazium ». 18 juin 2014.
<https://www.espazium.ch/fr/actualites/forteresses-capitalo-ideologiques-larchitecture-defensive-des-villes-occidentales>.
- . 2017a. « Architecture et colonialisme français | Espazium ». 15 février 2017.
<https://www.espazium.ch/fr/actualites/architecture-et-colonialisme-francais>.
- . 2017b. « Décoloniser l'architecture ». *Tumultes* n° 48 (1): 175-83.
- Larousse, Éditions. s. d. « Définitions : coloniser - Dictionnaire de français Larousse ». Consulté le 8 janvier 2021a.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/coloniser/17297>.
- . s. d. « Définitions : dé- - Dictionnaire de français Larousse ». Consulté le 8 janvier 2021b.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9-/21722>.
- Latouche, Serge. 2002. « D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation ». *Revue du MAUSS* no 20 (2): 77-89.
- Lawhon, Mary, et Lené Le Roux. 2019. « Southern Urbanism or a World of Cities? Modes of Enacting a More Global Urban Geography in Textbooks, Teaching and Research ». *Urban Geography* 40 (9): 1251-69.
<https://doi.org/10.1080/02723638.2019.1575153>.
- « Le capitalisme doit intégrer un objectif de justice sociale | Portail FinDev ». s. d.
 Consulté le 8 janvier 2021.
<https://www.findevgateway.org/fr/actualites/le-capitalisme-doit-integrer-un-objectif-de-justice-sociale>.
- Le Monde.fr*. 1978. « L'urbanisme peut-il être libéral ? », 28 décembre 1978.
https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/12/28/l-urbanisme-peut-il-etre-liberal_2983814_1819218.html.
- . 2020. « « L'économie dont nous avons besoin au moment où s'épuise le système dominant » », 24 octobre 2020.
https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/24/l-economie-dont-nous-avons-besoin-au-moment-ou-s-epuise-le-systeme-dominant_6057210_3232.html.
- « Le sens des préfixes ». 2018. *Bescherelle* (blog). 22 juin 2018.
<https://bescherelle.ca/prefixe/>.
- Le Gall, Julie, et Lionel Rougé. 2014. « Oser les entre-deux ! » *Carnets de géographes*, no 7 (décembre). <https://doi.org/10.4000/cdg.496>.
- Loo, Yat Ming. 2017. « Towards a Decolonisation of Architecture ». *The Journal of Architecture* 22 (4): 631-38. <https://doi.org/10.1080/13602365.2017.1338412>.
- López, Fátima Hurtado. 2017. « Universalisme ou pluriversalisme ? » *Tumultes* n° 48 (1): 39-50.
- Madoré, François. 2015. « Approche comparative de la ségrégation socio-spatiale dans les aires urbaines françaises ». *Annales de géographie* 706 (6): 653.
<https://doi.org/10.3917/ag.706.0653>.
- Millington, Gareth. 2011. « Race », *Culture and the Right to the City*. London: Palgrave Macmillan UK. <https://doi.org/10.1057/9780230353862>.
- Moosavi, Leon. 2020. « The Decolonial Bandwagon and the Dangers of Intellectual Decolonisation ». *International Review of Sociology* 30 (2): 332-54.

- <https://doi.org/10.1080/03906701.2020.1776919>.
- Mostafavi, Mohsen, éd. 2017. *Ethics of the Urban: The City and the Spaces of the Political*. Zürich: Lars Müller Publishers.
- Myers, Garth Andrew. 2020. *Rethinking Urbanism: Lessons from Postcolonialism and the Global South*.
- Nijman, Jan, et Yehua Dennis Wei. 2020. « Urban Inequalities in the 21st Century Economy ». *Applied Geography* 117 (avril): 102188.
<https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2020.102188>.
- Oberti, Marco, et Edmond Preteceille. 2016. *La ségrégation urbaine*. Paris: La Découverte.
- Perroud, Sandrine. 2018. « Pourquoi les espaces publics des villes européennes s'uniformisent », mai.
<https://actu.epfl.ch/news/pourquoi-les-espaces-publics-des-villes-europeen-2/>.
- « Place à une architecture alternative ». 2012, juillet.
<https://www.lemoniteur.fr/article/place-a-une-architecture-alternative.1376114>.
- Quinton, Maryse. 2018. « Simón Vélez : l'architecte qui veut renouer avec le végétal ». IDEAT. 16 octobre 2018.
<https://ideat.thegoodhub.com/2018/10/16/simon-velez-larchitecte-qui-veut-renouer-avec-le-vegetal/>.
- Schindler, Sarah. 2015. « Architectural Exclusion: Discrimination and Segregation through Physical Design of the Built Environment ». *Yale Law Journal* 124 (janvier): 1934.
- Sennett, Richard. 2019. *Building and Dwelling Ethics for the City*. UK: Penguin Books.
- Serageldin, Ismail, et Muhammad Yunus, éd. 1997. *The architecture of empowerment : people, shelter and livable cities*. London: Academy Editions.
- Solon, David. 1998. *Villa el Salvador, la ville née du désert*. Editions de l'Atelier.
- Spencer, Douglas. 2016. *The Architecture of Neoliberalism: How Contemporary Architecture Became an Instrument of Control and Compliance*. London Oxford New York; New Delhi Sydney: Bloomsbury Academic, an imprint of Bloomsbury Publishing Plc.
- « The Funambulist Magazine - Politics of Space and Bodies ». s. d. THE FUNAMBULIST MAGAZINE. Consulté le 8 janvier 2021. <https://thefunambulist.net/>.
- « Tocqueville ou la critique de la démocratie ». 2016. *Revue Des Deux Mondes*. 25 novembre 2016.
<https://www.revuedesdeuxmondes.fr/tocqueville-critique-de-democratie/>.
- « Un bidonville devenu une municipalité avec la participation des habitants Villa el Salvador, Pérou ». 2008. Socioeco.org. 1 juillet 2008.
https://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-1754_fr.html.
- Upgrade Your Slum: Fabienne Hoelzel at TEDxHamburg*. s. d. Consulté le 29 mai 2020.
<https://www.youtube.com/watch?v=CDy7F7aKbQI>.
- Vieillard-Baron, Hervé. 2011. « Banlieue, quartier, ghetto : de l'ambiguïté des définitions aux représentations ». *Nouvelle revue de psychosociologie* n° 12 (2): 27-40.

Iconographie

- Auteur inconnu. *Accaparement des terres de la future Villa El Salvador*, Lima. 1971. photographie. 512 x 394 pixels. « Paseando por Villa El Salvador- Fotografías ». s. d. Consulté le 10 janvier 2021. <http://www.amigosdevilla.it/paseando/02.htm>.
- Building Dignity. *La Villa El Salvador*, Lima. ca. 2018. 2018 Annual Report
- Bruit du Frigo. *Performance collective, Mazières-en-Gâtine par Bruit du Frigo*. 2009. photographie. 2500 x 1661 pixels. « Bruit du Frigo ». s. d. Bruit du Frigo. Consulté le 11 janvier 2021. <https://bruitdufrigo.com/>.
- Lambert, Léopold. *Bioscleave House, Lifespan Extending Villa par Arakawa Madeline Gins*. 2011. photographie. 600 x 399 pixels. « # ARAKAWA/GINS /// Domesticity in the Reversible Destiny's Architectural Terrains ». 2012. THE FUNAMBULIST MAGAZINE. 29 octobre 2012. <https://thefunambulist.net/architecture/arakawagins-domesticity-in-the-reversible-destinys-architectural-terrains>.
- . *Elliptical Field, Site of Reversible Destiny Yoro par Arakawa Madeline Gins*. 2013. photographie. 1200 x 800 pixels. « # ARAKAWA/GINS /// Towards an Architecture That Does Not Know What a Body Is ». 2014. THE FUNAMBULIST MAGAZINE. 3 novembre 2014. <https://thefunambulist.net/architecture/arakawagins-towards-an-architecture-that-does-not-know-what-a-body-is>.
- Auteur inconnu. *Pont piétonnier Jenny-Garzón, Bogota par Simón Vélez*. s.d. photographie. 800 x 532 pixels. « Projects ». s. d. SIMON VELEZ. Consulté le 11 janvier 2021. <http://www.simonvelez.net/projects.html>.
- Auteur inconnu. *Nomadic Museum, México par Simón Vélez*. s.d. photographie. 1024 x 657 pixels. « Arquitectura en Bambú: la obra de Simón Vélez | Plataforma Arquitectura ». s. d. Consulté le 11 janvier 2021. https://www.plataformaarquitectura.cl/cl/02-265878/arquitectura-en-bambu-la-obra-de-simon-velez?ad_medium=gallery.

infrastructures · initiatives · solidarité · droits · compromis · flexibilité · modularité · implication · interaction · mobilisation · projection · programmation · observation · curiosité · animation · émancipation · reconnaissance · légitimité · subversion · résilience · stimulation · diversité · dynamique · innovation · épanouissement · confrontation · échange · porosité · seuil · durabilité · articulation · identité · quotidien · proximité · confiance · alternatives · besoins · inclusion · habiter · consciencieux · marge · invasion · expression · restes · réversibilité · intégrité · hétérotopie · mutation · questionnement · disponibilité · interstice · détournement · fragilité · sociologie · consolidation · multiplication · capacitation · processus · autonomisation · architecture · transparence · occupation · intermédiaire · egostrength · personnalisation · rencontre · hypothèse · interaction · préservation · implantations · détachement · responsabilité · vitalité · partage · variabilité · autres · lucioles · habitant · accompagnement · hybridation · survivance · atelier · participatif · apprentissage · unlearn · adaptabilité · contexte · écoute · équité · indépendance · intégration · lutte · valorisation · renouvellement · horizontalité · transformation · abris · mouvement · éducation · déconstruction · désapprentissage · conception · regroupement · infrastructures · initiatives · solidarité · droits · compromis · flexibilité · modularité · implication · interaction · mobilisation · projection · programmation · observation · curiosité · animation · émancipation · reconnaissance · légitimité · subversion · résilience · stimulation · diversité · dynamique · innovation · épanouissement · confrontation · échange · porosité · seuil · durabilité · articulation · identité · quotidien · proximité · résistance · enseignement · empowerment · communication · accessibilité · éloquence · expérimentation · négociation · paradigme · comportement · humilité · adjuvant · relation · médiateur · consensus · perspective · appropriation · partage · collectif · communauté · social · auto-construction · populaire · bottom up · installation · friche · squat · engagement · transition · coopération · activisme · coopérative · entre-deux · résistance · enseignement · empowerment · communication · accessibilité · éloquence · expérimentation · négociation · paradigme · comportement · humilité · adjuvant · relation · médiateur · consensus · perspective · appropriation · partage · collectif · communauté · social · auto-construction · populaire · bottom up · installation · friche · squat · engagement · transition · coopération · activisme · coopérative · visibilité · responsabilité · association · réseaux · contexte · pluri-disciplinarité · dialogue · habitant · accompagnement · hybridation · survivance · atelier